

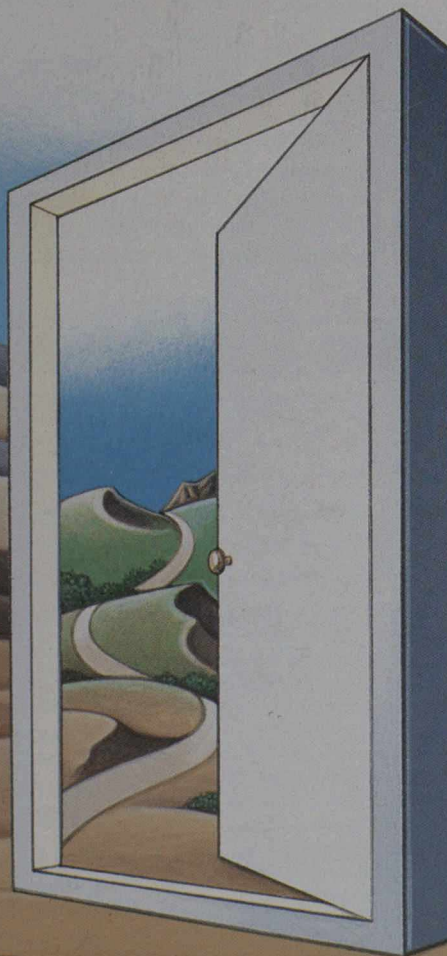
PAIX ET SÉCURITÉ

NAMIBIE

LA RENAISSANCE D'UNE NATION

*La collectivité internationale
essaie de rectifier les abus
commis dans le passé.*

PAR PATRICK NAGLE



Selig Harrison
Une victoire militaire en Afghanistan serait trop coûteuse pour la population.

David Runnalls
La santé de l'environnement devient de plus en plus importante pour de nombreux gouvernements.

Jocelyn Coulon
À la recherche d'une politique de l'espace pour le Canada.

Paul Marantz
Une nouvelle politique étrangère s'installe en URSS.

Madeleine Poulin
Le nouveau péronisme en Argentine.

Dans le présent numéro :

Publications de l'Institut 1988-1989

LES CAHIERS DE L'INSTITUT

4. De Lénine à Gorbatchev : l'évolution des perspectives soviétiques sur les relations Est-Ouest, par Paul Marantz, mai 1988, 100 pages.

5. Le débat sur les essais d'armes nucléaires, par Jozef Goldblat et David Cox, août 1988, 94 pages.

6. La réinsertion du Vietnam dans le système international, par Gérard Hervouet, décembre 1988, 87 pages.

7. Les puissances non nucléaires et la Conférence du désarmement à Genève : une étude sur les efforts multilatéraux de limitation des armements, par Michael Tucker, mars 1989, 71 pages.

LE GUIDE

Introduction aux politiques canadiennes relatives à la limitation des armements, au désarmement, à la défense et à la solution des conflits, 1988-1989.

EXPOSÉS

17. Le désarmement chimique : de l'interdiction d'employer des armes chimiques à l'interdiction d'en posséder par Jozef Goldblat, février 1988.

18. Le Traité ABM a-t-il encore un avenir? par Ronald G. Purver, février 1988.

19. La guerre du Golfe par Francine Lecours, mai 1988.

20. La déstabilisation des États de la «ligne de front» en Afrique australe 1980-1987 par Dan O'Meara, juin 1988.

21. L'équilibre des forces classiques en Europe par Roger Hill, juillet 1988.

22. Le Groupe des plans nucléaires de l'OTAN par Jocelyn Coulon, août 1988.

23. Établir et maintenir la paix à Chypre par Robert Mitchell, octobre 1988.

24. Les missiles de croisière et la limitation des armes stratégiques par Jane Boulden, janvier 1989.

25. La défense non-offensive ou comment assurer la sécurité collective de l'Europe par Robert Neild, janvier 1989.

26. L'attitude du Canada face au Conseil de sécurité des Nations-Unies par Harald von Riekhoff, février 1989.

27. Revue des négociations de Genève en 1987 et 1988 par David Cox, mars 1989.

28. Le commerce international des armes par Keith Krause, mars 1989.

29. La non-prolifération nucléaire : situation actuelle et perspectives par Jozef Goldblat, juin 1989.

NOTE DE LA RÉDACTION



■ Namibie : territoire d'Afrique australe dépendant de la république d'Afrique du Sud, nous dit le dictionnaire. Très peu de gens connaissent l'histoire de ce petit pays et rares sont les individus qui ont eu l'occasion de s'y rendre. C'est «la» dernière colonie, soulignent plusieurs. Et elle accédera à son indépendance à l'automne prochain.

D'ici là, les préparatifs vont bon train pour garantir que des élections «libres et équitables» aient lieu. De retour d'un séjour dans la région, **Patrick Nagle** nous fait vibrer au diapason des émotions locales. Des

extraits de discussions tenues lors d'une table ronde internationale organisée par l'Institut sur le thème du processus électoral en Namibie viennent compléter le tableau. Il est à souhaiter que l'intérêt que soulèvera ce pays durant les prochains mois ne s'éteindra pas le jour des élections. Le peuple namibien aura besoin du soutien de la collectivité internationale pour assurer un développement sain de sa nouvelle démocratie.

Les actes importent plus que les paroles ? En ce qui a trait à la politique étrangère soviétique, l'inverse est vrai, à certains égards, selon **Paul Marantz**. Ce dernier nous fait part des grandes tendances qui sont en train de modifier les points de vue de l'URSS sur la politique internationale. Une nouvelle culture politique est en train de prendre forme en Union soviétique.

Après avoir exposé les différentes composantes du programme spatial canadien, tant civiles que militaires, **Jocelyn Coulon** s'interroge sur la décision que devra prendre le gouvernement canadien dans les années à venir au sujet des sommes allouées aux deux champs d'activités.

Selig Harrison explique d'une façon très documentée pourquoi il est si difficile, pour les Afghans, de prendre en mains leur destin. Moscou et Washington doivent amorcer

des négociations pour trouver une solution politique et diplomatique à ce conflit.

Il est bien pour nous, Occidentaux, de vouloir contribuer à la santé de l'environnement en déboursant davantage, par exemple, pour des sacs à ordures biodégradables. Mais qu'en est-il des populations des pays en développement ? Doit-on les taxer davantage, elles qui n'ont même pas encore eu accès à certains produits dits «de base», comme les réfrigérateurs ? **David Runnalls** décrit le compromis planétaire auquel nous devons aspirer.

Après un séjour en Argentine où elle a rencontré le nouveau président, Carlos Menem, **Madeleine Poulin** décrit la dichotomie qui existe chez les habitants de ce pays. D'un côté, les Argentins de Buenos Aires qui se considèrent comme des Européens, et de l'autre, le reste de la population, y compris M. Menem, qui fonde ses espoirs sur l'unité latino-américaine.

— Hélène Samson

Institut
canadien pour
la paix et
la sécurité
internationales

Directeur général :
Bernard Wood
Membres du conseil
d'administration :
David Braide, *Président*
Beatrice Bazar
Lise Bissonnette
Lincoln Bloomfield
Orest Cochkanoff
Gisèle Côté-Harper
Francine Fournier
Edward Greene
John Halstead
Reginald Lane
Jacques Lévesque
Judith Padua
Harry A. Porter
Elinor Powell
Mary Simon
Bernard Wood

L'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales a été créé par une loi du parlement du Canada en 1984 pour «accroître la connaissance et la compréhension des questions relatives à la paix et à la sécurité internationales d'un point de vue canadien». L'Institut ne se fait l'avocat d'aucune politique particulière, pas plus qu'il ne prend part à l'élaboration des décisions gouvernementales. L'Institut est une société de la Couronne. Ses administrateurs sont nommés par le gouvernement du Canada qui consulte tous les partis reconnus à la Chambre des communes. Ces dispositions aident à garantir l'autonomie de l'Institut.

PAIX ET SÉCURITÉ

360, rue Albert, bureau 900
Ottawa (Ontario) K1R 7X7
(613) 990-1593

© L'Institut canadien
pour la paix et la sécurité
internationales, 1989.

Bureau de rédaction :
Nancy Gordon, *Présidente*
David Cox
Roger Hill
Madeleine Poulin

Rédacteur en chef :
Michael Bryans

Rédactrices en chef adjointes :
Hélène Samson
Eva Bild

Rédacteur de la chronique
des livres français :
Jocelyn Coulon

Présentation et production
The Spencer Francey Group,
Ottawa/Toronto

Version française :
Sogestran Inc., Denis Bastien
Courrier de la deuxième
classe - Enregistrement
N° 7944
Port payé à Smiths Falls
ISSN 0831-1846

Paix et Sécurité paraît tous les trois mois. Ce bulletin vise à informer la population canadienne sur les activités de l'Institut et à favoriser l'expression de toutes les opinions ayant cours au pays sur les questions susmentionnées. Les opinions formulées dans chaque article sont exclusivement celles de l'auteur. N'hésitez pas à nous faire part de vos observations et idées.

Paix et Sécurité est membre du *Canadian Periodical Publishers' Association*.

Le magazine *Paix et Sécurité* est produit par des moyens électroniques de conception et d'assemblage.

Il est interdit de reproduire des extraits du magazine sans l'autorisation expresse de l'Institut.

TABLE DES MATIÈRES



- 2 **NAMIBIE : LA RENAISSANCE D'UNE NATION** PAR PATRICK NAGLE
L'ONU supervisera une élection cet automne, et la collectivité internationale espère par là mettre le territoire sur la bonne voie.
- 4 **L'ART DE TRANSFORMER LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE L'URSS**
PAR PAUL MARANTZ
Les paroles pourraient en dire plus long sur les changements que les actes.
- 6 **LE MARCHÉ DU SIÈCLE** PAR DAVID RUNNALLS
La perspective d'un effondrement du système environnemental mondial préoccupe maintenant même les chefs de gouvernement les plus entêtés.
- 8 **À LA RECHERCHE D'UNE POLITIQUE DE L'ESPACE**
PAR JOCELYN COULON *Le gouvernement canadien devra faire un choix entre le programme spatial civil et le programme spatial militaire. Qui l'emportera ?*
- 10 **JUSQU'À LA DERNIÈRE GOUTTE DE SANG AFGHAN**
PAR SELIG HARRISON *La politique américaine au sujet de la guerre en Afghanistan comporte des inconvénients moraux et politiques inacceptables.*
- 24 **LETTRE DE BUENOS AIRES** PAR MADELEINE POULIN
Observations sur la culture politique argentine, au lendemain des élections présidentielles.

■ **Patrick Nagle** était le correspondant de *Southam News* en Afrique australe jusqu'en août 1989; il était alors basé à Harare et il est actuellement correspondant de la même agence dans les Maritimes (il est basé à Halifax). **Paul Marantz** enseigne dans le domaine de la politique étrangère à l'Université de la Colombie-Britannique et il est l'auteur du Cahier de l'Institut intitulé *De Lénine à Gorbatchev*. **David Runnalls** est directeur associé du Programme sur le développement viable à l'Institut de recherches politiques, à Ottawa. **Jocelyn Coulon** est rédacteur de la chronique des affaires internationales au journal *Le Devoir*. **Selig Harrison** est associé principal à la *Carnegie Endowment for International Peace*, à Washington; il était autrefois rédacteur en chef du journal *The New Republic* et chef de bureau pour le *Washington Post* en Asie du Sud. **Madeleine Poulin** est co-animatrice de l'émission d'actualité *Le Point* diffusée à la télévision de Radio-Canada.

- | | | | |
|----|------------------------------------------|----|-------------------------------------------|
| 12 | NOTE DE LA DIRECTION | 17 | TRIBUNE |
| 13 | À L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DE SÉCURITÉ | 18 | LIVRES |
| 14 | EN DIRECT DE LA COLLINE PARLEMENTAIRE | 20 | RÉPERTOIRE DES PUBLICATIONS DE L'INSTITUT |
| 15 | CONDENSÉ SUR LA LIMITATION DES ARMEMENTS | 22 | NOUVELLES DE L'INSTITUT |
| 16 | CHRONIQUE DE LA DÉFENSE | | |

LE LONG DE L'AUTOROUTE droite comme une flèche qui mène à l'Owamboland, par-tout on aperçoit des taudis de tôle : débits de boisson clandestins, bordels, dépanneurs, et foyers de milliers de Namibiens dont la vie dépendait, financièrement parlant, de la présence des militaires sud-africains. C'est ici que se décidera l'avenir de la Namibie.

Si le nouveau gouvernement formé après l'indépendance ne réussit pas à faire la paix avec les gens qui, pendant des années, ont secondé Pretoria dans son occupation illégale de leur pays, les conflits et les dissensions perdureront dans l'ancienne colonie allemande du Sud-Ouest africain. Un des nombreux auteurs qui ont essayé de définir l'existence troublée de cet immense désert habité par une minuscule population a écrit les mots suivants : «Quand Dieu a créé la Namibie, il l'a destinée à l'obscurité.»

Hélas ! Il n'en a pas été ainsi, et le pays ne parviendra pas de sitôt à un tel anonymat. La principale cause de cette triste situation est une histoire marquée par l'exploitation coloniale la plus pure, des querelles politiques internes, et des tentatives infructueuses de la part de la collectivité mondiale pour mettre de l'ordre dans tout cela.

Le Sud-Ouest africain a été formé par suite de la dissection du continent noir par l'Europe au XIX^e siècle. Ce fut la première colonie de l'Allemagne, et celle-ci l'a dirigée d'une main de fer. «Je connais ces tribus africaines», écrivait le général prussien chargé de réprimer une rébellion en 1904,

elles sont toutes les mêmes; elles ne respectent rien d'autre que la force ... Mon intention était et est toujours de recourir à la force avec une terreur brutale, voire avec férocité. Je balaie les tribus rebelles dans un torrent de sang et d'argent. C'est seulement en semant de la sorte que nous pourrions faire grandir quelque chose de nouveau, quelque chose de stable.

L'Allemagne ayant perdu la Première Guerre mondiale, le territoire passa sous la coupe de la Société des Nations. L'Empire britannique, partant de sa colonie voisine d'Afrique du Sud, occupa le territoire jusqu'en 1920, année où le mandat attribué par la Société des Nations marqua le début de l'histoire tortueuse de la Namibie. L'Afrique du Sud continua d'administrer le protectorat, mais c'était pour elle un tel fardeau qu'elle déclara au parlement qu'il s'agissait en fait d'un «éléphant blanc» que l'on ferait mieux de rendre à l'Allemagne. Entre autres choses, les Sud-Africains tentèrent de percevoir une taxe auprès des propriétaires de chiens, mais les autochtones virent là un acte de persécution. «S'ils sont trop pauvres pour payer une taxe à l'égard de leurs chiens, pourquoi en gardent-ils ?», raisonna un représentant de Pretoria.

Une série de rébellions, attisées par l'insensibilité de l'administration sud-africaine, enflamma le pays jusqu'à ce que l'effondrement de la Société des Nations et l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale plongent de nouveau le protectorat dans l'incertitude et l'oubli. Après la guerre et l'émergence des Nations-Unies, les puissances mondiales refusèrent de laisser l'Afrique du Sud annexer la Namibie.

Une déclaration célèbre (qui ne se réalisa que vingt-quatre ans plus tard, dans le cas de la Namibie) a été intégrée à la Charte de l'ONU. Elle énonce les principes régissant les Membres des Nations-Unies qui assument la responsabilité d'administrer «des territoires non autonomes» : ces pays «acceptent comme une mission sacrée l'obligation de favoriser dans toute la mesure du possible [la] prospérité [des habitants] ... et ... d'assurer, en respectant la culture des populations en question, leur progrès politique, économique et social, ainsi que le développement de leur instruction, de les traiter avec équité et de les protéger contre les abus». Agissant *a contrario*, le gouvernement sud-africain contesta en 1949 l'autorité de l'ONU en invoquant l'argument juridique selon lequel le mandat avait expiré avec l'effondrement de la Société des Nations.

En dépit d'une décision rendue par la Cour internationale de justice et établissant qu'en dernière analyse, l'ONU exerçait encore le contrôle sur la Namibie, l'Afrique du Sud passa unilatéralement outre aux dispositions du mandat et commença à gouverner la Namibie comme si c'était un de ses

NAMIBIE

LA RENAISSANCE D'UNE NATION

*Avec des élections à l'automne,
la collectivité internationale essaie de rectifier
les abus commis dans le passé.*

PAR PATRICK NAGLE

qui aboutira au début de novembre prochain avec la tenue d'élections pour la formation d'une assemblée constituante. Voilà qui fait de Sam Nujoma, chef de la SWAPO, un autre élément clef de l'avenir de la Namibie ! Pendant des années passées en exil, il a été le champion de la cause de l'indépendance namibienne, mais en dépit de cela, il n'est pas bien connu des gouvernements occidentaux, qui n'ont pas d'opinion précise à son sujet. On dit bien de lui qu'il est capricieux et qu'il a mauvais caractère, mais sa ferveur à l'égard de la cause n'a jamais fait de doute.

On n'a jamais associé directement à Nujoma la tentative infructueuse que des guérilleros armés de la SWAPO ont faite pour s'infiltrer en Namibie après le début de la période de transition décrétée par l'ONU le 1^{er} avril, car il ne se trouvait pas à la base de départ en Angola quand la manoeuvre de pénétration a commencé. On ne pourra mesurer qu'au lendemain des élections l'ampleur du dommage causé à la réputation de la SWAPO par la contre-attaque réussie de l'Afrique du Sud et par la campagne de propagande qui a suivi.

IL N'Y A PAS À DOUTER QUE L'AILE POLITIQUE DE LA SWAPO REMPORTERA LE plus de sièges au scrutin de novembre, lequel a pour but de créer une assemblée d'unité nationale qui sera chargée de rédiger une constitution en vue d'une élection nationale devant avoir lieu le printemps prochain. La question est de savoir si la SWAPO pourra remporter les deux tiers des sièges au premier tour. Si tel est le cas, elle compte réécrire le code de l'assemblée (ce qu'elle peut faire selon les règles du jeu) et assumer immédiatement le pouvoir comme gouvernement *de facto*.

Les partis d'opposition, appuyés essentiellement par la population blanche de Namibie, font des pieds et des mains pour éviter une telle éventualité. Maintenant qu'il a tous ses effectifs et qu'il fonctionne dans tout le pays, le Groupe d'assistance de l'ONU pour la période de transition (GANUPT) doit expressément veiller à ce que l'élection soit effectivement «libre et équitable». Les Blancs, soutenus par les vestiges de l'administration territoriale sud-africaine, prétendent que l'ONU aide la SWAPO à fausser le scrutin, tandis que les Noirs, y compris la SWAPO, soutiennent que les autorités territoriales cherchent à les intimider.

Le texte de la résolution habilitante (résolution 435 de l'ONU) n'est pas assez précis pour empêcher les adversaires de s'accuser ainsi mutuellement. Personne ne fait confiance à qui que ce soit dans le camp de l'autre. Au contraire, les dirigeants politiques des divers partis semblent se faire concurrence quant à savoir lequel s'abaissera à la plus vile mesquinerie aux dépens du GANUPT.

Comparativement, l'accord de Lancaster House qui fit de la Rhodésie le Zimbabwe contenait de nombreux mécanismes d'équilibre proposés par les deux camps. Et même si le président de ce dernier pays, M. Robert Mugabe, n'a jamais vraiment aimé certains éléments de l'accord, il en a toujours respecté à la lettre les dispositions, pour le plus grand bien de son pays qui, ainsi, a pu continuer de bénéficier de l'aide économique et militaire de la collectivité internationale.

SI LES ADVERSAIRES NAMIBIENS NE PEUVENT S'ÉLEVER AU-DESSUS DE LEUR affreux passé historique et présenter un pays uni au monde, la Namibie sera toujours une mendicante à la table des nations. Pour commencer, l'Afrique

du Sud a déjà cessé de verser les subventions qui ont soutenu la Namibie pendant plus de dix ans. Les secteurs minier et agricole ne sont pas assez forts pour combler ce manque à gagner, même si les ventes de diamants, d'uranium et de cuivre représentent un tiers du produit intérieur brut, 80 p. 100 des recettes d'exportation, et environ la moitié des revenus du gouvernement. L'industrie des pêches offre un potentiel mal défini, mais l'infrastructure existante est située dans l'enclave sud-africaine de Walvisbaai; c'est là le meilleur port de mer de la Namibie, et il fait encore l'objet d'un différend entre l'ONU et l'Afrique du Sud, qui veut le garder après l'indépendance.

Dans le document énonçant sa plate-forme électorale, la SWAPO a défini sa position économique en précisant qu'elle favorisera une économie mixte avec une forte participation du gouvernement. «L'État possédera une part importante des ressources économiques du pays», lit-on dans le document. «Nous n'envisageons cependant pas, pour le moment, une vaste nationalisation des mines, des terres et d'autres secteurs productifs.»

L'instauration de la période de transition a surtout permis à court terme de réduire sensiblement le nombre des conflits régionaux qui ont ruiné l'Afrique australe au cours des dernières années. Impossible de savoir



Tomino Ntho

exactement combien de temps cela durera, vu le caractère explosif de la conjoncture politique en Afrique du Sud !

Pretoria aurait, dit-on, les moyens de fabriquer des armes nucléaires, et elle a maintenant amorcé un programme de mise au point de missiles balistiques. Les dirigeants blancs du pays ont déclaré à maintes reprises qu'ils comptent bien conserver leur dispositif de sécurité pour garantir fondamentalement leur position de puissance dominante dans la région. Le signe le plus évident et le plus inquiétant de cette détermination se manifeste dans la modernisation et le renforcement des bases des ar-

mées de terre et de l'air situées dans le nord, le long de la frontière séparant l'Afrique du Sud du Botswana et du Zimbabwe. Et certaines des unités noires expérimentées qui ont participé à la guerre sur la frontière namibienne ont été dépêchées dans cette région.

Quant à lui, le Zimbabwe a étoffé ses défenses contre l'Afrique du Sud en achetant de nouveaux chasseurs MiG de l'URSS. Ce serait vraiment tragique pour l'Afrique australe si le règlement final de la question namibienne devait déboucher, le long de la rivière Limpopo, sur des affrontements désastreux semblables à ceux qui, depuis dix ans, déchirent la frontière angolo-namibienne. □

La transition en Namibie

Une table ronde internationale organisée par l'Institut

■ Les 6 et 7 juillet 1989, l'Institut pour la paix et la sécurité a présenté à Ottawa une table ronde internationale sur les élections qui doivent avoir lieu prochainement en Namibie. Il s'agissait d'une séance intensive d'information, présidée par **Bernard Wood**, Directeur général de l'Institut, qui mettait à contribution la formation et l'expérience de divers participants. Des exposés faits sur vidéo et envoyés depuis Windhoek, capitale de la Namibie, ont conféré un caractère d'urgence aux délibérations. Parmi les participants ayant fait des exposés en personne ou grâce à la télévision, il y avait :

Martti Ahtisaari, représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en Namibie; **William Barton**, ancien ambassadeur du Canada à l'ONU; **Pierre Beaudet**, chercheur au Centre d'information et de documentation sur le Mozambique et l'Afrique australe, à Montréal; **Lord Chitnis**, du Southern Africa Advanced Education Project, à Oxford; **Michael Clough**, chargé de recherche principal au Council on Foreign Relations, à New York; **Joseph Diescho**, universitaire namibien à l'Université Columbia, à New York; le **colonel Don Ethell**, Directeur des opérations de maintien de la paix au ministère de la

Défense nationale, à Ottawa; **Stephen Fanning**, chef de l'unité de surveillance de la police civile du GANUPT, à Windhoek; **Gordon Fairweather**, président de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié et ancien observateur d'élections; **Marrack Goulding**, secrétaire général adjoint (ONU) aux affaires politiques spéciales; **Neil Haffey**, chef de la mission d'observation du Canada, à Windhoek; **Gwen Lister**, rédactrice de la publication *The Namibian*, à Windhoek; et **James Mutambirwa**, du World Council of Churches.

Les paragraphes qui suivent sont extraits d'un compte rendu de l'Institut intitulé *Le processus électoral en Namibie : une table ronde internationale*. On peut se procurer tout le document de dix-neuf pages en s'adressant à l'Institut. Les passages présentés ici portent exclusivement sur le problème le plus pressant auquel la Namibie et l'ONU devront faire face au cours des prochains mois : voir à la tâche complexe consistant à organiser et à tenir des élections libres et équitables.

Le jour des élections et immédiatement après

■ Pendant la période de transition vers l'indépendance, la Namibie est gouvernée par l'Afrique du Sud, par l'intermédiaire de l'Administrateur général (AG), nommément M. Louis Pienaar. Le Secrétaire général de l'ONU a nommé son représentant spécial (RS), M. Martti Ahtisaari, pour s'assurer qu'à chaque étape, le processus électoral en Namibie serait libre et équitable. Ces deux dignitaires ont pour mission de collaborer ensemble pour mettre en oeuvre la résolution 435. Les détails de chaque étape du processus électoral doivent convenir à l'un et à l'autre. Il s'agit là d'un processus lourd.

Il y aura deux membres du personnel électoral du GANUPT et deux policiers de ce dernier dans chaque bureau de vote. Sur les bulletins de scrutin figureront probablement les symboles de tous les partis politiques, de manière que tous les électeurs, y compris les analphabètes, puissent voter sans difficulté. Après avoir voté, chaque électeur se trempera le doigt dans une encre indélébile, de façon qu'il ne puisse pas voter de nouveau.

La présence d'observateurs étrangers le jour des élections constitue un élément important du système visant à garantir des élections équitables et libres. Un orateur a dressé une liste détaillée des conditions pratiques à remplir pour que le vote se déroule comme il se doit. Par exemple : Y a-t-il une liberté de mouvement suffisante ? Tous les membres du personnel électoral suivent-ils des lignes directrices uniformes ? Les bureaux de vote sont-ils faciles à trouver, même pour les électeurs analphabètes ? Existe-t-il une bonne méthode à suivre pour résoudre tout différend qui surgirait sur place ?

Les participants ont exprimé d'autres inquiétudes : une fois les bureaux de vote fermés, les observateurs étrangers devront se prononcer sur l'équité de l'élection avant le décompte des bulletins, pour que leurs rapports soient perçus comme étant impartiaux. Des participants étaient préoccupés par certaines des méthodes proposées pour compter les bulletins de vote. La comparaison de ces derniers aux empreintes digitales figurant sur les formules d'inscription ne compromettrait-elle pas le caractère secret du scrutin ? Le fait qu'il faille transporter toutes les urnes électorales jusqu'à Windhoek pour le décompte n'accroîtra-t-il pas les risques de falsification ?

On a proposé de compter rapidement les bulletins de vote sur place, puis de les transporter sous bonne garde jusqu'à la capitale pour un deuxième décompte. Par ailleurs, il faudra réduire le plus possible le délai qui s'écoulera entre l'heure de fermeture des bureaux de vote et celle où les résultats seront annoncés. La plupart des participants ont dit croire que toutes ces mesures réduiraient effectivement les risques de fraude.

Les discussions menées pendant la table ronde ont permis de formuler une recommandation : créer un Conseil des élections qui comprendrait des représentants de l'AG, du RS et de chaque parti politique briguant les suffrages. Selon le Groupe des observateurs du Commonwealth qui parlait d'un organisme semblable mis sur pied lors des élections au Zimbabwe, le Conseil constituait une tribune où l'on pouvait formuler des plaintes et résoudre les difficultés. De nombreux participants se sont dits favorables à la mise sur pied d'un tel conseil en Namibie, surtout que l'idée de constituer une commission électorale indépendante paraissait désormais peu pratique. □

L'ART DE TRANSFORMER LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE L'URSS

En étudiant le discours des dirigeants soviétiques, on peut comprendre non seulement ce qui a changé mais aussi les motifs des changements.

PAR PAUL MARANTZ

JUSQU'ICI, LA RÉACTION DE L'OCCIDENT FACE à Mikhaïl Gorbatchev a tenu quelque peu de la schizophrénie. Il a de toute évidence séduit l'imagination populaire. L'engouement pour «Gorby» et la «gorbatchévomanie» ont balayé la majeure partie du monde occidental. Mais dans les corridors du pouvoir, la plupart des décideurs sont beaucoup plus prudents et sceptiques. Les sceptiques occidentaux aiment bien l'adage disant qu'un acte vaut mille belles paroles, et ils soutiennent que ni les actes ni les mots attribuables à la politique étrangère soviétique ne prouvent hors de tout doute que M. Gorbatchev a rompu avec le passé de son pays. D'autres sceptiques occidentaux déclarent que, même si le processus n'en est encore qu'à ses débuts et qu'il dépend de la survie de l'approche réformiste de M. Gorbatchev, il revêt malgré tout une énorme importance pour l'orientation à venir de la politique étrangère soviétique et des relations Est-Ouest.

Que l'on ne comprenne pas davantage à quel point M. Gorbatchev a déjà transformé la conduite de la politique étrangère de son pays atteste nettement de la rapidité avec laquelle les gens s'adaptent à de nouvelles circonstances et cessent de s'étonner devant l'extraordinaire. Imaginons un instant qu'en février 1986, quand M. Gorbatchev a pour la première fois préconisé l'adoption d'un «nouveau mode de pensée» en matière de politique internationale, qu'un observateur occidental sceptique ait voulu sonder le sérieux des intentions soviétiques. Supposons que cet observateur ait déclaré qu'il ne serait convaincu de l'authenticité des changements en Union soviétique qu'au moment où celle-ci aurait subi toute une série d'épreuves avec succès.

Les troupes soviétiques ont quitté l'Afghanistan; l'URSS a souscrit à l'option double-zéro proposée par les Américains pour l'élimination des forces nucléaires à portée intermédiaire en Europe; le Kremlin a accepté que des inspections internationales très indiscretes soient menées dans ses installations militaires; l'Union soviétique a commencé d'elle-même à réduire ses forces armées, démobilisant 10 p. 100 de toutes ses troupes et retirant 20 p. 100 de ses chars; Moscou a autorisé la légalisation de Solidarité et lui a permis de constituer un parti d'opposition librement élu au parlement polonais; l'URSS a exercé des pressions pour favoriser un règlement politique des conflits qui sévissaient au Cameroun et en Angola; le brouillage des stations de

radio occidentales qui diffusaient jusqu'en URSS a pris fin; Andreï Sakharov et des centaines d'autres prisonniers politiques ont été libérés; des articles rédigés par des experts et des décideurs occidentaux ont commencé à paraître assez régulièrement dans la presse soviétique; et les penseurs et journalistes soviétiques ont été autorisés à critiquer ouvertement les politiques étrangères de Staline, Khrouchtchev et Brejnev.

Si quelqu'un avait voulu soumettre les intentions soviétiques à un examen aussi poussé en 1986, les soviétologues occidentaux auraient presque tous objecté que les critères proposés pour évaluer la politique soviétique étaient beaucoup trop rigoureux et qu'il y avait peu de chances pour que Moscou y satisfît dans l'avenir prévisible. Les experts auraient fait valoir qu'au mieux, quelques-unes de ces mesures se concrétiseraient peut-être dans quelques années. Et pourtant, moins de quatre ans ont suffi pour que tous ces changements s'opèrent ou soient en cours d'exécution. M. Gorbatchev a agi beaucoup plus rapidement et sur beaucoup plus de plans que la quasi-totalité des analystes l'auraient cru possible il y a à peine quelques années. Les actes concrets promis ont effectivement été accomplis.

DEPUIS TOUJOURS, ON SAIT QUE LES ACTES IMPORTENT plus que les paroles lorsqu'il s'agit d'évaluer la nature de la politique étrangère soviétique, mais à certains égards, l'inverse est vrai. Après tout, certaines actions (par exemple, le retrait des troupes soviétiques de l'Afghanistan) peuvent résulter de raisons fort diverses. Un renversement de la politique antérieure peut, somme toute, n'être motivé que par une faiblesse temporaire et un désir de duper l'ennemi, ou, à l'inverse, il peut traduire une réévaluation fondamentale d'hypothèses antérieures et une authentique conviction que des formes nouvelles et plus coopératives d'interaction internationale sont désormais possibles et nécessaires. En étudiant le discours des chefs soviétiques, nous pouvons arriver à mieux saisir comment ils envisagent les questions de politique étrangère se posant à eux.

Si la pensée soviétique au sujet de la nature des rouages politiques internationaux a vraiment changé, alors les initiatives fondamentales des quatre dernières années ont beaucoup plus de chances d'avoir un effet durable. En revanche, si les dirigeants de l'URSS n'ont pas modifié leur

perception de la politique internationale, il est plus probable que l'évolution dont nous avons été témoin repose sur des considérations tactiques temporaires, de sorte qu'un retour en arrière pourrait se produire sur bien des plans dès que l'URSS aura surmonté ses difficultés actuelles. Voilà pourquoi il faut prendre en compte les actes et les paroles pour discerner non seulement ce qui a changé, mais aussi pourquoi les changements se sont produits.

QUATRE GRANDES TENDANCES SONT EN TRAIN DE modifier les points de vue de l'URSS sur la politique internationale. Tout d'abord, les décideurs soviétiques comprennent maintenant beaucoup mieux à quoi correspond ce qu'on a appelé le «phénomène d'action-réaction» dans les relations Est-Ouest. Depuis toujours, les Soviétiques pensaient que la politique étrangère de l'Occident était dictée par la société de classes caractérisant le régime capitaliste. À leurs yeux, les États capitalistes nourrissaient une hostilité implacable à l'égard de l'URSS non pas à cause des politiques étrangères adoptées par cette dernière, mais en raison de ce qu'elle était, c'est-à-dire un État socialiste dont l'existence même montrait aux travailleurs du monde qu'il y avait une solution de rechange à l'oppression capitaliste. Se détournant carrément de ce point de vue traditionnel, les porte-parole soviétiques reconnaissent maintenant qu'en grande partie, les actions soviétiques ont déterminé la politique occidentale et que, dans sa conduite, l'Ouest est motivé par une crainte réelle, et non simulée, de l'agression soviétique.

En corollaire, M. Gorbatchev et ses collègues ont reconnu que, si l'URSS veut ralentir la course aux armements et promouvoir des entreprises coopératives entre l'Est et l'Ouest, elle doit tout d'abord modifier les politiques que l'Occident estime menaçantes. Un article paru récemment dans la presse soviétique fait à cet égard une observation significative :

Nous nous sommes habitués à des leitmotifs tels que «Nous sommes l'avant-garde du monde», «L'avenir nous appartient», ou «Nous serons victorieux à l'échelle de la planète, et ce sera un fait historique». Mais avons-nous songé à nous mettre à la place de ceux qui, selon nous, forment l'arrière-garde, à qui l'avenir n'appartient pas et qui, toujours d'après nous, sont condamnés à être oubliés par l'histoire et à périr ? Que doivent-ils penser de nous ?... Ce n'est pas par hasard que les peuples de l'Ouest pensent maintenant que l'URSS est un pays qui cherche à conquérir le

monde.... Afin de changer l'opinion des autres peuples à notre sujet, nous devons changer nous-mêmes.

Dans la même veine, le ministre soviétique des Affaires étrangères, M. Édouard Chevardnadze, n'a pas ménagé ses collègues : « Nous ne devons pas prétendre, camarades, que les normes et les notions relatives à ce qui est de mise et à ce qui, dans la communauté mondiale, est appelé conduite civilisée ne nous concernent pas. Pour être accepté dans cette communauté, il faut les observer. »

Autre développement important : l'auto-critique concernant les erreurs passées de la politique étrangère soviétique revêt un caractère inédit et elle se fait maintenant sur la place publique. Avant l'arrivée de M. Gorbatchev, il était à peu près interdit de s'attaquer à la politique étrangère de l'URSS.

Depuis la deuxième moitié de 1987, la politique étrangère soviétique a fait l'objet d'un examen analytique tel qu'il ne s'en était jamais vu dans les soixante années précédentes. Staline a été condamné non seulement pour l'hostilité dont il a fait preuve face à la Social-Démocratie allemande dans les années 1930, pour la manière dont il a négocié le Pacte germano-soviétique de non-agression en 1939, et plus tard pour avoir refusé de participer au Plan Marshall, mais aussi pour avoir suivi une « politique hégémonique » et expansionniste en Europe de l'Est, politique dans laquelle l'Occident a vu une grave menace pour l'équilibre du pouvoir existant alors dans le monde.

Khrouchtchev a été publiquement critiqué pour avoir manqué de sagacité lors de la crise des missiles à Cuba, pour avoir affiché un optimisme exagéré au sujet des perspectives économiques de l'URSS par rapport à celles de l'Ouest, et pour s'être fait, à des fins de propagande, le champion du « désarmement général et complet », au lieu de préconiser une politique plus réaliste de limitation graduelle des armements, assortie d'inspections et de vérifications internationales.

Quant à Brejnev, on a désapprouvé sa politique étrangère, car elle mettait beaucoup trop l'accent

sur la force militaire et favorisait la course aux armements; la bourde commise en Afghanistan allait dans la même veine. Dans une réévaluation particulièrement remarquable de la politique étrangère soviétique, un expert influent, nommé Vyatcheslav Dashitchev, a vertement critiqué Brejnev en l'accusant de n'avoir pas su faire le rapport entre, d'une part, les efforts résolus déployés par l'Union soviétique pour gagner du terrain dans le tiers-monde dans les années 1970, et, d'autre part, le déclin subséquent de la détente entre l'Est et l'Ouest.

Nous participions politiquement, militairement (en fournissant des armes, des approvisionnements et des conseillers) et diplomatiquement à des conflits régionaux, mais nous ne prenions pas en compte l'influence que ceux-ci avaient sur les tensions entre l'URSS et l'Occident ainsi que sur l'ensemble des relations entre les deux blocs. Personne ne savait au juste quels étaient les véritables intérêts nationaux de l'Union soviétique. Chose certaine, ces intérêts ne consistaient pas à rechercher des gains minables et essentiellement pour la forme, en favorisant des coups d'État dans certains pays en développement.

Troisième fait nouveau digne de mention, l'affaiblissement du sens de la mission. Autrefois, les dirigeants soviétiques croyaient tous que le capitalisme était condamné, que le temps jouait en faveur de leur pays, et que l'équilibre mondial du pouvoir basculait peu à peu et inévitablement en faveur de Moscou. Khrouchtchev et Brejnev se sont particulièrement efforcés de promouvoir activement ce processus en recherchant les points faibles au sein de l'Alliance occidentale. Certains dirigeants du pays ont à l'occasion fait marche arrière pendant de courtes périodes, mais ces moments étaient simplement perçus comme un ralentissement temporaire de la lutte incessante des travailleurs du monde contre le capitalisme. On était fermement convaincu qu'un remède miracle résoudrait les difficultés économiques et politiques auxquelles l'URSS était provisoirement en butte, et que le marxisme-léninisme reprendrait rapidement de l'avant dans le monde.

Sous Gorbatchev, cet optimisme s'estompe. On reconnaît la force et l'endurance du capitalisme. De plus en plus, on admet que le remède miracle susmentionné n'existe pas et qu'il faudra des décennies à l'Union soviétique pour remettre de l'ordre dans ses affaires. Les décideurs soviétiques définissent de plus en plus leur objectif comme n'étant pas tant de promouvoir la chute du capitalisme, mais plutôt d'éviter la guerre nucléaire, de

réduire la tension internationale et de créer un climat international de tranquillité de manière que l'URSS puisse s'adonner en paix à la tâche urgente de la restructuration nationale.

Quatrième et dernier élément nouveau et fort important dans la refonte de la politique étrangère soviétique : le processus de changement qui influe sur certaines des attitudes fondamentales ayant longtemps déterminé la façon dont Moscou transigeait avec l'Occident. L'autoritarisme légué par les tsars, les origines du parti bolchevique né dans la conspiration, et le long cauchemar du stalinisme, voilà autant d'éléments qui, combinés, ont engendré un climat politique qui a suscité de profonds sentiments d'insécurité et de vulnérabilité, une crainte de la pénétration étrangère, un pharisaïsme dogmatique et l'intolérance de la diversité et des points de vue différents.

TOUT CELA COMMENCE À CHANGER. LES RÉFORMISTES associés à Gorbatchev cherchent carrément à créer une nouvelle culture politique, laquelle accepterait la diversité comme étant légitime, rejetterait toute notion d'infailibilité, serait moins dogmatique et ne se sentirait menacée ni par la controverse ni par le débat. La mise en place d'une culture politique fondamentalement nouvelle est en soi une tâche herculéenne, mais des progrès remarquables ont été accomplis au cours des dernières années. Si ce processus se poursuit, il influera sensiblement sur la façon dont la politique étrangère soviétique est débattue, formulée et mise en oeuvre. Un pays qui tolère davantage la diversité dans ses frontières acceptera mieux des régimes économiques et politiques différents à l'étranger.

Que déduire de toute cette analyse ? Paradoxalement, il semble que l'Occident devra à la fois faire preuve de prudence et d'audace dans sa réaction. La prudence sera de mise, car le processus de libéralisation et de réforme est à peine engagé; il risque encore d'être perturbé. Des éventualités telles qu'une stagnation continue de l'économie soviétique, l'intensification du nationalisme dans les républiques soviétiques, un soulèvement populaire en Europe de l'Est, ou une révolte des conservateurs contre Gorbatchev au sein du Parti communiste, menacent toutes la tendance actuelle à la modération. Les événements tragiques survenus récemment en Chine nous rappellent froidement jusqu'à quel point un régime autoritaire peut rapidement intensifier sa répression si l'élite dirigeante se met à craindre que le désordre mine son pouvoir.

Malgré tout, les occasions sont trop grandes, les enjeux sont trop élevés, et l'opinion publique occidentale est trop impatiente pour que l'Ouest se cantonne dans l'attente et la prudence. Ce sera seulement en reconnaissant que les ouvertures de l'URSS à l'endroit de l'Occident résultent d'un processus de changement révolutionnaire et profond (et qu'elles ne reprennent pas simplement les campagnes de paix du passé) que les décideurs occidentaux pourront réagir comme il convient face aux perspectives historiques qui s'annoncent. □



LE MARCHÉ DU SIÈCLE

*Face au risque très réel d'un effondrement du système
environnemental mondial, même les plus entêtés des chefs de
gouvernement s'affairent maintenant à trouver une solution.*

PAR DAVID RUNNALLS

POUR MONTRER QUE 1988 ÉTAIT BEL ET BIEN l'année de l'environnement, la revue *Time*, la Bible de la bienséance bourgeoise américaine, a fait de la Terre la planète de l'année (à se demander laquelle est sur les rangs pour l'an prochain), et a consacré presque tout un numéro non seulement aux questions d'environnement, mais aussi à la dimension internationale de l'environnement. Pour couronner le tout, *Fortune*, le concurrent plus huppé de *Time*, a dit de 1988 que c'était «l'année choisie par la Terre pour riposter».

Replaçons les choses dans leur contexte. On se souviendra que dix ans à peine ont passé depuis que M^{me} Thatcher a été élue premier ministre pour la première fois, avec une plate-forme électorale dont on pouvait dire qu'elle faisait largement fi de l'environnement naturel et de ceux qui s'en souciaient; au moment de son élection en 1980, Ronald Reagan était persuadé que les prétendus problèmes de pollution étaient dus aux arbres; et en 1984, au Canada, le gouvernement conservateur a pris le pouvoir avec la certitude de pouvoir réduire considérablement le budget et le personnel du ministère fédéral de l'Environnement, et cela en toute impunité. La Commission Nielsen a même envisagé sérieusement la suppression pure et simple du Ministère. À l'autre extrémité de l'échiquier politique, l'URSS continuait de prétendre que les problèmes environnementaux étaient essentiellement attribuables à la structure et au fonctionnement du capitalisme, et qu'ils étaient pour ainsi dire inexistant dans le système soviétique.

Tout a changé en l'espace d'une extraordinaire semaine du mois d'octobre, l'an dernier, avec le petit laïus sur l'environnement prononcé tour à tour par chacun des «acteurs» de la distribution suivante : George Bush (rappelez-vous quand il a déclaré «avoir toujours été un défenseur de l'environnement»); Michael Wilson (devant nulle autre instance que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international); Édouard Chevradnadze (qui a dit, devant l'Assemblée générale des Nations-Unies, que l'Union soviétique considérait l'évolution de l'environnement mondial comme étant de loin la menace la plus grave pesant sur sa sécurité nationale); jusqu'à la redoutable Margaret Thatcher, dite la Dame de fer, qui a déclaré devant la *Royal Society* que les changements atmosphériques constituaient sans aucun doute le plus grand défi que les milieux scientifiques auraient à relever en cette fin de siècle.

Pourquoi les dirigeants politiques des pays occidentaux (et de plus en plus des pays de l'Est) veillent-ils tous à se dire plus ou moins écologistes ? C'est peut-être le rapport de la Commission mondiale de l'environnement et du développement qui renferme les meilleurs éléments de réponse à cette question.

La Commission souligne en effet que, dans les dix prochaines années, quoi que nous fassions, la population du globe va doubler et que, pour nourrir, vêtir et loger les habitants actuels et les 5 milliards qui nous auront rejoints, il faudra une production économique de cinq à dix fois supérieure à celle d'aujourd'hui. Une expansion de cet ordre exercerait une telle pression sur les écosystèmes qu'aux dires de la Commission, l'environnement naturel serait en train de devenir un facteur susceptible de limiter sérieusement la croissance économique.

L'exemple le plus frappant de la «riposte» des écosystèmes planétaires réside dans les modifications que nous provoquons de façon de plus en plus évidente dans les climats du monde. L'année dernière, à Toronto, les participants à la conférence sur le climat ont fait remarquer, avec un ton de gravité, la chose suivante : «... Nous pourrions connaître, au cours du siècle prochain, des modifications climatiques nettement plus rapides et plus importantes que dans les 5 000 dernières années; une évolution aussi accélérée provoquerait tant de perturbations que, tout compte fait, aucun pays ne pourrait probablement en tirer parti.»

Les participants faisaient allusion aux changements qui se produiraient si la couche d'ozone protégeant la Terre continue de s'amincir; cette détérioration est causée par les fluorocarbures chlorés (CFC), couramment utilisés dans les aérosols, les dispositifs de refroidissement et l'industrie électronique. Ils pensaient également à l'«effet de serre», c'est-à-dire le fait que l'accumulation de bioxyde de carbone (ou gaz carbonique) et d'autres gaz provoquerait un réchauffement climatique planétaire et, parallèlement, d'importantes hausses du niveau des océans au cours des quarante prochaines années.

LES NÉGOCIATIONS SUR L'OZONE VONT BON TRAIN depuis qu'on a découvert en 1986, que la couche protectrice était percée au-dessus de l'Antarctique. En septembre 1987, une conférence sur ce thème a eu lieu au Canada et elle a débouché sur

la rédaction du protocole de Montréal, qui prévoit une réduction de 50 p. 100 de la consommation de CFC d'ici la fin du siècle. Alors que le protocole n'était même pas encore complètement en vigueur, les États se sont livrés à un véritable ballet diplomatique dont les faits saillants ont été les réunions de Londres et d'Helsinki, plus tôt cette année; ils ont préconisé l'arrêt de la production des substances incriminées d'ici l'an 2000.

Le Canada a également ouvert le débat sur le réchauffement de la planète, en accueillant à Toronto, les participants à la conférence de 1988 sur le climat. L'objectif fixé à cette occasion a été une réduction d'au moins 20 p. 100 des émissions de CO₂ d'ici 2005. La conférence a été suivie, en février dernier, d'une rencontre de juristes à Ottawa, et de réunions préparatoires en prévision de la prochaine grande conférence mondiale sur le climat, prévue pour 1990 (la date exacte n'a pas encore été fixée). On espère d'ici là disposer de projets d'instruments juridiques qui régiraient l'utilisation d'au moins certains des gaz qui provoquent l'effet de serre.

Il devient de plus en plus évident, toutefois, que rien de tout cela n'est suffisant. La modification climatique est véritablement un problème mondial, qui appelle des solutions mondiales et, en quelque sorte, une répartition du fardeau. En admettant la nécessité de supprimer les produits chimiques qui détruisent la couche d'ozone, les pays sont confrontés à un autre problème : comment aider les pays en développement à respecter les nouvelles normes ? Des pays comme la Chine et l'Inde nourissent l'ambitieux projet de «démocratiser» le réfrigérateur dans leurs très nombreuses populations; c'est là un objectif difficilement contestable. Pourquoi devraient-ils, argument-t-ils, réduire ces plans ou remplacer par des substituts plus coûteux le fréon bon marché utilisé à l'heure actuelle dans les réfrigérateurs ?

Il se pose là un problème d'équité, d'autant plus aigu dans le contexte du réchauffement planétaire. À eux deux, les États-Unis et l'URSS produisent près de 40 p. 100 du gaz carbonique dégagé par les matières fossiles en combustion. La Chine et les autres pays en développement ne produisent qu'une petite partie de ce gaz. Les plans de développement chinois prévoient, à moyen terme, la construction de quelque 200 nouvelles centrales électriques alimentées au charbon. Pareils projets d'expansion pourraient facilement neutraliser le moindre progrès qui découlerait des importantes réductions décidées par les superpuissances, le Japon et l'Europe occidentale au chapitre de la production énergétique.

La déforestation dans les régions tropicales contribue à la production de CO₂, ce qui aggrave le problème du réchauffement planétaire; de plus, la croissance de nouvelles forêts pourrait jouer le rôle de «trappe» emprisonnant une partie du gaz carbonique produit par la combustion. Depuis que les groupes écologistes occidentaux ont politisé la question de la forêt tropicale humide, il est certain que les gouvernements du Brésil et d'autres pays abritant ce type de végétation ne feront pas grand-chose sans une contrepartie quelconque, qu'ils puissent «vendre» à leurs propres électeurs.

IL RÉSULTE DE TOUT CELA QUE LES GENS RÉCLAMENT plus que jamais une réforme du système international, et l'on en vient à ce que beaucoup ont qualifié de «compromis planétaire». Personne ne sait encore vraiment quelle forme prendrait ce compromis ou sous quelle égide il serait mis au point, mais voici quels en seraient apparemment les grands traits : les émissions de gaz provoquant l'effet de serre (dont les CFC) feraient l'objet de normes, qui imposeraient aux pays industrialisés des réductions draconiennes et permettraient aux pays du tiers-monde certaines augmentations. Il faudrait modifier en profondeur les conditions des transferts de technologie pour que les pays en développement puissent utiliser, dès leur commercialisation, les techniques non polluantes les plus récentes mises au point pour produire de l'énergie. Et dernière caractéristique de ce «compromis», il y aurait d'importants nouveaux transferts de ressources du Nord au Sud.

La conférence de Toronto a préconisé la création d'un «Fonds mondial de l'atmosphère terrestre», pour aider les pays en développement à limiter les répercussions des changements climatiques et à s'y adapter par des stratégies de développement viable. Diverses propositions ont été formulées relativement à l'édification de ce Fonds. Le premier ministre de la Norvège, M^{me} Brundtland, a proposé de fixer pour tous un pourcentage de 0,1 p. 100 du PNB. D'autres ont émis l'idée d'un «impôt sur le gaz carbonique» : différentes sortes de combustibles seraient alors taxées selon leur tendance à produire du gaz carbonique.

Lors de réunions récentes sur la dégradation de la couche d'ozone, les participants ont également reconnu la nécessité de fournir aux pays en développement les moyens financiers voulus pour renoncer plus facilement aux catégories nocives de CFC. La *US Environmental Protection Agency* (EPA) envisage de mettre en place un système comparable à celui proposé par le président Bush pour lutter contre les pluies acides. Le système consisterait, pour les États-Unis, à vendre aux enchères leur quota non utilisé de CFC.

Certains observateurs ont également souligné la nécessité de lier les mesures prises pour faire face au changement climatique avec les plans d'allègement de la dette. À l'heure qu'il est, le monde en développement verse au Nord 43 milliards de dollars de plus qu'il n'en reçoit sous forme d'aide extérieure et d'apport de capitaux privés. Comment, dans ces conditions, s'attendre à ce que ces pays puissent infliger d'autres privations à leurs habitants au nom de la lutte contre les modifications du climat ? Divers plans ont

déjà été mis de l'avant, dont une augmentation non négligeable de ce que l'on appelle les «transformations de la dette en remises en nature», ou encore une version adaptée du plan Brady pour permettre aux débiteurs de rembourser une partie de leur dette aux taux du marché s'ils acceptent de modifier leurs politiques et d'amorcer des projets pour favoriser une utilisation plus rationnelle de l'énergie, l'adoption de meilleures méthodes d'exploitation forestière, un accès élargi aux services de planification familiale, etc.

L'une ou l'autre de ces propositions, ou une combinaison de plusieurs d'entre elles, pourrait générer de très importantes sommes d'argent ou des allègements considérables de la dette (de l'ordre d'au moins 20 à 30 milliards de dollars par année). Les projets ont maintenant atteint le



Nicholas Vitacco

stade de la discussion. L'ancien ministre néerlandais de l'Environnement a été chargé par son gouvernement de rédiger un ensemble définitif de propositions en prévision de la prochaine réunion préparatoire sur le climat, qui doit se tenir en octobre aux Pays-Bas.

PARALLÈLEMENT À CES PROPOSITIONS DE FINANCEMENT, certains ont réclamé une réforme des institutions du système international, laquelle permettrait à ce dernier de faire face à la nature transdisciplinaire de la menace. Nombreux sont ceux qui ont le sentiment qu'aucun des organismes des Nations-Unies n'a de mandat suffisamment vaste pour pouvoir s'attaquer à tous les problèmes. Les changements demandés vont d'un renforcement du rôle du Bureau du Secrétaire général (pour que ce dernier puisse réellement coordonner les activités du système des Nations-Unies), à un renouvellement ou un élargissement du mandat du Programme des Nations-Unies pour l'environnement, en passant par des propositions comme celle de Maurice Strong, qui préconise de revoir la Charte des Nations-Unies pour faire renaître de ses cendres le Conseil de tutelle, désormais moribond, en l'investissant d'une nouvelle mission : surveiller la Terre. D'autres voudraient redéfinir la notion de «sécurité» pour y englober l'environnement, ce qui reviendrait à renforcer les attributions du Conseil de sécurité.

Ce sentiment d'urgence a conduit les gouvernements français, norvégien et néerlandais, lors des préparatifs du récent sommet de La Haye, à envisager la création d'une agence supranationale qui serait chargée de préserver l'atmosphère terrestre.

Cet organisme pourrait, dans certains cas, prendre des décisions à la majorité (en d'autres termes, pas de veto automatique pour les cinq grandes puissances) et serait habilité à imposer les sanctions économiques obligatoires recommandées par la Cour internationale de justice sur «... les biens produits dans des conditions néfastes pour l'environnement». Cette autorité aurait également le pouvoir de recueillir des fonds afin de dédommager les pays pour lesquels l'observation des normes représenterait un fardeau injuste.

Ce nouveau «mode de pensée» de la part des gouvernements au sujet de la relation entre l'environnement et l'économie trouve des échos dans les résultats du sommet que le Groupe des sept vient de tenir à Paris en juillet. Le tiers du communiqué final est consacré à ce thème, et l'on y met notamment l'accent sur les dilemmes tragiques auxquels les pays pauvres (et partant, le reste du monde) font face lorsqu'il s'agit de trouver des moyens d'améliorer la qualité de vie sans pour autant ajouter aux pressions s'exerçant déjà sur l'écologie planétaire. Les chefs du Groupe des sept, tout en évitant de citer des cas particuliers, ont donné à entendre que l'on pourrait recourir à des mesures «souhaitables du point de vue environnemental», et ils ont souligné que, dans certains cas, des remboursements de dettes en nature aideraient dans doute la cause.

QUEL PEUT-ÊTRE LE RÔLE DU CANADA DANS TOUT ce processus ? Si le premier ministre veut se comporter en véritable homme d'État pendant son deuxième mandat, il doit pouvoir concilier la nécessité à la fois de différer et d'atténuer les effets des changements climatiques, et de satisfaire aux besoins fondamentaux des plus démunis par un programme mondial de développement viable. Le Canada s'est déjà fait remarquer pour ses actions sur tous ces plans. Peut-être avons-nous, pour une fois, affaire à une de ces questions qui va donner à une puissance moyenne l'occasion de prendre les devants, d'autant plus que le Canada bénéficie d'une bonne crédibilité en tant que membre du Groupe des Sept et en tant qu'ami du tiers-monde (en dépit du récent budget de M. Wilson).

Mais il s'agit là de problèmes extrêmement complexes, et la conjoncture évolue très rapidement. Il va falloir mettre au point de nouveaux mécanismes pour que chaque pays puisse adopter, à la table des négociations, une position nationale, étant donné que les questions tendent à relever de la compétence de plusieurs ministères. Une fois le dialogue engagé, il va être difficile de résister à la tentation de rallonger l'ordre du jour, en lui ajoutant la limitation des armements, de nouvelles définitions de la sécurité nationale, etc. L'histoire pourrait malheureusement se répéter, et nous assisterions alors à une réédition du dialogue Nord-Sud qui a traîné en longueur pendant la fin des années 1970 et le début des années 1980, avant d'aboutir à une série de réunions peu concluantes. Mais cette fois, il est certain que nous avons plus d'atouts en main : une conscience du temps qui passe, les occasions que nous offrent la *glasnost* et l'ouverture récente de l'Europe de l'Est et, enfin, une opinion publique inquiète, mais qui se mobilise facilement. □

À LA RECHERCHE D'UNE POLITIQUE DE L'ESPACE

*Le gouvernement canadien devra faire un choix
entre le programme spatial civil et le programme spatial militaire.
Qui l'emportera ?*

PAR JOCELYN COULON

LE CANADA VIT EN CE MOMENT SA DEUXIÈME révolution spatiale qui le propulsera au XXI^e siècle, grâce à une foule de programmes spatiaux, civils et militaires, actuellement en marche ou sur les planches à dessins des scientifiques canadiens. Cela rendra possible le développement des communications civiles et militaires, la télédétection, la surveillance du territoire et l'avancement des sciences spatiales liées au développement économique, technologique et médical.

Huitième puissance spatiale du monde, le Canada devra toutefois faire des choix importants au début du siècle prochain. Ses activités spatiales civiles vont plafonner d'ici quelques années alors que les activités militaires pourraient bien prendre une part grandissante du budget spatial canadien. Le risque d'une militarisation du programme spatial n'est pas écarté, même s'il demeure assez lointain et sujet aux aléas de la politique internationale.

Le gouvernement consacrera quelque 3 milliards de dollars au programme civil d'ici l'an 2000. En mars dernier, il a créé l'Agence spatiale canadienne pour coordonner toutes les activités spatiales civiles du pays qui était dispersées dans une demi-douzaine de ministères et d'instituts de recherche. Sur le plan militaire, c'est le ministère de la Défense nationale (MDN) qui s'occupe d'un minuscule programme spatial dont les projets sont toutefois fort ambitieux. Dans l'enfance de l'âge, ce programme est appelé à se développer considérablement si les militaires obtiennent ce qu'ils veulent.

Depuis le lancement du satellite *Alouette* en 1962, le Canada a surtout exercé des activités civiles en matière spatiale. La période faste des années 1960 et 1970, où huit satellites ont été mis en orbite et où l'industrie spatiale se développait au taux de 50 p. 100 par an, a été suivie d'un déclin pendant plusieurs années. Toutefois, le programme civil canadien a repris son envol à la fin des années 1980 avec le lancement de trois grands projets et d'une demi-douzaine d'autres de moindre importance. Selon un vaste plan élaboré par le gouvernement Mulroney en 1986, Ottawa dépensera plus de 3 milliards de dollars d'ici l'an 2000 pour sa participation à la station orbitale américaine, à un système mobile de télécommunications (M-SAT) et à un satellite de télédétection avec un radar à antenne synthétique (RADARSAT) qui permettra de transmettre et de recevoir des signaux sur toute la planète, par temps nuageux ou dans l'obscurité. Le plan du

gouvernement fédéral inclut plusieurs autres projets à réaliser en collaboration avec l'Europe, le Japon, les États-Unis et l'Union soviétique.

Dans les années 1980, le Canada a dépensé en moyenne quelque 160 millions de dollars par an pour ses activités spatiales civiles. Cette somme devrait atteindre 230 millions de dollars dans les années 1990. Le Canada reste loin derrière la France (1 milliard), le Japon (900 millions) et les États-Unis (10 milliards). Selon les données du ministère d'État chargé des Sciences et de la Technologie, 37 p. 100 du budget du programme civil sera consacré à la station orbitale, 35 p. 100 à RADARSAT, 10 p. 100 à M-SAT et 18 p. 100 aux autres programmes.

L'ÉLÉMENT CENTRAL DU PROGRAMME CIVIL EST LA participation canadienne à la station orbitale américaine, projet lancé par le président Reagan en 1984. Les Américains ont invité le Canada, le Japon et les pays membres de l'Agence spatiale européenne à participer à cette entreprise qui verra l'installation, entre 1995 et 1998, d'une base permanente dans l'espace, gérée par huit astronautes. Après trois ans de négociations, Ottawa s'est engagé, en avril 1988, à investir 1,2 milliard de dollars pour une période de quinze ans dans un programme qui devrait coûter au total 40 milliards. Les États-Unis assumeront 69 p. 100 des coûts, l'Europe 18 p. 100, le Japon 10 p. 100 et le Canada 3 p. 100. Le Canada construira un centre d'entretien et de réparation mobile pour la station orbitale. Le centre sera équipé d'un nouveau bras *Canadarm*, déjà installé sur des navettes américaines, qui manipulera les satellites. En plus, un astronaute canadien travaillera six mois à tous les deux ans à bord de la station.

Après plusieurs années de négociations, tous les partenaires liés à la station orbitale ont signé l'an dernier une entente définissant leur participation. La conclusion d'un accord butait sur les conditions apposées par les Américains sur les aspects militaires des travaux à bord de la station. Nous y reviendrons plus loin.

Si le programme spatial civil est bien connu et largement accepté par la population canadienne, les activités militaires spatiales du pays restent obscures. En fait, elles sont encore très embryonnaires. Tout cela devrait changer dans quelques années lorsque le ministère de la Défense nationale aura terminé les multiples études qu'il mène dans les domaines des communications, de

la surveillance et de l'alerte. Le gouvernement devra ensuite prendre une décision pour libérer des fonds importants afin de doter le pays d'un véritable programme spatial militaire.

LONGTEMPS NÉGLIGÉE AU PROFIT DES ACTIVITÉS civiles, l'utilisation militaire de l'espace est devenue une nouvelle préoccupation du gouvernement depuis le début des années 1980. Pourtant, les militaires canadiens ne découvrent pas l'espace; ils le redécouvrent. John Kirton, de l'Université de Toronto, écrit qu'à la fin des années 1950, la mise en place du programme spatial canadien était d'inspiration militaire. Le satellite *Alouette* a été construit au Centre de recherches sur les télécommunications de défense. L'universitaire canadien souligne que «jusqu'en 1966, les programmes spatiaux canadiens organisés sous l'égide des militaires représentaient 41 p. 100 du total des dépenses canadiennes dans ce domaine».

Après une période où, pour des raisons politiques et commerciales, le programme spatial a été «démilitarisé», l'intérêt pour l'aspect militaire a refait surface. Reprenant les réflexions exprimées par le Comité de gestion de la Défense en mai 1974, le Comité spécial du Sénat sur la défense nationale (1985) et le Livre blanc sur la défense (1987) ont relancé l'idée d'un programme militaire spatial indépendant.

Après avoir tenu de longues audiences sur la défense aérienne du territoire canadien en 1985, les sénateurs ont recommandé au gouvernement de «créer son propre programme militaire spatial, consacré aux fonctions d'alerte, de surveillance et de communications nécessaires à la sécurité nationale». Les sénateurs ont établi, à partir des témoignages recueillis, que la Défense nationale aurait besoin de huit à douze satellites pour effectuer le travail requis et que le gouvernement devrait consacrer à ce programme au moins 150 millions de dollars par an pendant cinq ans, et 350 millions au cours des années 1990.

Le rapport du Sénat canadien n'est pas resté lettre morte, puisque le ministère de la Défense nationale en a repris l'essentiel dans son Livre blanc sur la défense publié il y a deux ans. En juin 1987, un ambitieux programme de réarmement et de réalignement stratégique était annoncé par le Ministre d'alors, M. Perrin Beatty. La nouvelle politique de défense reposait sur l'acquisition d'une flotte de dix à douze sous-marins nucléaires. En avril dernier, le gouvernement a annoncé l'annulation du programme des sous-marins et une réduction de près de 3 milliards de dollars dans les dépenses de défense. Toutefois,

les ressources allouées aux recherches spatiales n'ont pas été touchées.

Dans son énoncé de politique, M. Beatty reconnaissait l'importance de l'espace «qui sera exploité sans cesse davantage à l'appui d'objectifs de défense nationale». Il annonçait que le gouvernement avait autorisé des programmes de recherche pour étudier des systèmes spatiaux radars ou à infrarouge qui permettraient de détecter et de poursuivre les avions et les missiles de croisière. Ces dispositifs spatiaux remplaceraient d'ici une quinzaine d'années le réseau de radars terrestres du Système d'alerte du Nord, qui deviendrait donc vétuste vers la fin du siècle.

MAIS LE VÉRITABLE ÉNONCÉ DE POLITIQUE CONCERNANT le programme spatial militaire se retrouve dans un document interne rendu public par le ministère de la Défense nationale en juillet 1987, quelques semaines après le dépôt du Livre blanc. C'est dans ce document que les militaires précisent leurs besoins techniques et stratégiques. Ils soulignent les trois principaux objectifs du programme :

- permettre au Canada de respecter ses engagements en matière de défense en utilisant la technologie spatiale lorsque cette mesure est appropriée et rentable;
- favoriser l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques;
- contribuer à l'économie canadienne.

Les militaires estiment que «si le Canada ne s'engage pas suffisamment dans le domaine spatial, il s'imposera des limites qui seront dommageables pour sa sécurité» et que «la gamme des options militaires qui s'offriront dans l'avenir pourrait être considérablement réduite, ce qui risque de nuire aux intérêts canadiens en matière de sécurité et de souveraineté».

La Défense nationale veut aller plus loin que le respect des engagements envers l'OTAN et le NORAD; en se dotant d'une infrastructure spatiale, elle pourra rendre les forces armées canadiennes totalement ou partiellement indépendantes. Il n'est pas question d'une présence armée mais d'une utilisation passive de l'espace. Enfin, le secteur de la recherche et du développement (R et D) à la Défense nationale accorde beaucoup d'importance à la politique gouvernementale qui veut offrir des retombées économiques aux entreprises canadiennes.

Le plan que la Défense nationale préconise pour établir la présence canadienne dans l'espace est très ambitieux. Les domaines d'intérêt des militaires sont les suivants : la surveillance, les communications, la navigation, la recherche et le sauvetage, la météorologie, l'océanographie et la cartographie et enfin, les vols spatiaux habités.

En 1986-1987, le ministère de la Défense nationale a débloqué 46 millions pour la technologie du radar spatial et 48 millions pour celle des circuits rapides à ondes millimétriques. Ces deux programmes de recherche, qui dureront cinq à sept ans, fourniront suffisamment d'informations pour que les autorités compétentes puissent prendre une décision quant à la nécessité de s'engager à plus long terme dans ces deux domaines.

Le programme des radars spatiaux vise à mettre au point un système de surveillance des activités aériennes, terrestres, maritimes et sous-marines.

La première fonction de ces radars sera de détecter, de suivre et d'identifier les avions et missiles de croisière s'approchant de l'Amérique du Nord. Ils seront reliés à un système de gestion de bataille pour l'interception et la destruction des avions et des missiles. Ces activités se feront dans le cadre du NORAD. Les radars serviront aussi pour la surveillance de l'Arctique. Le MDN reconnaît qu'il ne sera pas possible de développer un réseau de radars spatiaux indépendants à cause des coûts trop élevés. Le Pentagone estime qu'un réseau mondial pourrait coûter entre 6 et 10 milliards de dollars américains. Les militaires canadiens espèrent donc contribuer au déploiement du volet qui couvrira l'Amérique du Nord, en acquittant 10 à 15 p. 100 des frais du programme américain.

Quant au programme de communications à ondes millimétriques, il est d'une grande importance pour les forces armées. Pour les Forces canadiennes, il est capital de déployer un réseau de communications sûr, efficace et indépendant afin d'assurer la liaison entre leurs unités dans le monde entier, notamment à Chypre, en Europe et au Moyen-Orient. Actuellement, le MDN doit louer des lignes passant par des satellites comme ceux de la série ANIK C et bientôt E, et il ne dispose d'aucun satellite militaire, contrairement aux États-Unis.

Enfin, les militaires sont engagés dans une multitude de programmes tels que la modernisation complète de tout le système de communication des forces armées, l'accès au réseau américain NAVSTAR/GPS, le système SARSAT de recherche et de sauvetage, la mise au point de mesures de sécurité pour les satellites ANIK E, etc.

Le ministère de la Défense nationale ne dispose pas d'un commandement unifié de l'espace comme c'est le cas aux États-Unis. Sa Direction de la doctrine et des opérations spatiales a même été dissoute l'été dernier. Il n'y a aucun bureau qui coordonne la politique militaire spatiale comme le fait maintenant l'Agence spatiale dans le secteur civil. Toutefois, il ne fait aucun doute que la Défense nationale devra d'ici quelques années se doter d'une pareille structure.

La plupart des spécialistes sont cependant d'avis qu'au rythme où vont les choses, le budget militaire spatial pourrait dépasser 150 millions de dollars par an d'ici peu, même si l'on tient compte du fait que le Canada ne fabrique pas ses propres satellites de surveillance, de communication et de navigation. Si, au contraire, le MDN reçoit le feu vert pour ses ambitieux projets, ce budget pourrait facilement atteindre les 400 millions par an d'ici la fin du siècle.

IL Y A PRÉSENTEMENT PEU DE LIENS ENTRE LE PROGRAMME civil et le programme militaire, sinon les discussions qui se déroulent au Comité inter-

ministériel de l'espace qui regroupe tous les intervenants gouvernementaux dans le domaine spatial. Toutefois, deux questions viennent à l'esprit lorsque l'on pense au futur. Va-t-on assister à une militarisation du programme civil comme c'est le cas aux États-Unis ? Notre collaboration avec notre puissant voisin du Sud va-t-elle nous entraîner dans cette direction ? Aux États-Unis, le budget de la NASA est limité à 10 milliards de dollars US par an tandis que celui concernant les activités militaires spatiales frise les 15 milliards. La comparaison ne peut pas encore être faite au Canada, mais d'ici une dizaine d'années,

l'essoufflement du programme civil et le lancement d'un vigoureux programme militaire pourraient déboucher sur une politique spatiale «à l'américaine».

La collaboration entre les États-Unis et le Canada se retrouve à deux

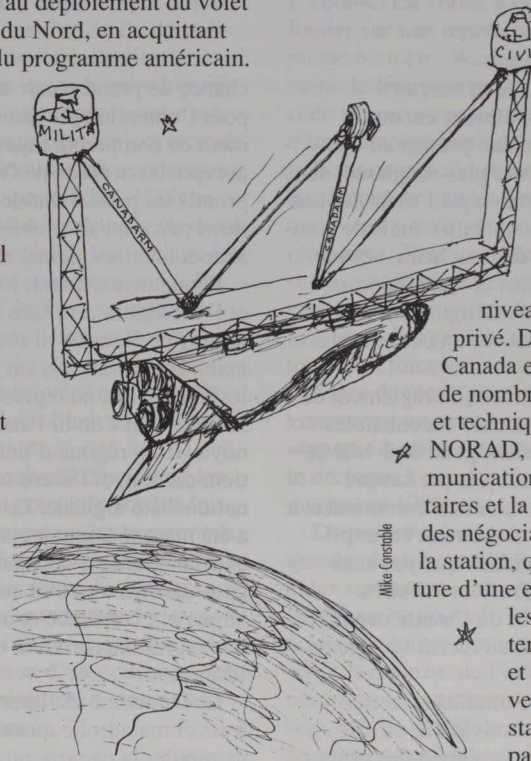
niveaux : institutionnel et privé. Dans le premier cas, le Canada est lié aux États-Unis par de nombreux accords militaires et techniques intéressants le NORAD, les systèmes de communications et de navigation militaires et la station orbitale. Lors des négociations tenues à propos de la station, qui ont abouti à la signature d'une entente l'an dernier entre

les États-Unis et ses partenaires européens, japonais et canadien, il a été convenu de construire cette station pour des utilisations pacifiques malgré les

objections du Pentagone qui ne voulait exclure aucune option militaire. Toutefois, l'entente ne spécifie pas quelles sont les activités militaires interdites. De plus, les Américains peuvent faire ce qu'ils veulent dans une très grande partie de la station puisqu'ils en possèdent 70 p. 100.

Du côté privé, l'industrie spatiale canadienne exporte 70 p. 100 de sa production qui est intégrée à toute une gamme de produits américains, tant civils que militaires. Advenant le lancement du programme spatial militaire canadien ou simplement un renforcement de la coopération entre les États-Unis et le Canada, les industries canadiennes pourraient bien se voir de plus en plus associées aux programmes militaires.

Il reste encore quelques années avant que le Canada n'ait à faire des choix cruciaux en matière de politique spatiale. La nouvelle Agence spatiale doit définir d'ici un an ses objectifs pour le début du XXI^e siècle, ce qui laisse présager la poursuite d'un vigoureux programme civil. Mais le pays ne pourra pas longtemps négliger ses besoins militaires, et la répartition des ressources entre le programme civil et le programme militaire deviendra difficile. L'ère des décisions va bientôt commencer. □



Mike Considine

JUSQU'À LA DERNIÈRE GOUTTE DE SANG AFGHAN...

Il ne manque pas d'Afghans centristes respectés qui pourraient former un gouvernement populaire. Si seulement les intervenants extérieurs les laissaient en paix !

PAR SELIG S. HARRISON

EN FÉVRIER DERNIER, LE DÉPART DES derniers soldats soviétiques encore présents en Afghanistan présageait une nouvelle étape, encore plus sanglante, dans la guerre civile qui avait provoqué l'invasion une dizaine d'années plus tôt. Après six mois de combats n'ayant abouti à rien de concluant, cependant, les adversaires afghans et leurs mentors respectifs à Moscou et à Washington envisagent d'amorcer des négociations sur un compromis politique.

Moscou souhaite ardemment un règlement de la situation. Mikhaïl Gorbatchev reconnaît les limites du Parti communiste afghan et il veut se libérer du futile engagement pris par ses prédécesseurs d'assurer la domination communiste à Kaboul. Cette réalité m'a clairement été expliquée dans une série de réunions que j'ai eues avec des hauts fonctionnaires des Affaires étrangères, de la Défense et du Comité central du Parti communiste, pendant un récent voyage de trois semaines à Moscou.

À Kaboul, le régime communiste a certes affiché beaucoup plus de motivation, de discipline et d'endurance que la plupart des observateurs l'avaient prévu. Mais les dirigeants soviétiques (et le président afghan, M. Najibullah) savent très bien que le régime ne pourrait pas survivre sans les livraisons aériennes et les convois de ravitaillement provenant régulièrement de Moscou.

À mon avis, M. Gorbatchev est en faveur d'un transfert pacifique du pouvoir en Afghanistan, formule en vertu de laquelle le régime du président Najibullah démissionnerait en même temps que prendraient fin les négociations menées pour mettre sur pied un gouvernement d'unité nationale de transition. Moscou a posé des conditions minimales pour que s'opère un règlement politique : que les communistes ne soient pas exclus du processus dont l'objet serait d'établir un régime de transition; que ce processus soit dirigé par une entité indépendante, affranchie de toute surveillance de la part des services pakistanais et américains de renseignement; et que le Parti communiste soit reconnu comme un participant légitime à toute campagne électorale qu'organiserait dans l'avenir un gouvernement de transition. La représentation du Parti communiste au sein d'un tel gouvernement ne constitue pas, comme telle, une exigence *sine qua non*.

Tout en renonçant à garantir la domination communiste, Moscou veut, en résumé, pouvoir dire qu'elle a conservé aux communistes une

chance de prendre part aux luttes qui s'annoncent pour l'obtention du pouvoir. Il importe effectivement de comprendre que l'Union soviétique a accepté les accords de Genève en tant que compromis lui permettant de sauver la face, précisément parce qu'ils n'obligeaient pas Moscou à abandonner ses clients afghans.

Fondamentalement, le dilemme auquel Moscou et Washington font face tient au fait que ni le régime de Kaboul, ni celui du gouvernement en exil à Peshawar, mis sur pied par le Pakistan et les États-Unis, ne représentent la majorité des Afghans. Ni l'un ni l'autre ne peut constituer le noyau d'un régime d'unité nationale de transition, car l'un et l'autre se sont aliénés la majorité nationaliste afghane. Le Parti communiste afghan a été marqué à tout jamais par sa collaboration avec une force d'occupation étrangère. Mais le gouvernement en exil au Pakistan est, quant à lui, largement considéré comme étant la création du Directeurat interservices de renseignement (ISI) à Islamabad.

Le Directeurat est intervenu d'une façon manifeste et maladroite quand on a voulu former et manipuler la *choura*, ou conseil, à Islamabad, qui a mis sur pied le gouvernement en exil en février 1989. Des protégés du président défunt Zia Ul-Haq sont encore maîtres du Directeurat, en dépit des efforts soutenus que le premier ministre Benazir Bhutto déploie pour dompter la puissante organisation de renseignement militaire. Zia ne cachait pas sa volonté d'installer à Kaboul un régime satellite du Pakistan, qui serait dominé par des groupes scissionnistes afghans, fondamentalistes musulmans, qui avaient été formés artificiellement avec l'appui d'Islamabad. Le gouvernement en exil a à sa tête un homme de paille en la personne du président Sibghatullah Mojaddidi, un modéré, mais ce sont des factions fondamentalistes qui en tiennent fermement les rênes, et c'est pourquoi la plupart des Afghans lui ont tourné le dos dès le début.

Pour comprendre l'isolement politique du gouvernement en exil, il faut connaître la nature de l'islam en Afghanistan, où le clergé établi est depuis longtemps associé à diverses sectes soufistes et à l'hanafisme. Dans la société afghane traditionnelle, le pouvoir du mollah a été renforcé par une relation symbiotique avec les chefs des tribus pachtones, lesquelles forment l'ethnie dominante en Afghanistan. En revanche, les

groupes fondamentalistes, prêchant des doctrines islamiques plus puristes, cherchent à détruire le système des tribus pachtones, qu'ils estiment incompatibles avec ce que doit être, selon eux, un État islamique centralisé relié à une renaissance pan-islamique. Rejetant le nationalisme afghan, ils soutiennent que l'islam ne connaît pas de frontières nationales. Ils dénoncent la plupart des mesures de modernisation prises par les régimes antérieurs, en particulier celles préconisant la libéralisation de la condition féminine.

Les fondamentalistes afghans étaient à peine 1 100 au début des années 1970 et ils subirent alors une dure répression sous l'ancien roi Zahir Shah, un Pachtonne, et sous son successeur, Mohammed Daud. En 1975, la plupart s'enfuirent au Pakistan, où ils s'associèrent au Directeurat du renseignement, pour monter des raids contre le régime Daud alors en querelle avec Islamabad. Ils devinrent ainsi les protégés afghans préférés du Pakistan, après la prise du pouvoir par les communistes en 1978. Grâce à un appui massif leur étant fourni par les États-Unis et d'autres fondamentalistes du Moyen-Orient et du Pakistan, les factions intégristes comptent maintenant environ 15 000 militants endurcis.

Aux yeux de nombreux Afghans, Zahir Shah symbolise une période de stabilité relative, où leur pays entretenait des relations amicales avec l'Union soviétique. Mais les chefs intégristes, se rappelant la répression exercée par l'ancien roi, ont juré de lui nier tout rôle dans l'organisation ou la direction d'un nouveau régime. Le Pakistan a activement mis des bâtons dans les roues des partisans de Zahir Shah qui s'efforçaient d'organiser entre les factions afghanes des négociations générales qui prépareraient le remplacement pacifique du régime communiste. Islamabad a plutôt traité l'Alliance des sept partis de la résistance comme étant le seul porte-parole des Afghans non communistes.

L'HOSTILITÉ DU PAKISTAN DATE DU DÉBUT DU dix-neuvième siècle, quand l'État afghan créé en 1747 par les tribus pachtones, sous Ahmad Shah Durrani, a annexé les régions pachtones de ce qui est maintenant le secteur nord-ouest du Pakistan. Plus tard, dans le cadre du «grand jeu», le raj britannique a annexé 40 000 milles carrés de territoire afghan situé entre l'Indus et la passe de Khyber. Puis en 1947, il a confié les territoires mal acquis et la moitié de la population pachtonne à la férule du nouveau gouvernement pakistanais. En divisant les Pachtones, les Britanniques ont créé un irrédentisme qui a toujours

hanté les régimes successifs à Kaboul, à dominante pachtoune, et qui a empoisonné les relations entre le Pakistan et l'Afghanistan.

Zia a canalisé le gros de l'aide militaire américaine vers les factions fondamentalistes, affaiblissant ainsi délibérément les groupes de résistance pachtoune. Depuis son accession au poste de premier ministre, M^{me} Benazir Bhutto a essayé de renverser la politique anti-pachtoune de son prédécesseur, en préconisant l'instauration d'un gouvernement afghan d'unité nationale qui ne serait dominé ni par les communistes, ni par les fondamentalistes. Les intérêts du Pakistan exigent un tel gouvernement, a-t-elle précisé en juin 1988, car «la continuation de la guerre civile signifie la présence permanente de 3 millions de réfugiés chez nous». Dans un entretien accordé plus tard au journal *The Nation* de Lahore, elle a fait une mise en garde plus explicite au sujet de tout effort qui viserait à installer à Kaboul un gouvernement satellite; ce serait là risquer d'aliéner les Pachtoune : «Il est dangereux d'avancer sur la voie d'un grand Pakistan, car cela encouragerait la revendication d'un grand Afghanistan» chez les Pachtoune des deux côtés de la frontière.

Quand M^{me} Bhutto s'est rendue à Washington en juin, elle a exhorté les États-Unis à rechercher une solution politique à la guerre civile afghane en menant des négociations avec l'Union soviétique. Le gouvernement Bush a essayé de gagner du temps en faisant valoir qu'il fallait donner à la résistance une autre chance de renverser militairement le régime de Kaboul cet été et cet automne. Cependant, les porte-parole de Washington s'impatientent de plus en plus face aux piètres résultats militaires obtenus par la résistance jusqu'ici et à l'incapacité du gouvernement en exil d'élargir ses appuis. Si le régime de Kaboul est toujours en place à la fin des combats en octobre, ces porte-parole s'attendent à des démarches plus poussées des divers intervenants pour trouver une solution politique.

Comment expliquer l'endurance manifestée par les forces communistes dans la bataille de Jalalabad ? Certes, le régime de Kaboul dispose de forces aériennes, contrairement à la résistance. Autre facteur militaire auquel on peut attribuer les piètres résultats obtenus jusqu'ici par la résistance dans les combats de Jalalabad : les rebelles n'ont pas l'expérience de la guerre classique. Mais un autre élément important et souvent oublié réside dans le fait que le Parti communiste compte dans ses rangs 40 000 militants endurcis et très motivés qui se perçoivent comme des nationalistes et des «modernisateurs» reprenant la réforme que le roi Amanullah avait en vain tenté d'opérer entre 1919 et 1929. À l'occasion d'une visite à Kaboul en 1984 et pendant des réunions avec des dirigeants communistes par la suite, je me suis fait rappeler que le dévouement et le sentiment patriotique ne sont pas l'apanage des combattants de la résistance.

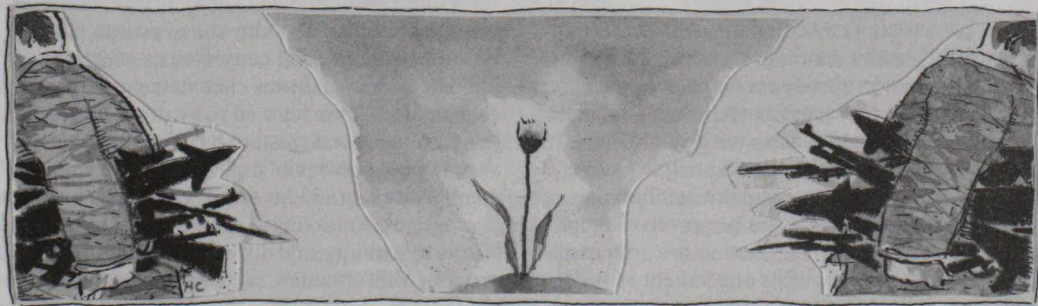
La tare que représente le soutien pakistanais et qui colle désormais au régime en exil de Peshawar a renforcé ce sentiment patriotique à Kaboul et permis aux communistes de rationaliser leurs états de service des dix dernières années où ils ont collaboré avec les forces d'occupation soviétiques. De nombreux militants du

Parti sont issus de groupes sociaux autrefois silencieux, y compris les femmes. Ils ne sont absolument pas disposés à renoncer à leur nouveau statut et ils continueront sans doute de lutter contre la résistance plutôt que de capituler devant elle.

Avec un accroissement d'envergure de l'appui technique et logistique fourni par le Pakistan sur la ligne de front, les forces de résistance devraient pouvoir utiliser des véhicules blindés et remporter ainsi plus de succès. Cependant, les divisions profondes déchirant la résistance rendraient improbable une victoire absolue, à moins que les factions rebelles subissent un long entraînement à la guerre classique et que se produise une intensification massive de l'aide militaire américaine en vertu de laquelle elles recevraient non seulement des véhicules blindés mais aussi des aéronefs. Aspect plus important encore, même si les communistes étaient chassés de Kaboul, ils ne cesseraient pas nécessairement de combattre. Selon toute probabilité, l'Afghanistan resterait enfermé dans une guerre civile où s'affronteraient les communistes, les factions fondamentalistes musulmanes soutenues par le Pakistan, les États-Unis et l'Arabie saoudite, les groupes chiïtes appuyés par l'Iran, et bon nombre des commandants locaux des forces de résistance, notamment ceux qui sont associés aux groupes pachtoune considérant Zahir Shah comme étant leur porte-parole.

Si l'aide extérieure cessait effectivement, les factions afghanes seraient pour la première fois forcées d'envisager sérieusement les compromis politiques possibles. Le Secrétaire général Pérez de Cuéllar aurait alors l'occasion de donner suite à la résolution adoptée le 3 novembre 1988 par l'Assemblée générale de l'ONU et lui demandant de promouvoir l'instauration d'un gouvernement d'unité nationale qui représenterait «toutes les factions» du peuple afghan.

BEAUCOUP IMAGINENT L'AFGHANISTAN COMME étant une société complètement polarisée, mais en fait, il n'y manque pas d'Afghans centristes



respectés qui pourraient former un gouvernement capable de se valoir l'appui populaire. L'ancien vice-premier ministre Abdoul Samad Hamed, l'ancien ministre de la Justice Abdoul Sitar Sirat, l'ancien ministre de l'Agriculture Abdoul Wakil et l'ancien vice-premier ministre Ali Ahmal Popal comptent parmi les nombreux dirigeants expérimentés qui n'ont pas versé dans l'extrémisme intégriste, n'ont eu aucun rapport avec les communistes, ou n'ont fait l'objet d'aucune accusation de corruption, contrairement à la plupart des chefs de l'Alliance.

On ne peut pas simplement souhaiter que le Parti communiste disparaisse comme par magie dans l'Afghanistan de l'après-guerre, mais ce

parti ne peut de toute évidence jouer un rôle d'envergure dans un régime provisoire, et il est peu probable qu'il remporte beaucoup de sièges dans une élection future. Tout comme les États-Unis ne doivent pas chercher à exclure toute participation communiste au processus qui mènerait à la mise en place d'un régime provisoire, de même, l'Union soviétique doit être disposée à appuyer les processus représentatifs qui, de par leur nature même, confinaient clairement les communistes au statut d'une minorité. Moscou doit se tenir prête à insister pour que le régime Najibullah remette le pouvoir à un gouvernement provisoire si celui-ci est choisi à la faveur de processus fondés sur une représentation équitable. De la même manière, Washington manquerait énormément de réalisme en attendant de Najibullah qu'il cède le pouvoir avant qu'un gouvernement d'unité nationale ait été choisi pour lui succéder.

Beaucoup de représentants du gouvernement Bush doutent que les formules préconisées pour remplacer pacifiquement le régime communiste réussissent. Tous ces scénarios, font-ils valoir, supposent implicitement que l'infrastructure gouvernementale existant à Kaboul resterait en place, tout au moins au début. Il faudrait donc dissoudre toutes les forces armées, les corps de police et les services de renseignement, sans quoi ils renverseraient tout nouveau gouvernement. Il faut «repartir à zéro», comme le président Reagan le déclarait à une conférence de presse en novembre 1988.

De toute évidence, ce ne serait pas chose facile que de réorganiser les forces armées, la police et les services de renseignement ayant servi le régime Najibullah. Mais les dirigeants du nouveau régime auraient la force que leur conférerait la maîtrise de l'aide américaine, ouest-européenne, onusienne et soviétique. Il est douteux que la discipline communiste subsiste très longtemps dans les services de sécurité, au beau milieu des réalignements politiques qui iraient de pair avec l'instauration d'un régime d'unité nationale. À mesure que le souvenir de l'occupation

soviétique s'estompera, le nationalisme afghan se réaffirmera sans doute, diluant et domestiquant peu à peu le communisme afghan.

À mon avis, une politique qui consisterait à «repartir à zéro» en Afghanistan comporterait des inconvénients moraux et politiques inacceptables. Elle équivaudrait en effet à une lutte à finir, jusqu'au dernier Afghan, dans la poursuite peu judicieuse des objectifs géopolitiques attribués aux États-Unis, objectifs que ces derniers pourraient bien mieux atteindre par des moyens politiques et diplomatiques. □

NOTE DE LA DIRECTION

L'INSTITUT SE DONNE UN NOUVEAU CAP

Le moment était venu de tirer des leçons de cette première étape et de définir une orientation claire pour l'avenir.

En tant que nouveau Directeur général, j'ai profité de chaque occasion possible pour consulter mes collègues du conseil et les membres du personnel au sujet de l'expérience acquise avant mon arrivée, et j'ai entrepris un programme de consultations extérieures pour découvrir la perspective la plus équilibrée possible. Ainsi, je me suis entretenu avec les médias et d'autres interlocuteurs, j'ai tenu des discussions avec de petits groupes, et j'ai assisté à des séances de compte rendu, dans toutes les régions du pays, rencontrant de cette manière des Canadiens et Canadiennes de divers milieux qui suivent le travail de l'Institut et utilisent ses services.

Après d'autres consultations internes (auxquelles tout le personnel de l'Institut a participé), le conseil a examiné et adopté un ensemble d'orientations à moyen terme pour l'Institut, à sa réunion de deux jours à la mi-juin. Ces entretiens ont permis de faire le pont entre le passé et l'avenir, car ce fut la dernière occasion pour le président fondateur et plusieurs autres distingués directeurs quittant le conseil de résumer leurs impressions et leurs idées. Les paragraphes qui suivent présentent sommairement nos principales conclusions.

TOUT D'ABORD, LE «CONTEXTE RÉEL» DANS lequel l'Institut continue d'exercer son mandat, à savoir «accroître la connaissance et la compréhension des questions relatives à la paix et à la sécurité internationales», est aujourd'hui rempli de défis, et la situation ne risque pas de changer de sitôt. L'extraordinaire amélioration des relations Est-Ouest et les perspectives de progrès aux chapitres de la limitation des armements et du règlement des conflits engendrent *plus* de travail pour l'Institut et ses collaborateurs, et non moins. Toutes les questions «classiques» sont encore à l'ordre du jour, mais il nous faut aussi nous attaquer à la tâche énorme et envivante qui consistera à contribuer au travail de nouvelles institutions, à participer à des initiatives visant à résoudre les conflits et à en réduire le nombre partout dans le monde, et à faire face à de nouvelles menaces pesant sur la sécurité internationale – les changements climatiques d'envergure planétaire, par exemple. Pareil programme d'action pourrait facilement entraîner une surcharge

de travail, ou une diffusion et une dilution des efforts; c'est pourquoi l'Institut a cerné un certain nombre de domaines où il concentrera ses efforts dans le cadre d'une stratégie quinquennale souple, tout en continuant l'analyse de thèmes plus généraux et en répondant aux questions soulevées à leur égard.

Le conseil a également convenu que, vu le mandat prééminent et les ressources que le Parlement a confiés à l'Institut, celui-ci se doit d'exceller et de faire des choix judicieux dans toutes ses entreprises, surtout s'il veut assumer de manière crédible la responsabilité lui incombant de «faire des études et proposer des idées et politiques». Autre principe de base, l'Institut continuera de collaborer avec toute une gamme d'autres institutions, de groupes et de particuliers pour réaliser ses objectifs clefs, en stimulant et en finançant des activités appropriées de recherche, d'information et d'éducation. L'Institut se charge aussi de rendre les analyses sur la paix et la sécurité internationales accessibles à un public intéressé beaucoup plus vaste, aux décideurs et aux intervenants façonnant l'opinion, tant au Canada qu'à l'étranger. Afin d'atteindre cet objectif, il faut entretenir des relations de travail énergiques et professionnelles avec les médias qui jouent un rôle clef lorsqu'il s'agit de diffuser les connaissances et de favoriser la compréhension de ces questions.

DANS LE CADRE DU MANDAT ÉNONCÉ DANS la loi, nous continuerons de traiter toutes les questions intéressant la paix et la sécurité, en insistant particulièrement sur la limitation des armements, la défense, le désarmement et le règlement des conflits, ainsi que sur certains thèmes avant-gardistes. Nous continuerons de surveiller l'évolution de la conjoncture dans tous ces domaines, de répondre aux questions soulevées à leur égard et de conserver un réseau de référence, chacun de nos chercheurs principaux s'occupant d'un secteur en particulier. L'Institut se souciera aussi de rester en communication avec le plus grand public possible grâce, notamment, à des instruments tels que le *Guide* annuel, le programme rationalisé de publications et les efforts dynamiques de diffusion déployés par les services d'information, par l'entremise des bibliothèques, des écoles et d'autres institutions. Au cours des deux à cinq prochaines années, l'Institut se concentrera *intensément* sur six grands thèmes-cadres :

- la non-prolifération des armes de destruction massive;
- la politique du Canada en matière de défense et de sécurité;
- les mesures à prendre pour renforcer les systèmes internationaux d'établissement, de maintien et d'édification de la paix;
- la création, le maintien et l'utilisation de réseaux d'experts s'intéressant à des conflits régionaux particuliers, ou à des conflits potentiels;

- le renforcement de la coopération et de la sécurité internationales dans l'Arctique;
- l'étude de nouvelles menaces et de nouvelles formules pour promouvoir la sécurité internationale.

À bien des égards, les travaux qui concerneront ces questions se fonderont sur des activités déjà bien lancées ou soutenues par l'Institut, tandis que d'autres thèmes ont déjà fait l'objet de nouvelles initiatives. Ainsi, l'examen de la politique canadienne en matière de défense et de sécurité s'amorce avec pour toile de fond une étude complète sur l'avenir des forces terrestres de notre pays et la table ronde qui s'est tenue à l'intention des médias au début de mai sur la défense, la politique étrangère et le budget fédéral. Quant aux mécanismes internationaux pour renforcer la paix, il s'agit d'un thème découlant de divers projets sur le maintien de la paix, la médiation et le règlement des conflits. En ce qui concerne l'analyse des conflits régionaux, nous tirerons des leçons du grand projet mené sur Chypre au cours de l'an dernier; l'Institut adoptera ainsi des formules telles que celle ayant permis de réaliser le programme actuel relatif aux élections et à la transition à un régime de paix en Namibie. L'approfondissement du thème de la coopération et de la sécurité dans l'Arctique supposera le regroupement de nombreuses études et l'établissement d'un vaste réseau national et international d'experts sur la question. De nouvelles voies vers la sécurité internationale font déjà l'objet d'un projet réalisé sous contrat par une équipe multi-universitaire.

En vertu de son mandat, l'Institut est censé étudier les questions relatives à la paix et à la sécurité internationales «d'un point de vue canadien», mais il ne faut pas voir là un motif pour justifier un nationalisme étroit. En fait, notre programme doit plutôt être vaste et novateur, vu l'envergure mondiale des intérêts et des contributions potentielles du Canada, ainsi que ses ressources et les domaines qui excitent la curiosité de sa population. Par conséquent, pour décider de l'orientation de ses propres travaux analytiques et éducationnels et de certains travaux qu'il entreprend avec d'autres, l'Institut cherchera plus explicitement à savoir comment le Canada pourra le mieux renforcer la paix et la sécurité internationales à moyen terme. Le conseil et le personnel de l'Institut sont convaincus que ce sera en se spécialisant de la sorte que celui-ci pourra le mieux servir la communauté canadienne et acquérir, grâce à ses travaux, une réputation et une influence mondiales. □

— BERNARD WOOD

Bernard Wood est le Directeur général de l'Institut.

À L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DE SÉCURITÉ



Chypre

■ De plus en plus, on croit que les deux adversaires dans le conflit chypriote progressent lentement vers le règlement de ce qui est devenu le différend le plus long et le plus désespérant dont le Conseil de sécurité ait jamais été saisi. Après des années d'efforts intermittents, on mise maintenant beaucoup sur les négociations amorcées entre le chef chypriote turc, Rauf Denktash, et le président de la République de Chypre, George Vasilou.

Dans l'espoir d'accélérer les pourparlers, le Conseil a émis une déclaration laconique le 9 juin, pendant une réunion ordinaire sur le renouvellement du mandat des forces de l'ONU à Chypre (FNUC) : «Les membres constatent que vingt-cinq ans se sont écoulés depuis la création de la FNUC.... Ils regrettent qu'il ait été impossible, pendant tout ce temps, d'en arriver à un règlement négocié de tous les aspects du problème chypriote.»

Le Canada a participé avec une intensité particulière à la rédaction de la déclaration. Il a insisté pour que l'on emploie des termes énergiques afin de bien faire comprendre que les pays fournissant les troupes commençaient à s'impatienter devant des négociations qui n'aboutissaient jamais. «Il s'agissait de traduire notre sentiment de lassitude; la mission de maintien de la paix là-bas dure depuis vingt-cinq ans, et nous ne voulons pas qu'elle se poursuive pendant un autre quart de siècle», a expliqué un diplomate canadien.

Le diplomate a ajouté que la dernière étape des pourparlers avait été la plus encourageante à avoir eu lieu depuis des années. Les deux adversaires sont censés définir le canevas d'un accord en septembre. Ils se réuniront ensuite avec le Secrétaire général de l'ONU pour régler les détails.

«Si les pourparlers échouent, on ne reviendra pas au statu quo axé

sur la FNUC, de dire le diplomate. Le Conseil de sécurité se dit frustré. Si les deux adversaires ne font pas de leur mieux, alors ils en subiront les conséquences.» Le diplomate n'a pas précisé ce que celles-ci pourraient être, mais il a donné à entendre que les pays fournissant des troupes envisageraient de réduire leurs contingents. Le désenchantement a conduit la Suède à retirer toutes ses troupes l'an dernier.

Les cotisations versées pour la FNUC le sont à titre volontaire, et cela inquiète le Canada, car le compte est actuellement à découvert de 165 millions de dollars. Pendant les consultations menées par le Conseil, le Canada a cherché une solution à ce problème en proposant d'instaurer une contribution obligatoire pour tous les membres de l'ONU, mais l'Union soviétique et la France s'y seraient opposées.

Le Moyen-Orient

■ Comme dans le passé, la conjoncture israélienne a continué d'inquiéter profondément. En un mois, le Conseil a voté sur deux résolutions critiquant la façon dont Israël traite les Palestiniens dans les territoires occupés.

Le 9 juin, les États-Unis ont opposé leur veto à la première résolution qui «déplorait avec vigueur» les politiques et les pratiques israéliennes «qui violent les droits du peuple palestinien». Les quatorze autres membres, dont le Canada, ont appuyé la résolution. Pour expliquer sa position, notre pays a déclaré qu'à son avis, Israël ne s'efforce pas suffisamment de respecter les dispositions de la Convention de Genève concernant la protection des civils dans les zones occupées par des militaires. En revanche, les autorités israéliennes ont mérité des éloges pour avoir tenu tête aux «justiciers» en Cisjordanie.

Des négociations délicates ont précédé le débat sur la résolution. À l'origine, les auteurs du document avaient voulu employer des termes extrêmement incisifs et «condamner» la conduite d'Israël. Mais le Canada et d'autres pays ont réussi à faire adopter un texte moins intransigeant qui «déplorait avec vigueur» l'attitude de Tel Aviv. «Nous avons essayé de trouver les mots les plus acceptables possible, de manière à donner un poids moral à la résolu-

tion, a précisé un diplomate canadien. Il ne faut pas donner l'impression que le Conseil de sécurité est divisé.»

Les États-Unis ont malgré tout rejeté le document en faisant valoir qu'il manquait d'objectivité, car il ne mentionnait pas les actes de violence commis par les Palestiniens. Tout comme dans le cas de nombreuses résolutions antérieures qui critiquaient Israël, le veto opposé par les États-Unis a isolé ces derniers sur le plan diplomatique. Le 6 juillet, cependant, Washington s'est abstenue d'utiliser son veto lors d'un vote sur une résolution qui exprimait une vive déception devant la conduite d'Israël qui continuait à déporter des civils palestiniens. Les États-Unis ont plutôt choisi de s'abstenir dans ce cas, de sorte que la résolution a été adoptée.

Dans d'autres dossiers intéressant le Moyen-Orient, le Conseil, au cours d'une de ses plus courtes réunions jamais vues, a renouvelé le 30 mai le mandat de la force tampon de l'ONU déployée sur les Hauteurs du Golan (FNUOD). Le 31 juillet, le Conseil a renouvelé le mandat de la Force des Nations-Unies au Liban (FINUL).

Autres questions à l'ordre du jour du Conseil

■ Le Conseil a continué de surveiller la scène namibienne. En dépit des difficultés ayant surgi au tout début de l'opération, les diplomates semblent croire que le processus est sur la bonne voie et que les élections auront lieu en novembre. Ils savent par ailleurs très bien que des «soubresauts» risquent de se produire, pour reprendre les mots d'un diplomate.

Un incident s'est effectivement produit le 28 juin, quand le Secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuéllar, a attiré l'attention du Conseil sur un climat de peur et d'intimidation qui existait dans le nord de la Namibie et qui risquait d'empêcher la tenue d'élections équitables. Il a blâmé une unité contre-insurrectionnelle de la *South-West Africa Police Force*, en l'accusant d'avoir adopté une conduite «inacceptable».

■ Le Conseil s'est également penché sur la question du terrorisme. Dans une résolution adoptée à l'unanimité, les quinze membres du Conseil ont réclamé l'instauration d'un

régime international en vertu duquel les explosifs au plastique et en feuille porteraient des marques qui en faciliteraient la détection. Le Conseil a exhorté tous les États à intensifier la recherche pour prévenir les actes de terrorisme contre l'aviation civile.

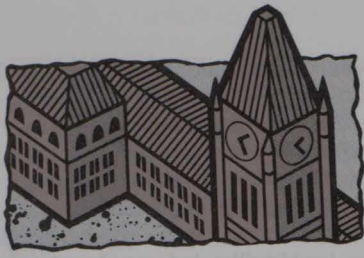
Le 31 juillet, le Conseil a adopté une résolution parrainée par le Canada et la Finlande; le texte condamnait quiconque prend des personnes en otage et il exhortait tous ceux et celles qui, dans le monde entier, détenaient des otages ou des personnes enlevées, à les libérer. Bien qu'elle ne fût pas directement reliée à l'enlèvement d'un chef religieux libanais par Israël, la résolution a été adoptée le jour même où les fidèles de cet ecclésiastique ont affirmé avoir exécuté le lieutenant-colonel William Higgins, un officier américain servant dans les forces américaines au Liban. En apprenant la mort du militaire américain, le Conseil s'est dit profondément outré et a exigé la libération de tous les otages et de toutes les personnes ayant été enlevées.

■ Le 27 juillet, le Conseil a tourné son attention vers l'Amérique centrale. Changeant leur politique, les États-Unis ont appuyé une résolution qui demandait la dissolution des forces *contras* au Nicaragua, en tant qu'élément du plan de paix en Amérique centrale. Au cours des dernières années, les États-Unis avaient empêché tout débat sur cette question. Ils ont changé de cap parce que la résolution exhortait tous les pays à interrompre toute aide militaire aux forces de guérilla dans la région, ce qui faisait indirectement allusion au conflit salvadorien. La résolution autorise cependant les pays à continuer d'accorder une aide humanitaire aux *contras*.

Onze jours après le vote, les cinq présidents centraméricains ont décidé, à la surprise de tous, d'appuyer la démobilisation des *contras*. Dès lors, des troupes onusiennes devaient surveiller le processus et protéger la frontière hondurico-nicaraguayenne contre les infiltrations et les expéditions illicites d'armes. Toute opération de ce genre nécessitera la sanction du Conseil de sécurité, organe au sein duquel les États-Unis ont un droit de veto. □

— TREVOR ROWE

EN DIRECT DE LA COLLINE PARLEMENTAIRE



Restrictions financières

■ Toute la fonction publique ressent encore les contrecoups du budget du 27 avril. Du côté de la Défense nationale, on a dû, à cause des coupures, réviser de fond en comble le volet maritime des Forces canadiennes, après l'annulation du plan concernant l'acquisition d'une flotte de sous-marins à propulsion nucléaire. D'autres options sont actuellement à l'étude. Le ministre de la Défense, M. McKnight, a par ailleurs donné à entendre le 7 juin, à la fin d'une visite qu'il faisait à la BFC Lahr en Allemagne de l'Ouest, que le Canada laisserait «pour le moment» ses 7 500 soldats actuellement déployés en Europe, mais que le gouvernement examinerait les multiples rôles que le Canada assume aujourd'hui.

En Chambre, constatant la montée en flèche des coûts estimatifs du projet de construction du brise-glaces *Polar 8*, des députés ont posé des questions sur le retard qu'accuse la mise à exécution des plans à cet égard. Le 8 mai, la députée néo-démocrate Audrey McLaughlin (Yukon) a demandé au ministre des Transports, M. Benoît Bouchard, quand la construction commencerait. Le Ministre a confirmé l'engagement du gouvernement à l'égard du projet, mais avec d'autres ministres de premier plan, il a refusé de réaffirmer quoi que ce soit au sujet du prix, des capacités, de l'entrepreneur ou de la date de mise en service. À l'origine, on avait annoncé que le navire servirait à protéger la souveraineté du Canada, par suite du tollé qu'avait suscité en 1985 le voyage d'un brise-glaces de la Garde côtière américaine dans le Passage du Nord-Ouest. Pourtant, même si le coût estimatif initial avait été fixé à un demi-milliard de dollars, seulement 1,6 million a été attribué à ce programme cette année.

M^{me} Margaret Catley-Carlson, présidente de l'Agence canadienne

de développement international (ACDI), organisme qui a également subi des réductions budgétaires importantes, a discuté des effets de ces dernières et des politiques d'aide extérieure en général, quand elle a témoigné, le 1^{er} juin, devant le Comité permanent des affaires étrangères et du commerce extérieur (CPAECE). Elle a fait la rétrospective des six années où elle avait occupé la présidence de l'Agence et elle a souligné qu'en 1983, l'ACDI disposait de 1 082 années-personnes et d'un budget de 1,35 milliard de dollars; depuis, l'effectif a augmenté d'environ cinquante années-personnes, et le budget est passé à 2,2 milliards (deux milliards, après les réductions), ce qui a engendré, pour reprendre ses mots, un véritable défi pour les administrateurs. Il faut ajouter à tout cela le processus de décentralisation; en effet, l'Agence mutera sur le terrain un pourcentage beaucoup plus grand de ses membres, pour faire suite à une des principales recommandations énoncées par le CPAECE dans son rapport de 1987 intitulé *Qui doit en profiter?*

Des bouleversements en Chine

■ Le ministre des Affaires extérieures, M. Joe Clark, a pris la parole en Chambre presque chaque jour à partir du 5 juin, après que le gouvernement chinois eut commencé à sévir contre les protestataires de la place Tian'anmen, à Beijing. Il a répondu à une multitude de questions de l'opposition et a annoncé peu à peu une série de mesures pour contrer les effets de la vague de répression déferlant sur la Chine. Plus précisément, le Canada a rappelé son ambassadeur et a été le premier pays occidental à ce faire. M. Clark a par ailleurs convoqué deux fois l'ambassadeur de Chine pour exprimer le profond désaccord de son gouvernement et l'espoir que les autorités chinoises mettraient fin à la répression (l'ambassadeur a déclaré aux journalistes que le Canada ne devrait pas se mêler des affaires internes de son pays). Le gouvernement a ramené de Chine par avion les Canadiens et Canadiennes qui s'y trouvaient encore. Les transfuges des missions chinoises au Canada ont reçu du Ministre l'assurance que leurs cas seraient traités avec beaucoup de bienveillance. Le Canada s'est par

ailleurs retiré de trois projets d'aide, et il a mis en attente quatre accords sur cinq, dont la signature avait été reportée à cause des événements de la place Tian'anmen. Il a suspendu indéfiniment toute activité relative au grand projet hydroélectrique des Trois Gorges, sur le fleuve Yangzi Jiang (le projet a déjà fait l'objet de nombreuses critiques à cause de ses incidences sur l'environnement).

Le 30 juin, le Ministre a fait une déclaration détaillée pour expliquer le nouveau contexte des relations canado-chinoises, après que le gouvernement eut tenu diverses consultations avec une vaste gamme de parties intéressées. Il a aussi annoncé l'établissement d'un programme d'assistance de 1,5 million de dollars à l'intention des étudiants chinois au Canada, et la création d'un comité qui sera chargé de conseiller le gouvernement sur les difficultés de ces derniers.

L'opposition a réclamé l'application d'autres mesures, telles qu'une puissante action internationale de la part de la Banque Mondiale et d'autres institutions du même calibre. Le Ministre a déclaré que le gouvernement prendrait sérieusement en compte la proposition que le chef libéral John Turner a formulée en Chambre le 26 juin, à savoir que la question de l'avenir de Hong Kong figure à l'ordre du jour de la prochaine réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth (à Kuala Lumpur, en octobre).

Comités parlementaires

■ Le parlement a interrompu ses travaux pour l'été le 27 juin, et il les reprendra le 25 septembre. Le Comité permanent des affaires étrangères et du commerce extérieur (CPAECE) a entrepris une étude d'envergure qui doit durer un an et porter sur les relations du Canada avec l'Union soviétique et l'Europe de l'Est; l'étude reprendra cet automne quand le Parlement siégera de nouveau. Le Comité commencera aussi une étude sur la dette internationale, en insistant tout particulièrement sur le cas de l'Afrique. Ces travaux n'empêchent pas le CPAECE de se pencher sur d'autres questions, selon les circonstances.

À l'automne, le Comité permanent de la défense nationale examinera des questions relatives à la souveraineté maritime.

Le Comité spécial du Sénat sur la défense nationale a presque terminé une étude sur les forces terrestres du Canada; après une autre prolongation, il est censé déposer son rapport en octobre 1989.

En bref

■ Le premier ministre et le ministre des Affaires extérieures ont assisté au sommet de la Francophonie à Dakar (Sénégal) le 24 mai. Puis, ils se sont rendus au sommet de l'OTAN à Bruxelles, les 29 et 30 mai; le ministre des Finances et son collègue du Commerce se sont joints à M. Clark pour assister, les 31 mai et 1^{er} juin à Paris, à la réunion ministérielle de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Le premier ministre a par ailleurs participé au sommet économique des sept pays industrialisés, à Paris, du 14 au 16 juillet. Tant les vingt-quatre pays industrialisés de l'OCDE que le Groupe des sept ont mis l'accent sur l'environnement, le communiqué de l'OCDE traduisant, pour sa part, un consensus sans précédent sur la nécessité d'accorder plus de prépondérance à l'environnement dans les décisions intéressant la politique économique.

■ Le Canada a été la seule des grandes démocraties industrialisées du monde à envoyer un observateur de haut rang (M. Joe Clark) à la réunion du Groupe des 77 (qui représente 127 pays en développement) à Caracas (Venezuela) les 19 et 20 juin.

■ Le 6 juin, M. Joe Clark a annoncé que M. Doug Roche quittait son poste d'ambassadeur au désarmement, qu'il occupait depuis octobre 1984.

■ Le 28 juin, M. Clark a annoncé que le Canada fournirait un appui technique au Conseil électoral suprême du Nicaragua en février 1990.

■ Le 25 juillet, le premier ministre a nommé Margaret Catley-Carlson sous-ministre de la Santé et du Bien-être social. M. Marcel Massé la remplacera à la tête de l'ACDI. □

— GREGORY WIRICK

CONDENSÉ SUR LA LIMITATION DES ARMEMENTS



Armements conventionnels

Des progrès remarquables ont été accomplis pendant la deuxième ronde des négociations sur les forces conventionnelles en Europe (FCE), du 5 mai au 13 juillet. Tout d'abord, le 18 mai, le Pacte de Varsovie a répondu à l'OTAN qui se plaignait du ton vague de ses propositions antérieures; il a en effet fixé des plafonds précis pour diverses catégories de matériel, plafonds qui seraient atteints d'ici 1997 grâce à des réductions successives. Les limites proposées sont les suivantes : 20 000 chars et 28 000 véhicules blindés de transport de troupes (VBTT) de part et d'autre (chiffres identiques à ceux mentionnés par l'OTAN dans sa proposition du 9 mars), et 24 000 pièces d'artillerie (l'OTAN avait proposé un seuil de 16 500). Ainsi, selon ses propres calculs, l'Est devrait retirer d'Europe ou mettre au rencart environ 40 000 chars, 47 000 pièces d'artillerie et 42 000 VBTT au cours des huit prochaines années. Le Pacte préconisait aussi que chaque alliance limite ses effectifs à 1 350 000 hommes, 1 500 avions de frappe et 1 700 hélicoptères.

À la fin de mai, le bloc de l'Est s'est rapproché encore davantage de la position occidentale, en acceptant notamment le principe des plafonds secondaires pour les forces d'un pays donné, les forces de tel ou tel pays postées en dehors de ses propres frontières, et les forces stationnées dans les «sous-zones» régionales (pour empêcher toute concentration). Par exemple, l'URSS pourrait posséder en tout 14 000 chars, 17 000 pièces d'artillerie et 18 000 VBTT, ce qui est à peine supérieur aux seuils qu'autoriserait l'OTAN. Suivant cette ligne de conduite, l'URSS devrait retirer 17 580 chars, 24 775 pièces d'artillerie et 27 000 VBTT, outre qu'elle devrait effectuer les réductions unilatérales annoncées par le président Gorbatchev en décembre dernier à l'ONU.

Pendant le sommet qu'elle a tenu les 29 et 30 mai, l'OTAN a réagi en acceptant pour la première fois l'idée de seuils propres aux aéronefs

et aux troupes, seuils que le Pacte de Varsovie avait exigés. Le président Bush a demandé des réductions qui ramèneraient le nombre des avions de combat non embarqués et des hélicoptères à un plafond correspondant à 85 p. 100 du niveau actuel de l'OTAN, et il a aussi proposé de limiter à environ 275 000 membres de part et d'autre les effectifs de l'armée et de l'aviation. Pour arriver à ce niveau, les Soviétiques devraient retirer 325 000 soldats, comparativement à 30 000 du côté des Américains. Le ministre soviétique des Affaires étrangères, M. Chevardnadze, a dit des nouvelles propositions qu'elles étaient sérieuses et constructives et qu'elles rejoignaient celles de son pays à bien des égards. M. Bush a dit espérer qu'un accord interviendrait d'ici six à douze mois et que les réductions seraient effectuées d'ici 1992 ou 1993.

D'autres faits nouveaux se sont produits avant la fin de la ronde. Le 29 juin, le Pacte de Varsovie a proposé de délimiter une nouvelle «sous-zone», plus vaste, qui comprendrait la Baltique et d'autres districts militaires de l'URSS occidentale, afin de dissiper les doutes de l'Ouest qui craint une accumulation de forces soviétiques dans des régions voisines de l'Europe centrale. Le 13 juillet, deux mois avant la date fixée, l'OTAN a présenté en détail les limites qu'elle propose d'instaurer pour les avions et les hélicoptères et qui se situeraient à 5 700 et à 1 900 respectivement, les plafonds nationaux étant quant à eux fixés à 3 420 et à 1 140 respectivement. L'Alliance occidentale devrait dès lors détruire environ 1 000 aéronefs, et le Pacte de Varsovie, 3 900 (d'après les calculs de l'OTAN). Des différends importants subsistent cependant quant aux types d'appareils qui seraient assujettis aux réductions : l'OTAN voudrait inclure tous les avions de combat, tandis que le Pacte de Varsovie désirerait exclure les chasseurs-intercepteurs et les bombardiers moyens.

Parmi les autres points suscitant encore des désaccords citons les suivants : le Pacte insiste pour que les limitations visant le personnel s'appliquent à toute l'Alliance et aux forces des membres de l'OTAN autres que les États-Unis qui sont stationnées en dehors de leur propre territoire; la question de savoir s'il faut inclure le matériel entreposé dans le calcul des limites visant les

forces nationales stationnées à l'étranger et les forces présentes dans les sous-zones (le Pacte est en faveur, l'OTAN est contre); les paramètres géographiques des sous-zones et les plafonds qui s'y appliqueraient; la définition de certains équipements, tels que les chars et les pièces d'artillerie; et les calculs de chaque camp relativement à ses effectifs et à ses armements ainsi qu'à ceux de l'adversaire. Enfin, aucune des deux alliances n'avait encore formulé de dispositions détaillées sur la vérification. Bien que les deux camps se soient engagés à essayer d'en arriver à un accord avant l'échéance proposée par le président Bush, la plupart des observateurs indépendants doutent qu'ils y parviennent.

Armes nucléaires et spatiales

Le 19 juin a commencé la onzième ronde des Pourparlers sur les armes nucléaires et spatiales (ANS), après une interruption de sept mois pendant lesquels le nouveau gouvernement Bush a révisé la position américaine. Les résultats de cet examen ont déçu de nombreux observateurs, car ce dernier a essentiellement confirmé d'anciennes positions et n'a favorisé aucune évolution sur des questions classiques telles que la limitation des défenses contre les missiles balistiques, les ICBM mobiles, et les missiles de croisière mer-sol. Néanmoins, les Soviétiques se sont dits fort heureux que les arrangements antérieurs définis dans le projet de traité (document de 400 pages) aient été conservés. Le gouvernement Bush a rejeté des recommandations du Congrès qui aurait voulu qu'une interdiction des ICBM mobiles proposée par les États-Unis s'applique seulement aux missiles à ogives multiples. De nombreux avocats de la limitation des armements ont exhorté les États-Unis à renoncer entièrement à cette interdiction, en alléguant que les missiles mobiles sont moins vulnérables et que, par conséquent, ils favorisent davantage la stabilité. Cependant, le gouvernement hésite à abandonner son projet tant que le Congrès n'aura pas accepté de financer ses deux programmes de déploiement d'ICBM mobiles, étant donné que les Soviétiques disposent déjà de tels engins.

Les États-Unis ont introduit un nouvel élément au début de la ronde

de négociations : ils ont proposé de mettre en oeuvre des mesures de vérification convenues, même avant que le texte final du traité soit achevé. Certains critiques ont vu là une manoeuvre de retardement, mais les négociateurs soviétiques auraient, semble-t-il, réagi favorablement.

En bref...

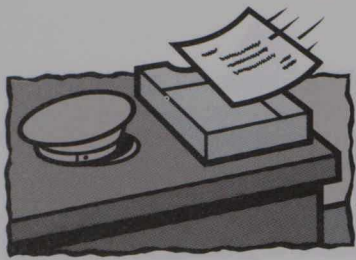
La controverse qui sévissait au sein de l'OTAN au sujet des forces nucléaires à courte portée a connu son dénouement au cours du sommet des 29 et 30 mai, quand les États-Unis ont accepté d'amorcer des négociations sur une réduction «partielle» de ces armes, une fois que la mise en oeuvre d'un accord sur les forces conventionnelles «aurait commencé». Le président Gorbatchev a réclamé des négociations immédiates sur l'interdiction des forces nucléaires à courte portée, et il a donné du poids à son appel le 11 mai en annonçant que l'URSS réduirait unilatéralement de 500 ogives l'arsenal qu'elle possède sur ce plan. Les porte-parole ont rétorqué que cela pesait très peu dans la balance, vu que le Pacte de Varsovie possède en tout environ 10 000 ogives de cette catégorie; ils ont souligné par ailleurs que l'OTAN avait unilatéralement réduit de plus de 2 400 ogives son propre arsenal depuis 1979.

Le 12 juin, les États-Unis et l'URSS ont signé un accord sur la prévention des activités militaires dangereuses. Le document concerne les incursions involontaires d'aéronefs militaires dans le territoire d'un autre pays; l'usage dangereux des lasers; les opérations étant sources de perturbations dans les «zones spéciales où la prudence s'impose» (le golfe Persique, par exemple); et l'interférence dans les réseaux de commandement et de contrôle.

Le 17 juillet, on a appris que les États-Unis et l'URSS avaient réussi à s'entendre sur les éléments clefs d'une Convention sur les armes chimiques, y compris sur un calendrier pour la destruction de ces engins et sur la procédure détaillée devant régir les inspections sur demande. Les recommandations seront présentées aux quarante pays membres de la Conférence du désarmement, à Genève. □

— RON PURVER

CHRONIQUE DE LA DÉFENSE



Le B-2 au milieu des controverses

■ Le 17 juillet, le bombardier indétectable B-2 a pris son envol pour la première fois. Chaque exemplaire devant coûter 530 millions de dollars US (la facture totale, pour les 132 appareils que l'on voudrait acheter s'élèverait à 70 milliards), ce premier vol a suscité de fortes turbulences à Washington, où les législateurs discutaient du budget de 1990 et, plus généralement, de l'avenir des forces stratégiques américaines.

En juillet, la *House Armed Services Committee* a décidé de réduire d'un milliard de dollars le budget affecté au bombardier indétectable en 1990 et de n'acheter l'an prochain que deux appareils au lieu de trois. Selon la résolution de la Chambre, l'Aviation militaire ne pourra même pas acheter ces derniers tant qu'elle n'aura pas expliqué comment elle compte réduire le coût du programme. La résolution du Sénat était nettement moins restrictive; elle exigeait simplement que le Pentagone confirme la navigabilité du B-2 et sa capacité de pénétrer les défenses soviétiques. Cependant, le Sénat n'a à peu près pas touché au budget. Un comité mixte est censé concilier ces divergences de vues d'ici l'automne, mais l'Aviation militaire risque d'avoir besoin de beaucoup plus de temps pour produire les justifications et preuves de performance exigées d'elle au sujet de l'avion.

Le débat sur le B-2 fait partie de discussions plus vastes menées entre le gouvernement Bush et le Congrès au sujet de la structure à venir des forces nucléaires stratégiques des États-Unis. En janvier, le président Bush a annoncé que les plans de modernisation des forces armées seraient réexaminés avant la reprise des négociations sur la limitation des armements avec les Soviétiques. Cet examen se fait attendre depuis déjà trop longtemps, mais la structure qu'auront les forces américaines commence de toute façon à se dessiner à la faveur de la lutte acharnée qui se livre sans répit au Congrès.

En avril, le Pentagone et le Congrès en sont arrivés à un compromis selon lequel le missile *Midgetman* à ogive simple, qui compte peu d'adeptes au Pentagone, serait réinscrit au budget de 1990, à condition que se poursuive le financement de la version mobile sur route du missile *MX* à dix ogives. À la fin de juillet, la Chambre des représentants a d'abord décidé de réduire de moitié les fonds affectés au déploiement du *MX*, puis d'annuler le programme du *Midgetman*. Ce double coup de poignard résultait des tractations politiques au Congrès, et non d'analyses stratégiques. Quand les démocrates ont décidé de limiter le budget du *MX*, les républicains ont riposté en votant avec les démocrates libéraux contre le programme *Midgetman*.

Dirigée par les membres du Congrès représentant l'État de New York, lesquels sont résolus à sauver l'usine *Grumman Aircraft* de Long Island, la Chambre a cisailé encore davantage le budget de défense du gouvernement en réservant de nouveau des fonds pour le chasseur *F-14* (un des deux seuls grands programmes d'acquisition que le Secrétaire à la Défense, M. Richard Cheney, avait réussi à réduire dans son premier budget).

Témoignant devant le Congrès, les chefs du Pentagone ont fait valoir que, sans le B-2, les négociateurs américains à Genève devraient revoir leur position, voire se retirer complètement des pourparlers. Le président Bush, ne disposant toujours pas des conclusions de son réexamen stratégique, a prétendu qu'il avait élaboré un solide programme stratégique fondé sur le B-2, le *Midgetman* et le *MX* ainsi que sur la continuation de l'IDS. Ajoutant sa voix à tout ce tohu-bohu au cours d'une visite à Washington en juillet, où il a notamment témoigné devant la *House Armed Services Committee*, le maréchal Akhromeyev, conseiller spécial de M. Gorbatchev, a déclaré aux reporters que, si le B-2 était déployé, l'Union soviétique réagirait.

Ramasser les pots cassés à Ottawa

■ Le gouvernement Mulroney n'a amorcé aucun réexamen formel de sa politique de défense après les coupures budgétaires de cette année, mais diverses déclarations offi-

cielles révèlent l'orientation que suit la pénible réévaluation ayant actuellement cours à Ottawa.

En vertu du programme envisagé dans le Livre blanc, la Marine aurait possédé une flotte de vingt-huit navires de combat, dont douze frégates, quatre destroyers et douze sous-marins à propulsion nucléaire. L'achat de ces derniers aurait notamment supposé l'annulation du plan portant sur l'acquisition d'une troisième série de six nouvelles frégates, lesquelles devaient entrer en service à la fin des années 1990. Avec l'abandon du programme des sous-marins nucléaires, les officiers de la Marine canadienne espéraient que la troisième série de frégates figurerait de nouveau dans les plans. Prenant la parole devant un comité des Communes en juin, le ministre de la Défense, M. William McKnight, a anéanti ces espoirs en annonçant que ces frégates ne seraient pas construites. Aucune décision n'a encore été prise quant au remplacement des trois vieux sous-marins classiques.

Sans la troisième série de frégates, le Canada disposera de seize navires de combat de surface à la fin du siècle, dont quatre auront alors vingt-cinq ans. Si l'on se contente de remplacer les trois sous-marins classiques, sans plus, la Marine canadienne pourrait bien voir arriver l'an 2000 avec moins de vingt bâtiments de combat.

Toujours en juin, M. McKnight a déclaré à des reporters en Europe que le gouvernement prendrait à la fin de l'année une décision sur le remplacement d'un petit nombre de chars de combat pour les Forces canadiennes déployées là-bas. Entretemps, Ottawa a abandonné les plans qui, dans le Livre blanc, concernaient l'expansion de nos forces armées en Europe, dont les effectifs seraient ainsi passés au niveau d'une division. Le Canada avait promis à l'OTAN de réaliser cette expansion, pour compenser l'annulation de l'engagement qu'il avait pris de renforcer le nord de la Norvège.

Enfin, le ministère de la Défense nationale (MDN) a décidé d'accroître sa flotte d'avions de patrouille à grande autonomie (les *Aurora*) en achetant trois autres cellules de Lockheed. Le nouvel avion (qui s'appellera *Arcturus*) ne sera pas muni du matériel perfectionné de surveillance électronique dont l'*Aurora* est doté; il se chargera de

patrouiller au-dessus de l'Arctique pour protéger la souveraineté canadienne, et il libérera ainsi les *Aurora* qui pourront dès lors se concentrer sur la lutte anti-sous-marine.

Un Mig s'écrase en Belgique

■ En juillet, les moteurs d'un *Mig-23* soviétique ayant décollé d'une base en Pologne sont tombés en panne. Le pilote orienta son appareil vers la Baltique et actionna le mécanisme d'éjection; mais à ce moment-là, les moteurs se remirent à fonctionner, l'avion tourna vers l'Ouest, traversa l'espace aérien de l'OTAN et s'écrasa finalement en Belgique. Les Soviétiques ont admis qu'ils n'avaient pu suivre l'appareil sur leurs écrans radars et qu'ils n'en connurent le sort définitif qu'au moment où les autorités occidentales les en informèrent. Selon des sources officieuses, les pilotes de l'OTAN auraient refusé d'abattre le *Mig*, car ils craignaient que celui-ci fût équipé de missiles à ogive nucléaire.

Un lac de béton

■ En juillet, des reporters occidentaux ont été autorisés à visiter le complexe industriel de Kyshtym, à l'est de l'Oural. C'est là que se trouve le principal complexe militaire de réacteurs nucléaires soviétiques; on y est d'ailleurs en train de les retirer progressivement, vu leur obsolescence. Les Soviétiques ont commis de terribles erreurs pendant la manipulation de matières nucléaires à Kyshtym, et ils ont notamment confirmé l'existence d'un lac radioactif, qu'ils proposent de remplir avec du béton.

La liste des accidents nucléaires et des cas où l'utilisation des matières nucléaires a été mal gérée s'allonge toujours; on vient de la rendre publique pour la première fois, de sorte que le sentiment anti-nucléaire semble maintenant s'être répandu en Union soviétique. Au Congrès des représentants du peuple en juin, ceux-ci ont réclamé la fin de tous les essais nucléaires en URSS. Après une interruption de presque cinq mois, le programme des essais a repris le 8 juillet, quand les Soviétiques ont provoqué une explosion souterraine à Semipalatinsk. □

— DAVID COX

TRIBUNE



Le débat sur la défense : une réalité insaisissable

■ Dans «Tous pour un, un pour tous !» (*Paix et Sécurité*, printemps 1989), l'angle sous lequel le professeur K.R. Nossal explique l'absence de débats sur la défense aux élections fédérales de novembre dernier («Il n'y a aucune discussion sur les questions de sécurité nationale au Canada, parce qu'il n'y a rien à débattre.») a dû surprendre les dizaines de milliers de militants pacifistes qui sont descendus dans la rue au début des années 1980, ainsi que les représentants du MDN qui ont voulu obtenir autant de minutes d'antenne que les pacifistes pour faire valoir la perspective militaire, au milieu du débat sur les essais de missiles de croisière.

Je veux bien croire que le cercle des apôtres ardents qui débattent vigoureusement de la défense canadienne est restreint. Mais M. Nossal oublie de se demander si le processus décisionnel en matière de défense (processus qui se fait à l'abri de l'examen public, qui est très technique et qui aborde certains aspects désolants que la plupart des citoyens et citoyennes préféreraient ne pas avoir à envisager quotidiennement) n'est pas en soi quelque chose qui empêche le débat public.

L'argument de M. Nossal au sujet des «intérêts concrets» est plutôt restreint. (Franchement, j'aurais pensé que le souci de survivre est quelque chose de relativement concret, mais je me trompe peut-être !) Pour justifier sa conviction que «la plupart des Canadiens et Canadiennes ont en fait mesuré avec soin les conséquences qu'aurait une politique de défense de rechange», il cite des sondages d'opinion montrant que le public est nettement

favorable à la participation du Canada à l'OTAN et au NORAD, ainsi que les résultats des élections.

Là où le bât blesse, c'est que pour «mesurer avec soin les conséquences» de ses intérêts, il faut tout d'abord connaître ces derniers à fond. Mais de combien de Canadiens et de Canadiennes peut-on raisonnablement s'attendre qu'ils comprennent en détail les politiques de l'Alliance et leurs incidences sur la sécurité ? Ces statistiques peuvent bien nous dire que la population canadienne est favorable à la participation de notre pays à l'OTAN, mais pas pourquoi.

Le deuxième argument selon lequel, «si l'électorat canadien avait suffisamment voulu une politique de défense différente, il n'aurait pas permis que le NPD... languisse si longtemps dans les coulisses de la scène politique nationale», est également faible. En sa qualité d'auteur d'un ouvrage d'envergure sur la politique étrangère du Canada, le professeur Nossal devrait savoir qu'au Canada, comme dans de nombreuses autres démocraties occidentales, les questions de politique étrangère ne sont jamais des éléments déterminants dans les campagnes électorales; c'est pourquoi les résultats de celles-ci ne disent pas grand-chose sur les préférences du public en matière de politique étrangère.

Tony Rogers, Hong Kong

Exporter ou disparaître

■ Roger Hill nous met à juste titre en garde contre les dangers d'une intégration canado-américaine de la production de défense («Les périls de l'intégration de la défense», *Paix et Sécurité*, été 1989). Mis à part le fait qu'une telle intégration est déjà très avancée, ce qui a de sérieuses incidences sur l'autonomie de la politique canadienne en matière de sécurité, il convient de se demander si la solution suggérée, à savoir doter le pays d'une industrie nationale de défense plus développée (voire, plus spécialisée), n'est pas effectivement à l'origine du problème.

Le rapport du Groupe de travail du MDN, que M. Hill cite, est favorable à l'intégration et il fait

notamment valoir que, pour assurer sa sécurité, le Canada a besoin d'une solide industrie de défense qu'il pourrait mobiliser en cas de crise et qui garantirait son approvisionnement en matériel militaire pendant les périodes de forte demande. Mais cela nous amène à la difficile question de savoir comment le Canada pourrait conserver une industrie militaire commercialement viable pendant les périodes de faible demande (c.-à-d. en temps de paix). On reconnaît l'existence du problème dans un autre rapport sur l'industrie de défense préparé en 1987 par le ministère des Approvisionnements et Services et intitulé *Étude de l'industrie du matériel de défense*; ce document précise que le marché canadien de la défense n'est pas assez grand ni assez diversifié pour assurer la prospérité d'une industrie de défense totalement nationale. Une telle industrie ne pourrait survivre grâce aux seuls achats militaires canadiens; c'est pourquoi les auteurs des deux rapports susmentionnés (MDN et ASC) misent sur les exportations pour garantir la viabilité économique de l'industrie.

Voilà qui appelle une autre question ! Où l'industrie trouvera-t-elle ses marchés d'exportation ? Le plus vaste marché ouvert au Canada demeure celui des États-Unis, mais l'accès en est encore menacé (malgré trente ans de partage officiel de la production de défense) par le protectionnisme pratiqué au sud de la frontière. Et comme les commandes américaines vont inévitablement diminuer (à cause de la détente et des restrictions budgétaires), ce protectionnisme s'accroîtra sûrement, car les sociétés américaines voudront protéger leur marché, désormais moindre. Le Canada doit donc trouver un moyen de conjurer le spectre du protectionnisme afin de se ménager un accès illimité au marché américain : et ce moyen, ce serait une intégration complète des industries et des marchés des deux

pays, de façon que les entreprises canadiennes soient essentiellement définies comme étant américaines aux fins des achats de défense aux États-Unis. En d'autres termes, c'est précisément parce que l'on perçoit l'existence d'une industrie canadienne de défense plus développée comme étant une nécessité que les milieux industriels intéressés (au Canada) réclament une intégration de l'industrie de défense nord-américaine.

Ceux qui veulent accroître la production militaire au Canada doivent bien comprendre que cela n'est possible que si les exportations augmentent. Et si les Américains n'achètent pas plus qu'ils ne le font déjà (plus de la moitié de la production militaire canadienne), l'industrie militaire de notre pays devra se tourner davantage vers l'Europe et le tiers-monde pour réaliser ses ambitions. Cependant, l'Europe dispose sur ce plan d'une production supérieure à ses besoins, et le tiers-monde constitue un marché très concurrentiel où, pour percer, il faut de plus en plus être prêt à vendre ses produits à des gouvernements qui violent les droits de la personne et à des pays en guerre.

Si le Canada veut acquérir une certaine indépendance par rapport aux Américains, au chapitre de la production militaire, et ne pas avoir à compter sur des ventes de matériel militaire à des pays situés dans des zones de répression et de guerre, il lui faudra de l'aide pour établir une industrie militaire plus diversifiée et commercialement viable. Pour être véritablement autonome, une telle industrie devrait dépendre entièrement de subventions publiques, et non de ventes commerciales, et il lui faudrait accepter les coûts unitaires plus élevés allant de pair avec des cycles de fabrication plus courts. Voilà qui pourrait bien être pour le Canada la meilleure raison jamais vue pour réévaluer ses besoins en matière de sécurité et de matériel militaire !

Ernie Regehr

Projet Ploughshares, Waterloo

LIVRES



Fronts et frontières. Un tour du monde géopolitique

Michel Foucher

Éditions Fayard, Paris, 1988.
527 pages, 35 \$.

■ La notion de frontière n'est pas une idée neuve bien que sa généralisation à travers le monde soit récente. En effet, la moitié des 226 000 kilomètres des frontières terrestres du monde contemporain a été fixée à la fin du 19^e siècle. L'ouvrage de Faucher est conçu comme un tour du monde géopolitique des frontières et s'attache à élucider les raisons, les acteurs et les effets des tracés.

Outre l'introduction et la conclusion, le volume se compose de quinze chapitres regroupés en quatre parties. La première partie explore l'invention des frontières dans le monde, analyse la mise en place du modèle géopolitique français, mesure le rôle des Européens dans le découpage du monde, et décrit le processus de formation des frontières et les tendances issues des représentations géopolitiques de l'Amérique latine. La deuxième partie est consacrée aux problèmes géopolitiques de l'Afrique : les contradictions frontalières héritées de la période coloniale, l'érosion du maillage territorial lié à l'organisation de régions en tant qu'unités politiques et la création de frontières en Afrique du Sud. Dans la troisième partie, l'auteur s'attache à décrire la diversité et la complexité des frontières asiatiques, marquées à l'Est par la rencontre entre la Chine, l'Inde et l'URSS, et à l'Ouest par un état de crise perpétuelle, tant les frontières paraissent ni sûres, ni reconnues. Cela permet à Foucher de s'interroger sur l'interaction qui existe entre les peuples, les territoires et les frontières. La quatrième partie de l'ouvrage étudie la dynamique de trois grands ensembles géopolitiques : le jeu des interactions qui qualifient et animent

l'Amérique du Nord et les intérêts évolutifs des États-Unis sur le continent, le paysage géomilitaire de la périphérie de l'Union soviétique et les risques d'éclatement interne liés au monopole russe du pouvoir, et la nécessité de choix en matière de frontières suite au dessein géopolitique en cours en Europe de l'Ouest.

L'ouvrage se termine par une réflexion sur le jeu des frontières et le jeu des représentations de l'espace. Il est important de souligner que le livre de Foucher est accompagné de neuf annexes, d'une bibliographie exhaustive, de deux index complets et d'un atlas comprenant deux tableaux et quarante-six cartes remarquables par la qualité de l'information véhiculée.

Ce bouquin représente une contribution originale à la compréhension de l'histoire inscrite dans l'espace géographique et se compare très favorablement à des études géopolitiques, tant par son approche historique que par sa qualité de synthèse. Ce n'est pas peu dire que de reconnaître que cette tâche, d'abord matérielle, (l'étude de 226 000 kilomètres de frontières terrestres et de 265 limites communes à deux États contigus du monde contemporain) a été réalisée avec méthode. Il importe aussi de souligner que l'auteur a su tirer une foule de résultats de son analyse.

Parmi ces observations, l'auteur démontre que : 1) 87 p. 100 de l'actuel découpage politique du monde était déjà réalisé avant 1945 et de ce fait n'a pas été fixé à Yalta, 2) les litiges et conflits frontaliers majeurs se localisent presque tous dans les États du tiers-monde, 3) le néo-apartheid cherche à faire des Noirs urbains une nouvelle ethnie capable de s'opposer aux menées des radicaux en Afrique du Sud, 4) l'on assiste à la formation du nord de Panama, d'une Amérique anglo-latine issue d'une intersection dynamique entre l'Amérique centrale et les États-Unis, 5) la notion d'Eurasie créée par MacKinder en fonction de la sauvegarde de l'Empire britannique est inopérante

compte tenu de la variété des réalités envisagées à l'échelle de l'ensemble «Asie», 6) de façon paradoxale, la présence de l'État israélien est, en cas de menace syrienne sur la Jordanie, un facteur de sécurité pour son adversaire et voisin jordanien, 7) fait unique au monde, l'armée soviétique est présente des deux côtés de la frontière de l'URSS sur 45 p. 100 de sa longueur, 8) l'aire des intérêts économiques et politiques de l'Europe correspond à l'aire définie par l'importance des fonctions distinctes des lignes frontalières.

En somme, l'ouvrage rassemble un nombre impressionnant d'enseignements que l'auteur a su organiser autour d'une typologie des frontières généralement cohérente. Malgré cela, on ne peut que déplorer certaines faiblesses d'analyse. Parmi ces dernières, soulignons l'absence d'études sur les transfrontaliers ou les passages obligés. Cet oubli affaiblit en quelque sorte l'interprétation, somme toute fort défendable, suivant laquelle certaines régions du monde, notamment l'Asie du Sud-Ouest, sont des zones carrefours. Un deuxième oubli est l'absence d'analyse sur l'Inde et le Liban ce que pourrait permettre une meilleure compréhension des frontières du tiers-monde qui posent plus de problèmes en raison du fait qu'elles se recoupent. Néanmoins, cet ouvrage demeure un outil précieux pour faciliter la discussion et la recherche sur la géopolitique contemporaine et s'adresse à tous ceux qui s'intéressent à l'actualité internationale.

— Claude Comtois

Claude Comtois est professeur au département de géographie de l'Université de Montréal.

Le système politique de l'Union soviétique

Luc Duhamel

Éditions Québec-Amérique,
Montréal, 1988.
316 pages, 29,95 \$.

■ Depuis le début de l'ère Gorbatchev, l'intérêt pour l'Union soviétique n'a cessé de croître en Occident. En effet, depuis 1985, les

grands projets ambitieux de restructuration et de mobilisation d'une société vouée jusque-là à la stagnation ont éveillés ou réveillés notre curiosité.

Luc Duhamel, auteur québécois bien connu pour ses nombreuses publications sur l'URSS, nous propose de combler un vide dans la documentation en langue française en nous offrant un ouvrage de référence sur le système politique de l'URSS. Son objectif est non seulement de nous présenter les changements qui ont cours présentement, mais aussi de nous faire comprendre «comment fonctionne ce régime communiste».

Dans un style accessible à un large public, l'auteur parvient à nous faire saisir les fonctions que remplit le Parti communiste dans le système politique, à nous faire comprendre la nature de l'État et de ses institutions puis, dans une troisième partie, à nous donner une bonne idée de la place réelle qu'occupent des groupes sociaux tels que les ouvriers, les cadres, les paysans et les femmes. Nous avons aussi très apprécié que cette étude situe chacun des grands facteurs politiques, économiques et sociaux dans leur perspective historique. Cette approche a l'avantage de bien faire ressortir les éléments de continuité ou de discontinuité entre, par exemple, la période des tsars et celle de Lénine et l'époque contemporaine de la *perestroïka*.

La seule réserve que nous ayons, et elle est mineure, concerne le statut de l'armée dans le système politique. Ce statut est en train de se modifier et a même déjà changé sensiblement depuis la publication de ce livre, ce que l'auteur ne pouvait prévoir au moment de la rédaction. Il faut donc ici tempérer les constatations qui nous sont présentées. En effet, depuis l'automne 1988, la *glasnost* n'épargne plus tout à fait les militaires qui réagissent avec un certain décalage par rapport aux autres groupes de pres-

sion. De plus, on critique désormais plus ouvertement les privilèges accordés aux militaires ou les erreurs commises par ces derniers, surtout depuis le début du désengagement en Afghanistan. On peut même affirmer aujourd'hui que les militaires soviétiques se trouvent sur la défensive et qu'ils doivent tenir compte des courants d'opinion qui remettent en question la place qu'ils occupent en URSS.

Le contrôle du parti sur les militaires s'est accentué à notre avis depuis la fin de l'ère brejnevienne. L'équipe de Gorbatchev semble exercer un contrôle plus complet. Ceci n'est pas seulement évident dans la politique de maîtrise des armements du gouvernement mais aussi dans les initiatives unilatérales de désarmement. Il faut aussi ajouter que la nomination du ministre de la Défense, Dmitri Yazov, en 1987, et plus encore celle du nouveau chef d'état-major Moïseev, en janvier 1989, constituent autant de démonstrations de ce contrôle, puisqu'il y avait plus gradé et plus âgé que ces deux généraux dans la hiérarchie militaire.

À ce chapitre, nous devons aussi préciser que l'ancien ministre de la Défense, Dmitri Oustinov, était en fait considéré par les militaires comme un civil chargé de les contrôler au nom du parti et que son intervention dans la lutte de succession en 1982 ne peut être comparée à celle de l'armée en faveur de Khrouchchev en 1957 comme le laisse entendre Duhamel. De plus, à la différence de l'auteur, nous croyons pouvoir être en mesure d'affirmer que les militaires perdent graduellement le monopole quasi complet dont ils jouissaient jusqu'ici en matière d'analyse stratégique ou de politique de maîtrise de la course aux armements. De toute évidence, et ceci est assez récent, ils doivent composer avec la montée en importance des spécialistes civils en matières stratégiques. Gorbatchev consulte ces derniers plus qu'aucun autre secrétaire général avant lui, reprenant ainsi une pratique familière aux présidents américains depuis plusieurs décennies.

Cet ouvrage a le mérite de souligner le lien étroit qui existe entre Lénine et Gorbatchev. Ce dernier nous est présenté de façon fort convaincante comme un léniniste, un animateur fort populaire et charismatique qui propose un retour aux valeurs fondamentales qui ont

caractérisé le régime soviétique avant 1924. En insistant davantage sur la persuasion que sur la répression, en remettant en vigueur le principe du droit à la critique et de la pluralité des candidatures, Gorbatchev veut relancer le pays et le doter d'une économie et d'un système politique plus performants. Luc Duhamel a écrit un livre qui permettra à tous de mieux comprendre le fonctionnement du système politique de l'URSS.

— Paul Létourneau

Paul Létourneau est professeur d'études internationales et stratégiques au Collège militaire royal de Saint-Jean.

Un monde intolérable : le libéralisme en question René Dumont

*Éditions Le Seuil, Paris, 1988.
281 pages, 29,95 \$.*

■ Un autre Dumont ! Peut-être le trentième, le premier ayant été publié au début des années 1930. Des répétitions ? Oui, bien sûr, c'est inévitable. Les allusions à des ouvrages antérieurs ne manquent pas mais leur pertinence ne fait jamais défaut. Autant de rappels, toujours aussi utiles, de la part de celui qui est le premier à regretter d'avoir eu raison dans ses mises en garde antérieures. «L'agronome de la faim», ainsi appelé depuis quelques années, n'avait-il pas prévu la sécheresse dans les pays du Sahel dès la fin des années 1960 ? En 1974, à titre de candidat des Verts lors des présidentielles françaises, il souligna le danger grandissant des pluies acides. On ne le prit pas au sérieux....

Son plus récent ouvrage comprend trois parties. La première traite des effets pervers de la croissance économique des pays industrialisés et, encore une fois, de l'explosion démographique des pays du tiers-monde. La deuxième partie se veut une mise au point de l'évolution de plusieurs pays «démunis et dominés par l'ordre des puissants». C'est avec un intérêt particulier que j'ai lu le pied de nez fait au professeur Destane de Bernis. En effet, j'ai pu être témoin de la mise en application de ses recommandations en Algérie à la fin des années 1960, au moment où je faisais mes premières armes en tant qu'économiste. Inutile d'insister sur l'apport de ces

«cathédrales dans le désert» que sont devenus les méga-projets susceptibles d'accélérer l'industrialisation. Quant au continent indien, s'il a connu sa révolution verte, l'accroissement démographique risque fort de compromettre l'essentiel de ses retombées. Pas surprenant que Dumont se réjouisse du succès remporté par la Chine à ce chapitre et des progrès accomplis dans le secteur agricole. Comment ne peut-il pas faire de l'agriculture une priorité ? Pourquoi ne pas tenir compte de la stratégie économique qui a fait le succès de l'Angleterre du siècle dernier ? Une troisième partie, sûrement trop brève, souligne que «le libéralisme a fait son temps».

Chaque pays étudié dans ce livre sert à vérifier les sombres prévisions que le révérend Robert T. Malthus avait esquissées au tout début du 19e siècle en relation avec les conséquences du déséquilibre entre l'évolution démographique et les moyens de subsistance. Nul penseur de cette époque n'a été plus injustement critiqué. À regret, Dumont lui donne raison. La situation est grave. Elle l'était il y a vingt ans, elle l'était il y a dix ans. Elle l'est encore davantage aujourd'hui.

La démonstration repose sur des chiffres très récents, la plupart se rapportant aux deux ou trois dernières années. Elle se veut un cri du cœur d'un auteur qui se présente, cette fois, sous une triple étiquette : pacifiste, tiers-mondiste et écologiste. Si le sous-titre annonce, on le devine bien, une analyse très sévère d'un système encore porté aux nues par les disciples d'Adam Smith, il ne faut pas s'attendre à une apologie de son antithèse. L'auteur s'est déjà prononcé à la fin des années 1960 dans son livre «Développement et socialisme». Inutile pour lui d'y revenir même à l'heure de la *perestroïka*. L'allusion, hélas trop brève, à une social-démocratie à l'échelle mondiale termine son plaidoyer.

L'ouvrage se présente sous la forme empruntée par l'auteur il y a plus de vingt-cinq ans, et qui l'a fait connaître dans toute la Francophonie. On ne change pas une formule gagnante. Les données numériques abondent et ne sont pas toujours accompagnées de leurs sources mais l'argumentation et la réputation de l'auteur ne sont pas de nature à soulever les doutes. Les références bibliographiques sont suffisamment abondantes pour nous

convaincre de la solidité des informations fournies. Les recours à d'autres contributions servent surtout à mettre en évidence des situations que l'auteur est en mesure de commenter. Combien de fois est-il allé dans chacun des pays décrits ? Qui peut contester les connaissances techniques aussi nombreuses que variées que Dumont sait très bien agencer parmi ses connaissances générales ?

René Dumont a pu, encore une fois, bénéficier de la collaboration de la québécoise Charlotte Paquet. Le lecteur de la «belle province» trouvera donc sans surprise des allusions à un contexte parfois familier comme la description des moulins à papier en train d'épuiser les stocks de résineux.

Les hommes devraient très bientôt faire preuve d'imagination et surtout de détermination à la faveur d'actions concertées afin de donner un sérieux coup de barre à la marche périlleuse de la terre. Ici, l'auteur se réfère à plusieurs reprises à l'édition anglaise du rapport de la Commission mondiale sur le développement et l'environnement. À nouveau, celui qui m'a incité à devenir économiste à la suite de la lecture de son fameux livre «L'Afrique noire est mal partie» dénonce l'intolérable. Aux différents acteurs de mettre de l'avant des stratégies économiques susceptibles de répondre aux besoins actuels ! La mise en valeur des ressources locales qui donne lieu à la création de petites entreprises susceptibles d'élever le degré d'autonomie des populations fortement affectées par le sous-emploi, partout en Occident, n'est pas sans enseignement utile pour le tiers-monde. Dumont espère toujours. Mais il est urgent d'agir. Il nous aura prévenu.

— André Joyal

André Joyal est professeur d'économie à l'Université du Québec à Trois-Rivières. □

Voir l'analyse sommaire d'ouvrages publiés en anglais dans la rubrique Reviews de Peace&Security.

RÉPERTOIRE DES PUBLICATIONS DE L'INSTITUT

Légende

C – Cahier
E – Exposé
DT – Document de travail
FI – Fiche d'information

CAHIERS DE L'INSTITUT

L'Institut compte publier quatre Cahiers chaque année. Ces monographies se veulent à la fois des documents d'érudition et des études s'inscrivant dans le cadre du mandat de l'ICPSI.

EXPOSÉS

Ces documents, rédigés dans un style courant, sont des analyses opportunes sur de grands événements et des questions se faisant jour dans les domaines de la paix, des conflits et des relations internationales. Dans certains cas, on encourage les auteurs à exprimer leurs points de vue personnels.

DOCUMENTS DE TRAVAIL

Les documents de travail rendent compte de travaux de recherche en cours ou sont le compte rendu d'une conférence, et ils sont souvent destinés à être publiés par la suite soit par l'Institut, soit par un autre organisme; l'ICPSI considère qu'il est intéressant d'en diffuser immédiatement des exemplaires en nombre restreint, essentiellement aux spécialistes des domaines en question. Contrairement à toutes les autres publications de l'Institut, ces documents ne sont publiés que dans leur langue originale.

FICHES D'INFORMATION

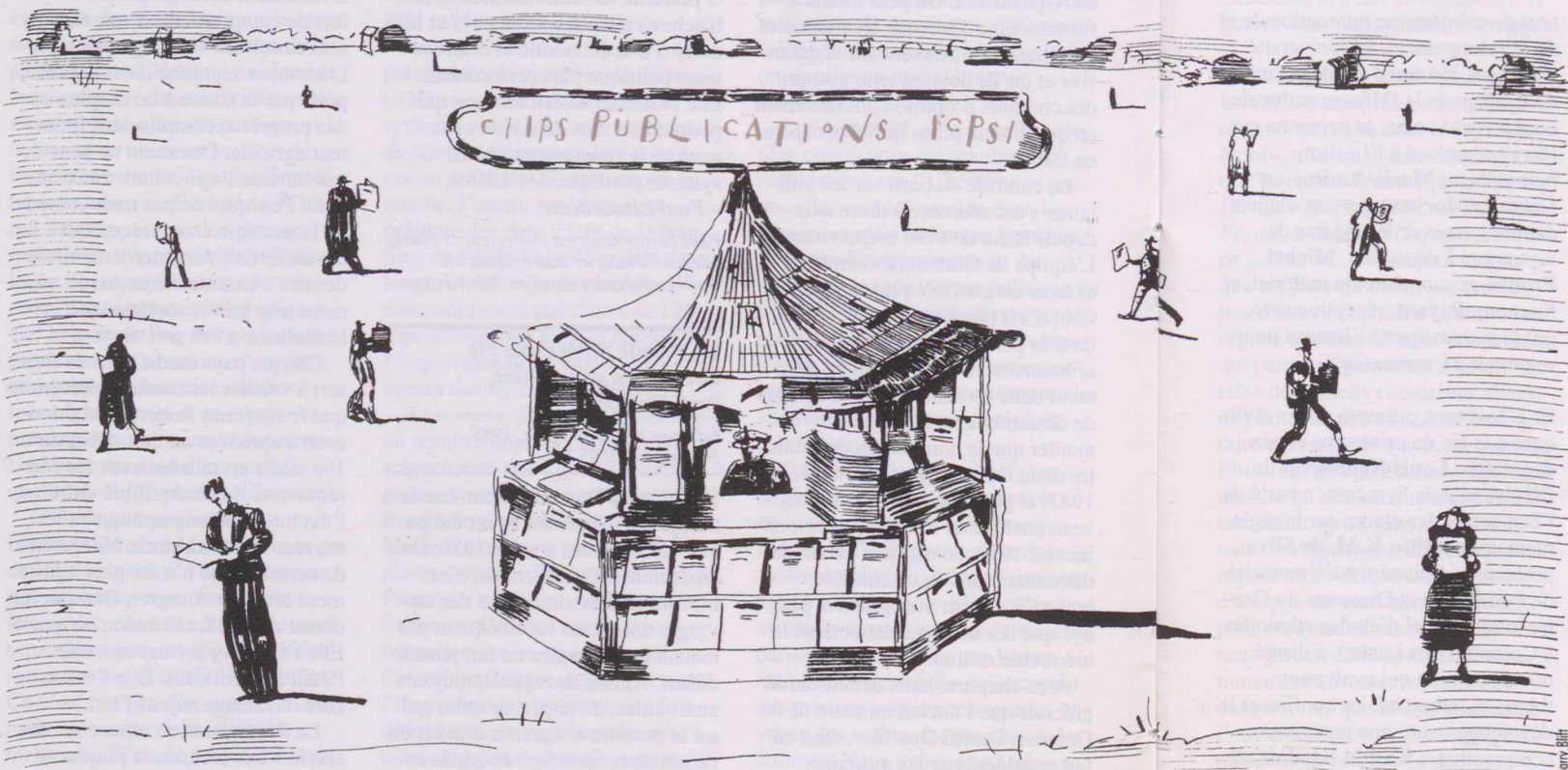
Les fiches d'information ont pour objet de présenter un précis sur les questions d'actualité intéressant la limitation des armements, le désarmement, la défense et la solution des conflits, ou encore de présenter le contexte historique d'événements contemporains. Les fiches d'information sont principalement destinées aux étudiant(e)s et au personnel enseignant des dernières années du cours secondaire.

PAIX ET SÉCURITÉ

Paix et Sécurité est une revue trimestrielle publiée depuis le printemps 1986; elle vise à informer la population canadienne et d'autres lecteurs sur les activités de l'Institut et à favoriser l'expression de toutes les opinions ayant cours au pays sur les questions intéressant la paix et la sécurité.

GUIDE

Le Guide est publié une fois par année, et il a pour objectif de fournir de l'information générale et aisément accessible sur les politiques canadiennes en matière de paix et de sécurité. Il vise à cerner les principales questions d'actualité auxquelles le Canada a réagi dans le courant de l'année, à les situer dans leur contexte et le cas échéant, à donner un certain nombre de commentaires formulés sur ces sujets dans le cadre du débat parlementaire.



REVUE ANNUELLE

Une fois l'an, le Directeur général de l'Institut fait le point sur l'évolution des grands dossiers intéressant la paix et la sécurité et sur ses conséquences pour les politiques canadiennes.

RAPPORT ANNUEL

Le rapport annuel expose, à l'intention du Parlement et de la population canadienne, l'ensemble des réalisations de l'Institut au cours du précédent exercice.

Pour commander, veuillez vous adresser à :

Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales
360, rue Albert, bureau 900
Ottawa (Ontario) K1R 7X7

RELATIONS EST-OUEST

«**Superpower Rivalry in the Indian Ocean**», par Paul George, février 1989, 36 pages. (DT 16)

Les nouvelles dimensions des relations canado-soviétiques au sujet de l'Arctique par John Hannigan, novembre 1988. (E-O 6)

«**International Security and Canadian Interests**», compte rendu d'un groupe de travail, juin 1988, 38 pages. (DT 11)

De Lénine à Gorbatchev : l'évolution des perspectives soviétiques sur les relations Est-Ouest par Paul Marantz, mai 1988, 100 pages. (C4)

«**East-West Relations in the 1980s**», par Adam Bromke, mai 1988, 103 pages. (DT 9)

20 AUTOMNE 1989

La rivalité entre les superpuissances et la politique soviétique dans le Bassin des Caraïbes par S. Neil MacFarlane, juin 1986, 74 pages. (C 1)

Les relations Est-Ouest : valeurs, intérêts et perceptions par Geoffrey Pearson, mai 1986. (E-O 1)

QUESTIONS RELATIVES AUX CONFLITS RÉGIONAUX ET À LA SÉCURITÉ

La réinsertion du Vietnam dans le système international par Gérard Hervouet, décembre 1988, 87 pages. (C 6)

La déstabilisation des États de la «ligne de front» en Afrique australe 1980-1987 par Dan O'Meara, juin 1988. (E 20)

La guerre du Golfe par Francine Lecours, mai 1988. (E 19)

Vers l'instauration de la paix en Amérique centrale, 8 et 9 mai 1987 par Liisa North, décembre 1987, 83 pages. (DT-RC 5)

Paix, développement et sécurité dans le Bassin des Caraïbes : Perspectives d'évolution d'ici l'an 2000, délibérations d'une conférence, Kingston (Jamaïque) 22 au 25 mars 1987 par Lloyd Searwar, 41 pages. (DT-RC 4)

«**Conference on Militarization in the Third World**», exposés de Paul Rogers, Michael Klare et Dan O'Meara, présentés à l'Université Queen's à Kingston (Ontario) janvier 1987, 95 pages. (DT 5)

La paix est-elle possible en Amérique centrale ? par Steven Baranyi, octobre 1986. (E 8)

Négociations pour la paix en Amérique centrale, compte rendu de la Table ronde sur les négociations pour la paix en Amérique centrale, Ottawa, les 27 et 28 septembre 1985 par Liisa North, 69 pages. (DT-RC 1)

LIMITATION DES ARMEMENTS NUCLÉAIRES

La non-prolifération nucléaire : situation actuelle et perspectives par Jozef Goldblat, juin 1989. (E 29)

Revue des négociations de Genève en 1987 et 1988 par David Cox, mars 1989. (E 27)

Les missiles de croisière et la limitation des armes stratégiques par Jane Boulden, janvier 1989. (E 24)

Le débat sur les essais d'armes nucléaires par Jozef Goldblat et David Cox, août 1988, 94 pages. (C 5)

Le Traité ABM a-t-il encore un avenir ? par Ronald G. Purver, février 1988. (E 18)

Limiter les risques d'une guerre nucléaire accidentelle par Dianne DeMille, janvier 1988. (E 16)

Les négociations de Genève sur la réduction des armes stratégiques par David Cox, juin 1987. (E 13)

Qui est en tête ? Analyse sur l'équilibre nucléaire par Jane Boulden, mars 1987. (E 12)

Les risques de guerre nucléaire accidentelle, compte rendu de la Conférence sur les risques de guerre nucléaire accidentelle, Vancouver, du 26 au 30 mai 1986 par Andrea Demchuk, 44 pages. (DT-RC 3)

«**Strategic Stability and Mutual Security in the Year 2000: Getting There from Here**», compte rendu d'une conférence, Erice, Italie, avril 1986, 113 pages. (DT 3)

La non-prolifération des armes nucléaires par William Epstein, mai 1986. (E 4)

Un gel nucléaire ? par David Cox, janvier 1986. (E 2)

«**Nuclear Weapons, Counter-Force, and Arms Reduction Proposals: A Guide to Information Sources and Force Calculations**», octobre 1985, 57 pages. (DT 1)

LIMITATION DES ARMEMENTS NON NUCLÉAIRES

Le commerce international des armes par Keith Krause, mars 1989. (E 28)

Les puissances non nucléaires et la Conférence du désarmement à Genève : une étude sur les efforts de limitation des armements par Michael Tucker, mars 1989, 71 pages. (C 7)

«**Conventional Arms Control in Europe: Western Opening Positions**», par John Toogood, décembre 1988, 34 pages. (DT 15)

L'équilibre des forces classiques en Europe par Roger Hill, juillet 1988. (E 21)

Le commerce international des armes : problèmes et perspectives par Keith Krause, mars 1988, 53 pages. (DT-RC 6)

La limitation des armements dans l'Arctique : contraintes et perspectives par Ronald G. Purver, février 1988, 93 pages. (C 3)

«**The Conventional Force Balance in Europe: Understanding the Numbers**», par James Moore, janvier 1988, 16 pages. (DT 6)

L'Entente de Stockholm ou l'art d'instaurer la confiance par C.A. Namiesniowski, octobre 1987. (E 14)

La surveillance par satellite et les capacités du Canada dans ce domaine par Ron Buckingham, décembre 1986. (E 7)

Négociations sur la limitation des armes classiques en Europe par John Toogood, juin 1986. (E 5)

DÉSARMEMENT

Les Nations-Unies et le désarmement, juin 1989. (FI 9)

Les zones dénucléarisées, janvier 1989. (FI 5)

«**The United Nations Special Session on Disarmament 1988: Peace Proposals Since 1982**», par Hanna Newcombe, mai 1988, 59 pages. (DT 10)

Le désarmement chimique : de l'interdiction d'employer des armes chimiques à l'interdiction d'en posséder par Jozef Goldblat, février 1988. (E 17)

Le désarmement nucléaire et l'initiative Gorbatchev par John R. Walker, janvier 1987. (E 11)

Éviter la guerre à l'heure du péril nucléaire par Robert Malcolmson, novembre 1986. (E-O 2)

DÉFENSE

La sécurité canadienne face aux défis du XXI^e siècle : sommaire des délibérations d'une conférence par Jean-François Rioux, avril 1989, 45 pages. (DT 17)

Le pacte de Varsovie (Organisation du traité de Varsovie), mars 1989. (FI 6)

La sécurité : le Canada et l'Arctique, mars 1989. (FI 7)

La souveraineté : le Canada et l'Arctique, mars 1989. (FI 8)

La défense non offensive ou comment assurer la sécurité collective de l'Europe par Robert Neild, janvier 1989. (E 25)

Défendre le Canada contre qui et contre quoi ? par Geoffrey Pearson, décembre 1988. (E-O 7)

Les missiles de croisière et les essais de ces engins au Canada, septembre 1988. (FI 3)

Le Groupe des plans nucléaires de l'OTAN par Jocelyn Coulon, août 1988. (E 22)

NORAD (Le Commandement de la défense aérienne de l'Amérique du Nord), mars 1988. (FI 1)

OTAN (L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord), mars 1988. (FI 2)

Sauvegarder la paix et la liberté : la dissuasion nucléaire et la limitation des armements par Lorne Green, mars 1987. (E-O 4)

La France et l'Initiative de défense stratégique par Charles-Philippe David, janvier 1987, 87 pages. (DT 4)

La défense continentale : analyse des tendances et perspective canadienne par David Cox, décembre 1986, 64 pages. (C 2)

Le scénario du non-recours à la première frappe nucléaire : remise en question et hypothèses par Fen Osler Hampson, novembre 1986. (E 9)

L'Initiative de défense stratégique : Qu'en pense le Canada ? par Gregory Wirick, octobre 1985. (E 1)

La dissuasion remise en question : Doctrines, technologies et questions d'intérêt public, compte rendu de la table ronde sur la dissuasion remise en question, Ottawa, les 17, 18 et 19 octobre 1985 par Dianne DeMille, 73 pages. (DT-RC 2)

RÈGLEMENT DES CONFLITS-THÉORIE ET PRATIQUE

L'attitude du Canada face au Conseil de sécurité des Nations-Unies par Harald von Riekhoff, février 1989. (E 26)

«**Regions of Peace - Oases of Hope**», par Arnold Simoni, novembre 1988, 18 pages. (DT 13)

Les opérations de maintien de la paix, octobre 1988. (FI 4)

Établir et maintenir la paix à Chypre par Robert Mitchell, octobre 1988. (E 23)

«**Managing Regional Conflict, Regimes and Third-Party Mediators (#2), Proceedings of a Workshop held in Ottawa 6-7 May 1988**», par Kenneth D. Bush et Richard Price, août 1988, 64 pages. (DT 12)

«**Managing Regional Conflict: Regimes and Third-Party Mediators, Proceedings of a Workshop held in Ottawa 19-20 November 1987**», par Robert Miller, mai 1988, 59 pages. (DT 8)

Le maintien de la paix et la gestion des conflits internationaux par Henry Wiseman, octobre 1987. (E 15)

Le débat sur l'éducation à la paix par Elizabeth Richards, décembre 1986. (E 10)

«**A Survey of Peace Education in Canada**», par Wytze Brouwer, February 1986, 71 pages. (DT 2)

DIVERS

À quand la création d'une Organisation mondiale de l'espace ? par Elisabeth Mann Borgese, novembre 1987. (E-O 5)

La limitation des armements et le désarmement dans les médias canadiens par John R. Walker, mars 1987. (E-O 3)

Les origines de l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales par Gilles Grondin, août 1986. (E 6)

L'hiver nucléaire par Leonard Bertin, mars 1986. (E 3)

OUVRAGES DE RÉFÉRENCE (PUBLIÉS ANNUELLEMENT)

Introduction aux politiques canadiennes relatives à la limitation des armements, au désarmement, à la défense et à la solution des conflits, approximativement 300 pages.

Examen des questions relatives à la paix et à la sécurité et des réactions du Canada, de 20 à 30 pages.

«**The CIIPS Public Opinion Survey of Canadian Views on Peace and Security**».

Rapport annuel.

Programme de bourses Barton

L'Institut invite les personnes intéressées à faire leur demande dans le cadre de son programme de bourses, désormais appelé «Bourses Barton» en l'honneur de son premier président, M. William Barton, ancien ambassadeur du Canada à l'ONU. Le programme est accessible aux universitaires et aux autres personnes qui veulent entreprendre ou poursuivre des études sur la paix et la sécurité internationales. Le programme vise à favoriser l'accroissement des compétences et des connaissances de haut niveau dans ce domaine, en appuyant des Canadiens et Canadiennes qui souhaitent poursuivre des études dans des institutions au Canada ou à l'étranger.

L'Institut compte choisir dix récipiendaires et remettre ainsi deux bourses de chercheur de 30 000 \$ chacune au maximum et huit bourses d'étude valant 14 000 \$ au plus chacune. Un comité de sélection indépendant évaluera les candidatures et rendra ses décisions en mai 1990.

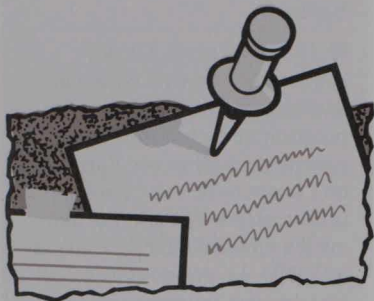
Les candidat(e)s doivent être des citoyen(ne)s canadien(ne)s dont l'expérience ou les compétences universitaires leur permettent de poursuivre des études supérieures.

Les candidatures pour l'année universitaire 1990-1991 doivent parvenir à l'Institut le 1^{er} février 1990 au plus tard.

Pour obtenir plus de détails et des formulaires de demande, prière d'écrire à l'adresse suivante :

Programme de bourses Barton
Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales
360, rue Albert, bureau 900
Ottawa (Ontario)
K1R 7X7

NOUVELLES DE L'INSTITUT



■ **William Barton**, président du conseil d'administration depuis la fondation de l'Institut en août 1984, a quitté son poste après cinq ans de service. Après sa réunion de juin, le conseil a décidé, pour souligner la valeur du travail accompli à l'Institut par M. Barton, de donner le nom de ce dernier à son programme de bourses. Les autres membres du conseil qui terminaient alors leur mandat de trois ans étaient **Ann Gertler**, **Kal Holsti**, **Richard Mercier**, **Brian Urquhart** et **Jean-Guy Vaillancourt**.

■ Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable **Joe Clark**, a récemment annoncé les noms des nouveaux membres du conseil. Ce sont **Beatrice Bazar**, de Montréal, autrefois présidente nationale de l'Association canadienne pour les Nations-Unies et présente-directrice de la Fondation canadienne des droits de la personne; **Lincoln Bloomfield**, de Boston, dont le nom est associé au *Massachusetts Institute of Technology* depuis de nombreuses années et qui s'intéresse plus particulièrement aux institutions et organismes internationaux; **Francine Fournier**, d'Ottawa, secrétaire générale de la Commission canadienne pour l'UNESCO; **Reginald Lane**, lieutenant-général à la retraite qui vit maintenant à Victoria et qui est actif au sein du *Royal United Services Institute*; et **Elinor Powell**, de la Colombie-Britannique, autrefois présidente des Médecins canadiens pour la prévention de la guerre nucléaire. M. Clark a également annoncé qu'après avoir consulté le conseil d'administration et les partis d'opposition, le gouvernement avait nommé **David Braide** à la tête du conseil pour une période de trois ans.

■ Le 8 juin, le Directeur général et les cadres supérieurs de l'Institut ont témoigné devant le Comité permanent des affaires étrangères et du commerce extérieur (Chambre des communes). Des députés de tous les partis ont eu une discussion animée avec le Directeur général sur un certain nombre de questions internationales et sur les projets et les analyses de l'Institut même. C'était la première fois que celui-ci déposait ainsi devant le Comité en tant que société de la Couronne pour discuter de ses plans.

■ «Chypre : visions d'avenir», tel était le titre du quatrième et dernier colloque faisant partie d'un projet que l'Institut mène depuis un an sur les origines du conflit chypriote et ses perspectives de règlement. Les participants ont alors mis l'accent sur les développements possibles plutôt que sur les problèmes du passé, et ils en sont venus à un consensus sur la nécessité pour les deux communautés de travailler ensemble afin de définir une seule et unique identité politique chypriote. Les deux chefs municipaux de la ville divisée de Nicosie, MM. **Mustapha Akinci** et **Lellos Demetriades**, ont parlé de leurs efforts coopératifs pour régler des problèmes pratiques dans leur ville (par exemple, les réseaux d'aqueduc et d'égout). On a convenu qu'il fallait encourager l'application de mesures propres à accroître la confiance entre les deux communautés, et en élargir la portée. Les participants ont aussi discuté du rôle de la Force des Nations-Unies à Chypre (FNUC) et des efforts déployés par le Secrétaire général de l'ONU pour promouvoir le règlement de la situation. Ils ont recommandé que les contributions versées pour la FNUC le soient uniquement si la conjoncture progresse vers un règlement, que les négociations sur le renou-

vement du mandat de la Force commencent bien avant l'expiration des délais, et que la FNUC devienne plutôt une force d'observation capable de réagir rapidement au besoin.

■ À l'automne, deux nouveaux auxiliaires de recherche se joindront au personnel de l'Institut; ce sont **Marie-France Desjardins** et **Robin Hay**. Mme Desjardins est diplômée de l'école Norman Paterson (Université Carleton) et de l'Université du Québec à Montréal en histoire et en affaires internationales, et elle a publié divers articles sur la non-prolifération et les sous-marins à propulsion nucléaire. M. Hay est lui aussi diplômé de la même école et il a fait ses études de premier cycle à l'Université d'Ottawa, en se spécialisant en histoire et en relations internationales. Ses publications ont principalement porté sur la limitation des armements. Les auxiliaires de recherche **Peter Gizewski** et **François Lafrenière** ont quitté l'Institut; **Doug Hamlin**, membre associé au cours de la dernière année, est retourné au ministère des Affaires extérieures, et le mandat d'un autre membre associé, à savoir **Bruno Munier**, s'est également terminé à la fin d'août.

■ L'Institut a accueilli deux nouveaux membres associés à l'automne; il s'agit de **Ron Fisher**, de l'Université de la Saskatchewan, et de **Gordon Sharpe**, du ministère de la Défense nationale. Le lieutenant-colonel Sharpe est navigateur aérien et il étudiera des questions intéressantes la surveillance aérienne. Quant à lui, le professeur Fisher se concentrera sur la socio-psychologie et le règlement des conflits internationaux.

■ **Fauzya Moore**, qui était agent des subventions, a quitté l'Institut en juin pour aller travailler à l'Ins-

titut de coopération internationale et de développement, à l'Université d'Ottawa. **Rychard Brûlé** est rentré du Collège de la Défense nationale, où il a passé un an; la personne qui l'avait remplacé à l'Institut, nommé **Marie-Andrée Lalonde-Morisset**, servira d'agent de relations avec les médias de septembre à décembre. **Michel Proulx**, gestionnaire du matériel, et **Suzanne Payant**, réceptionniste, ont tous deux quitté l'Institut pour retourner à l'université.

■ L'Institut a présenté divers colloques à la fin du printemps et pendant l'été : **Louis Kriesberg**, de l'Université de Syracuse, a parlé de l'état actuel des études sur le règlement des conflits; **K.M. de Silva**, professeur d'histoire à l'Université de Peradeniya et Directeur du Centre international d'études ethniques à Colombo (Sri Lanka), a dirigé une discussion qui avait pour thème «L'ethnicité, les conflits et le développement : une perspective comparative»; **Rashid Khalidi**, de l'Université de Chicago, a dirigé un colloque sur l'*Intifada* et les développements actuels en Israël, dans la bande de Gaza et en Cisjordanie; **Edy Kaufman**, Directeur général du *Harry S. Truman Research Institute* et chargé de cours principal au département de sciences politiques à l'Université hébraïque de Jérusalem, a traité de l'attitude des Israéliens et des Palestiniens à l'égard du processus de paix; **Boris Alekhin**, économiste à l'Institut des études canado-américaines à Moscou, qui était au Canada dans le cadre d'un programme d'échanges, a tenu un colloque sur le mois qu'il venait de passer au Canada, mois où il a visité la Banque royale du Canada et la *Dominion Securities* à Toronto; **Gerald Steinberg**, professeur à l'Université hébraïque de Jérusalem et spécialiste de la limitation des armements, a dirigé une discussion sur la prolifération des armes de destruction massive au Moyen-

Procédure relative aux subventions et échéancier

■ *L'Institut attribue des subventions deux fois par année. On est prié de communiquer avec lui pour obtenir des formulaires de demande et le texte à jour énonçant les critères à respecter. Veuillez prendre note des échéances suivantes :*

le 30 juin, pour la sélection d'octobre

le 31 décembre, pour la sélection de mars

Orient, et il a insisté sur la nécessité d'adopter des mesures propres à accroître la confiance entre Israël et ses voisins arabes; et **Mark Sakitt**, physicien au *Brookhaven National Laboratory*, a fait un exposé sur la guerre sous-marine dans l'Arctique.

■ «Une perspective canadienne sur les défis que représentent la sécurité et la coopération dans le Pacifique-Nord», tel était le titre d'un exposé que **Bernard Wood** a prononcé au *Fletcher Hokkaido North Pacific Forum*, à Sapporo (Japon), à la fin de juillet. M. Wood a fait valoir que les pays du Pacifique ont aujourd'hui l'occasion d'instaurer un régime de sécurité et de coopération qui peut leur permettre d'éviter certains des écueils et entraves allant de pair avec une concurrence militaire excessive et ayant, au cours de l'histoire, affligé d'autres régions à mesure qu'elles acquerraient un certain statut sur la scène internationale. Il a également déclaré que la région du Pacifique est à même d'adopter de nouvelles méthodes pour enrayer certaines des causes sous-jacentes des conflits internationaux et affronter les nouveaux dangers, tels que la dégradation de l'environnement, la pauvreté généralisée et la croissance démographique, qui menacent la sécurité internationale à l'échelle planétaire. Des participants venus d'Asie, d'Amérique du Nord et d'Europe ont assisté aux réunions, qui étaient parrainées par le *National Institute for Research Advancement*. À la fin de juin, M. Wood a prononcé l'allocution de clôture sur l'avenir du système international, au Collège de la Défense nationale, à Kingston.

■ **Ron Purver** a fait des exposés sur la limitation des armements dans l'Arctique, à une conférence «Pacem in Maribus» à Moscou, en juin, et dans le cadre d'un atelier sur la sécurité dans l'Arctique, à l'Université d'Aberdeen, en Écosse. Il a également prononcé une allocution sur la guerre sous-marine et la limitation des armements, pendant une conférence parrainée à Halifax par le *Centre for Foreign Policy Studies* (Université Dalhousie) et le département d'histoire de l'Université du Nouveau-Brunswick. En juillet, M. Purver a assisté à la cinquième assemblée générale de la Conférence inuit circumpolaire, à Sisimiut (Groënland).

■ **Michael Bryans** a été élu membre du conseil d'administration du *Canadian Periodical Publishers' Association*, à la dernière assemblée annuelle de cet organisme à Toronto.

■ **Katherine Laundry** et **Susan Connell** ont organisé des mini-conférences à Calgary et Yellowknife sur les moyens d'information dans les domaines de la paix et de la

sécurité, et elles ont pris la parole à ces occasions. À la réunion de la *Canadian Library Association*, à Edmonton, Mme Laundry a présidé un atelier sur le rôle des bibliothèques dans la diffusion de l'information sur les questions de paix et de sécurité.

■ Au début de septembre s'est ouverte à la Galerie d'art régionale de London, sous le titre «In Memo-

riam», une exposition rétrospective d'œuvres d'art sur la guerre. L'Institut a collaboré avec la Galerie pour offrir sur ce thème une série de programmes à l'intention des étudiants et du grand public. **Bernard Wood** et **Margaret Bourgeault** étaient présents à l'ouverture et ont prononcé une allocution à cette occasion.

■ **Bruno Munier**, membre associé de l'Institut, a pris la parole en juin à l'Université Carleton sur l'incidence de la répression chinoise à l'échelle internationale. M. Munier était en Chine en mai pendant les manifestations de la place Tien'anmen, mais avant l'intervention des militaires; depuis son retour, il a partagé ses impressions avec divers groupes.

■ En juillet, **Garfield Newman**, professeur à l'école secondaire Dr. G.W. Williams (Commission scolaire régionale de York) à Aurora, et **Geoff Irvine**, qui enseigne à l'école secondaire Sir Wilfrid Laurier (Commission scolaire de Carleton), ont travaillé à l'Institut à réviser le «Manuel de l'enseignant sur la paix et la sécurité». L'ouvrage, qui a été écrit par M. Irvine et **Brad Feasey**, membre de l'Institut, a été mis à l'essai par divers enseignants et enseignantes pendant l'année scolaire 1988-1989. Les observations de ces personnes ont été essentielles au stade de la révision.

■ **Anthony Figgis**, Directeur de la recherche au *Foreign and Commonwealth Office of the United Kingdom*, était l'invité à une séance d'information organisée par l'Institut au sujet des activités de recherche menées au Canada sur les questions internationales.

■ L'Institut a accueilli les participants à une table ronde sur divers points de vue intéressants la politique de défense; étaient présents des membres de l'organisme canadien Anciens combattants contre les armes nucléaires ainsi que deux de ses invités soviétiques et un des États-Unis. Des membres de plusieurs autres groupes de pression s'intéressant à la paix et à la défense ont également pris part aux discussions.

■ Des membres du Collège de la Défense nationale de la Thaïlande ont visité l'Institut à la fin août; **John Toogood** les a entretenus sur les intérêts du Canada en matière de sécurité. □

Attribution de bourses d'études

■ L'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales vient de décerner douze bourses d'études (14 000 \$) à des Canadiens et Canadiennes qui souhaitent poursuivre des études dans les domaines de la paix et de la sécurité internationales. Les bourses sont attribuées chaque année dans le cadre du Programme d'aide financière de l'ICPSI. Les titulaires des bourses poursuivront des études dans diverses disciplines.

Jean-François Bergeron, de Québec, entreprendra un doctorat en sciences politiques à l'Université Laval, en coopération avec le *Centre for Intergroup Studies in South Africa*; il se concentrera sur l'évolution politique en Afrique du Sud.

David Ross Black, de Toronto, entreprendra un doctorat en sciences politiques à l'Université Dalhousie et mettra l'accent sur les politiques étrangères de trois puissances moyennes, à savoir l'Australie, le Canada et la Suède, à l'égard de l'Afrique australe.

Walter Henry Dorn, de Toronto, terminera un doctorat en chimie à l'Université de Toronto, en coopération avec l'Institut de technologie de Linköping (Suède). Ses travaux porteront principalement sur la détection par des moyens chimiques aux fins de la vérification de l'observance des accords sur la limitation des armements.

Laurent Frappé, de Québec, fera un doctorat en relations internationales à l'Université Laval. Ses travaux traiteront surtout des conflits et des relations internationales en Amérique latine.

Frank E. Harvey, de Montréal, entreprendra un doctorat en relations internationales à l'Université McGill; l'essentiel de ses études portera sur les conflits, les crises et la guerre.

Robert Neil Huebert, de Winnipeg, fera un doctorat en sciences politiques à l'Université Dalhousie et il se penchera particulièrement sur la défense et les politiques du Canada au sujet de l'Arctique.

Howard Peter Langille, de Annapolis Royal (Nouvelle-Écosse), termine à l'Université Bradford, en Angleterre, des études de philosophie au niveau du doctorat; il s'intéresse principalement aux études sur la paix. Le thème de ses travaux sera : La politique canadienne de défense : les options en vue de la sécurité commune.

Laure E. Paquette, de Montréal, poursuivra des études doctorales en sciences politiques à l'Université Queen's, en mettant l'accent sur les stratégies et les civilisations.

Leigh Edward Sarty, de Toronto, termine un doctorat en sciences politiques à l'Université Columbia, à New York. Ses études consistent en une analyse détaillée des relations canado-soviétiques entre 1966 et 1980.

Larry Anthony Swatuk, de Windsor, fera un doctorat en économie politique et en politique étrangère, à l'Université Dalhousie. Le thème de ses études sera : L'économie politique des petits États luttant pour survivre : l'élaboration de la politique étrangère au Botswana, au Lesotho et au Swaziland, de 1966 à 1988.

Puay-Khoon Tan, de Toronto, entreprendra un doctorat en relations internationales à l'Université John Hopkins de Washington (D.C.). Sa thèse aura pour thème : Les transferts de technologie entre le Canada et le Japon dans le domaine des télécommunications : incidences sur la paix et la sécurité internationales.

Michael Charles Williams, de Victoria, fera un doctorat en sciences politiques à l'Université York et se concentrera sur la dialectique de la dissuasion.



Le long de la route entre l'aéroport et la ville de Buenos Aires, des lambeaux de brouillard traînent au ras du sol.

Fidèles au rendez-vous du dimanche, les *porteños*, les habitants de la capitale, sont là, dans cette demi-campagne, à côté de leur Renault ou de leur Fiat de fabrication locale, préparant la *parillada*, la grillade du gaucho. Nostalgie de la pampa, dans une ville tournée vers l'Atlantique, qui rappelle à la fois Paris, Madrid et l'Italie... et où vit le tiers de toute la population argentine. «Une ville qui consomme ce que produit le reste du pays.»

La formule est d'une femme qui sait de quoi elle parle. Amalia Delacroze Fortabat possède d'immenses propriétés dans les provinces, et elle vit somptueusement à Buenos Aires. «Amalita est péroniste», nous avait annoncé péremptoirement notre chauffeur avant de nous déposer devant la prestigieuse adresse. «Mais, avait-il ajouté, elle était radicale avec les radicaux, et militariste sous les militaires.» Notre chauffeur cynique est d'origine italienne, comme 80 p. 100 des Argentins. Un personnel masculin, aux allures d'agents de sécurité dignes d'un chef d'État, nous prend en charge et nous achemine vers un salon où un domestique ganté de coton bien blanc nous offre le café.

Dès son entrée, Madame Fortabat nous parle, sans attendre les questions, de la dette extérieure, de la montée du dollar contre l'austral, et de l'inflation démente qui en découle. Elle-même n'en souffre pas, bien entendu, puisque ses exportations lui sont payées en dollars. Mais elle sait que les autres, en dehors du «cercle privilégié du dollar», voient les prix augmenter de jour en jour, ou même d'heure en heure. C'est la crise.

«En temps de crise, dit-elle, le peuple a besoin de quelqu'un qui sache lui parler.»

Et cette héritière d'une «vieille» fortune argentine, qui après des générations, tient encore à son passeport français, nous fait l'éloge des caciques de province et, en particulier, du péroniste Carlos Menem,

un produit de cette autre Argentine, si féconde, celle qui n'est pas tournée vers l'Europe, comme Buenos Aires, mais vers le continent sud-américain. «Je connais personnellement Carlos Menem, et je n'ai pas peur», dit-elle. Le provincial, le fils d'immigrants syriens, l'«héritier de Peron», a la bénédiction de l'oligarchie argentine.

«Évidemment, ces gens-là n'ont peur de rien!» explose un ami argentin, moins bien nanti, mais tout à fait aussi européanisé que Madame Fortabat. Et l'on me laisse entendre que ces «gens-là», qui disposent d'énormes sommes de dollars, peuvent très bien se mettre à trente ou à cinquante pour semer la pagaille

«Notre problème à nous, Argentins de Buenos Aires, c'est que nous nous prenons pour des Européens. Et nous nous cachons le fait que, derrière une facade de démocratie, il subsiste un vieux système de colonialisme intérieur.»

dans l'économie, discréditer un gouvernement, et en faire élire un autre qui sert mieux leurs intérêts du moment.

Paranoïa ? En tout cas, ceux qui ont peur du péronisme et de Menem sont nombreux. Et ils forment sans doute la majorité des Argentins que rencontrera un visiteur venu du Nord. Ils sont dans les universités, dans la presse, dans les maisons d'édition. Leur regard sur le péronisme ne diffère pas beaucoup de celui de beaucoup de diplomates en poste à Buenos Aires : «La démocratie est menacée.»

«Mais quelle démocratie ?» Un homme d'affaires formé en Europe, mais qui a choisi le péronisme, ironise : «Notre problème à nous, Argentins de Buenos Aires, c'est que nous nous prenons pour des Européens. Et nous nous cachons le fait que, derrière une facade de démocratie, il subsiste un vieux système de colonialisme intérieur.» «La Belgique en Éthiopie», ajoute-t-il pour faire image.

Voilà pour la démocratie retrouvée il y a six ans avec Raul Alfonsín, époque qui s'est soldée par un désastre économique. Que sera la démocratie sous le péroniste Menem ?

«Nous concluons un pacte social qui garantira les intérêts des différents groupes» répond l'homme d'affaires péroniste. L'État-arbitre. Dans ce rôle, les péronistes ont déjà un atout, puisque les syndicats leur sont traditionnellement acquis. Non, ce n'est pas la révolution. C'est même un vaccin contre la révolution. Et l'on sent les relents du corporatisme qui fut cher à Franco et à Mussolini, avant d'être plus ou moins pratiqué par Peron de 1946 à 1955, et brièvement, au milieu des années 1970. Les deux fois, Peron avait été élu démocratiquement. Chaque fois, l'expérience a été annulée par un coup d'État militaire.

Le général Lanusse vit dans un petit appartement tapissé des sou-

ouler que l'Argentine souffre de militarisme chronique !

En nous reconduisant à l'ascenseur, il nous rappelle avec tristesse que, dans les années 1930, l'Argentine était sur le même pied que le Canada et l'Australie. «Mais nous sommes instables. Il n'y a pas de consensus dans ce pays. Que des intérêts particuliers !»

Celui qui prétend réconcilier tous ces intérêts, c'est à la campagne que nous l'avons rencontré. D'abord au milieu d'une foule en délire, dans un village, et puis chez lui, dans sa résidence de gouverneur de la Rioja, et enfin dans son hameau natal de la même province pauvre et reculée où sa famille cultive toujours un vignoble. Et là, derrière l'image du playboy de province, tennisman et pilote de brousse, m'est apparu un homme plutôt chétif, introverti, et au discours plutôt raisonnable. Démagogue andin, comme le qualifient ses critiques ? Andin, sûrement. Carlos Menem n'a pas la nostalgie de l'Europe. Il se tourne vers le continent et vise l'unité latino-américaine pour faire contrepoids aux blocs économiques nord-américains et européens. «Nous vivons dans un monde engagé sur la voie de l'universalisme. Mais d'abord, il faut réaliser l'unité continentale.»

Mais auparavant, ne faudra-t-il pas réaliser l'Argentine d'aujourd'hui ? Que les nostalgies de l'Europe et de la richesse facile de la pampa des années 1930 se dissipent ! Que les Argentins puissent dire «notre» pays, et non pas «ce» pays, «este país», comme ils le font ! Faut-il compter sur la magie du pacte social à la Peron ?

Je regarde le *Cessna* piloté par Carlos Menem s'arracher de la route de campagne qui lui sert de piste; le petit appareil qui zigzague sur un fond de montagne m'apparaît bien fragile, et je me demande ce que l'homme qui est aux commandes pourra bien trouver pour remettre, et garder, son pays sur le chemin du progrès. □

Madeleine Poulin est journaliste et co-animatrice de l'émission *Le Point diffusé sur les ondes de Radio-Canada*.

doc
CA1
EA720
P27 TUTE FOR
EXF NATIONAL
1989 AND
Autumn

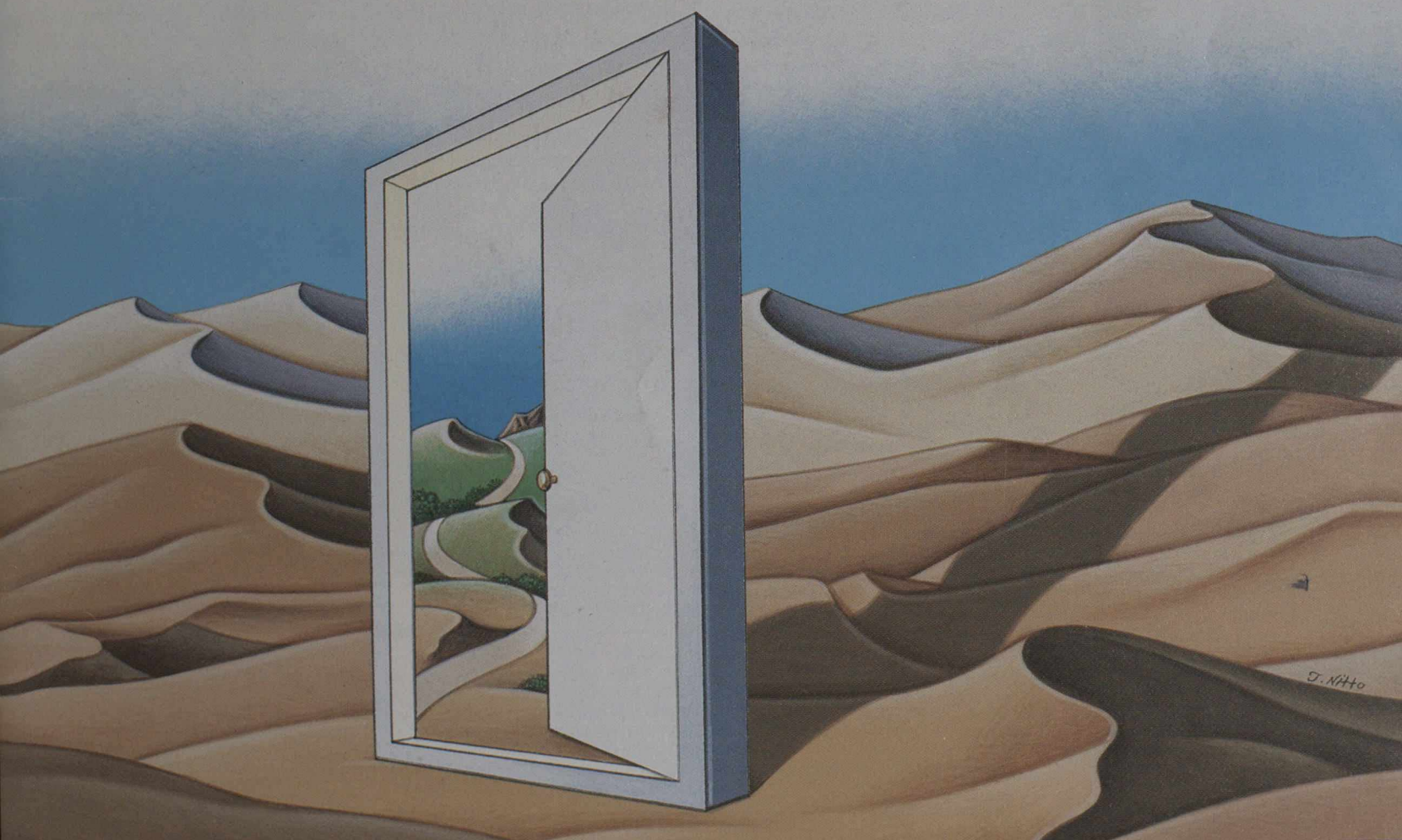
LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E
3 5036 01029722 7

PEACE & SECURITY

NAMIBIA RITES OF PASSAGE

*With a UN-supervised election,
Namibians finally get their chance
to end a century of colonial rule.*

BY PATRICK NAGLE



Also in this issue:

Selig Harrison
Military victory in Afghanistan carries too high a cost for the Afghan people.

David Runnalls
The prospect of global environmental collapse has begun to scare even governments.

Jocelyn Coulon
In search of a space policy for Canada.

Paul Marantz
Words, not deeds, are the best indicator of change in Soviet foreign policy.

Madeleine Poulin
Argentine political culture and the new Peronism.

**Institute Publications
1988-1989**

OCCASIONAL PAPERS

4. From Lenin to Gorbachev: Changing Soviet Perspectives on East-West Relations, by Paul Marantz, May 1988, 89 pages.

5. The Debate About Nuclear Weapon Tests, by Jozef Goldblat and David Cox, August 1988, 86 pages.

6. The Return of Vietnam to the International System, by Gérard Hervouet, December 1988.

7. Non-nuclear Powers and the Geneva Conference on Disarmament: A Study in Multilateral Arms Control, by Michael Tucker, March 1989, 62 pages.

ANNUAL GUIDE

A Guide to Canadian Policies on Arms Control, Disarmament, Defence and Conflict Resolution 1988-1989.

BACKGROUND PAPERS

16. Accidental Nuclear War: Reducing the Risks, by Dianne DeMille, January 1988.

17. Chemical Disarmament: From the Ban on Use to a Ban on Possession, by Jozef Goldblat, February 1988.

18. Has the ABM Treaty a Future? by Ronald G. Purver, February 1988.

19. The War in the Gulf, by Francine Lecours, May 1988.

20. Destabilization of the Frontline States of Southern Africa, 1980-1987, by Dan O'Meara, June 1988.

21. The Conventional Military Balance in Europe, by Roger Hill, July 1988.

22. The NATO Nuclear Planning Group, by Jocelyn Coulon, August 1988.

23. Peacekeeping and Peacemaking in Cyprus, by Robert Mitchell, October 1988.

24. Cruise Missiles and Strategic Arms Control, by Jane Boulden, January 1989.

25. Non-offensive Defence: The Way to Achieve Common Security in Europe, by Robert Neild, January 1989.

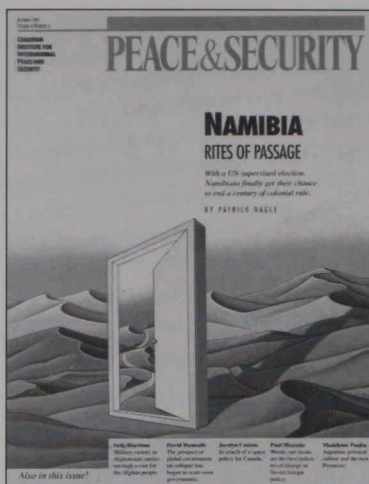
26. Canadian Approaches to the United Nations Security Council, by Harald von Riekhoff, February 1989.

27. A Review of the Geneva Negotiations 1987-1988, by David Cox, March 1989.

28. The International Trade in Arms, by Keith Krause, March 1989.

29. Nuclear Non-Proliferation: The Status and Prospects, by Jozef Goldblat, June 1989.

NOTE FROM THE EDITOR



■ Our cover story this issue deals with the tension and conflict brought on by the transition of Namibia from colony to nation. In addition to a story filed by **Patrick Nagle** – in which he makes clear why a successful outcome is important not only to Namibians, but to everyone else in Southern Africa – we present some of the conclusions about the election process reached during a two-day international conference held in Ottawa in July.

Since that conference, some of the independent observers who participated have gone to Namibia and returned with their assess-

ments. While most were guardedly optimistic, they reserved some of their strongest criticisms for the cumbersome (one newspaper account of the observers' press conference used the words "grotesque" and "ludicrous") vote tabulation machinery set up by the South Africans for use in the November vote. The Canadian observers warned that if the centralized vote-counting process was not changed, the delay of up to several weeks before results are made public would be "almost certain to raise impatience and suspicions to the boiling point" – a central concern raised at the Institute's July conference.

Any doubts that the danger of violence is high, or that peacekeeping is dangerous work, are dispelled by numerous incidents reported from UNTAG headquarters in Windhoek. One of the most serious came on 11 August, just as *Peace & Security* was going to press:

Yesterday evening, at approximately 9:20 pm, the UNTAG regional office at Outjo [northern Namibia] was attacked and subsequently damaged by what appear to have been gunfire and explosives – possibly hand grenades. A private security guard ... assigned to the UNTAG premises, was killed.

The same evening, a similar attack was carried out against a drill hall in a military compound in Outjo where weapons are stored. Members of the UNTAG Kenyan Battalion [Kenya's contribution to the UNTAG force] are also housed within the compound. Light damage and no injuries are reported in connection with this second incident.

It was not immediately clear who had attacked the UNTAG posts or why.

■ A new and continuing feature in *Peace & Security* is a column by Institute CEO, **Bernard Wood**. In this first column, he charts some new directions and initiatives for the Institute, now entering its sixth year of activity since its creation by Parliament in 1984.

■ The editors also want to note the departure from our editorial board of **Hilary Mackenzie**, formerly of *Maclean's* Ottawa bureau and recently named to the magazine's bureau in Washington, DC. Ms Mackenzie has been an enthusiastic supporter of *Peace & Security*. We wish her well in her new position.

– **Michael Bryans**

Canadian
Institute for
International
Peace and
Security

Chief Executive Officer:

Bernard Wood

Board of Directors:

David Braide, *Chairman*
Beatrice Bazar
Lise Bissonnette
Lincoln Bloomfield
Orest Cochkanoff
Gisèle Côté-Harper
Francine Fournier
Edward Greene
John Halstead
Reginald Lane
Jacques Lévesque
Judith Padua
Harry A. Porter
Elinor Powell
Mary Simon
Bernard Wood

The Canadian Institute for International Peace and Security was created by an act of the Parliament of Canada in 1984 to increase knowledge and understanding of the issues relating to international peace and security from a Canadian perspective. The Institute does not advocate policy positions, nor is it part of the government decision-making apparatus.

The Institute is a Crown Corporation. Members of its Board of Directors were appointed by the Government of Canada after consultation with all recognized parties in the House of Commons. These provisions help to ensure the independence of the Institute.

PEACE & SECURITY

360 Albert Street
Suite 900
Ottawa, Ontario K1R 7X7
(613) 990-1593

Editorial Board:

Nancy Gordon, *Chairman*
David Cox
Roger Hill
Madeleine Poulin

Editor:

Michael Bryans

Associate Editors:

Hélène Samson
Eva Bild

French Review Editor:

Jocelyn Coulon

Design and Production:

The Spencer Francey Group,
Ottawa/Toronto

Translation:

Denis Bastien, Sogestran Inc.
Second Class Mail
Registration No. 7944
Postage paid in Smiths Falls
ISSN 0831-1846

Copyright © 1989 by the
Canadian Institute for International
Peace and Security.

Peace & Security is published quarterly to let Canadians know what the Institute is doing and to provide a forum for the full range of Canadian viewpoints on these issues. Opinions expressed in each article are the sole responsibility of the author and do not necessarily represent those of the Institute and its Board of Directors. Your letters are welcome.

Peace & Security is a member of the Canadian Periodical Publishers' Association.

Peace & Security is produced by means of electronic page design and assembly.

Material from this quarterly may not be reproduced without the express permission of the Institute.

CONTENTS

-
- 2 **NAMIBIA: RITES OF PASSAGE** BY PATRICK NAGLE
With a UN-supervised election this autumn, the world community tries to set things right.
-
- 4 **TRANSFORMING SOVIET FOREIGN POLICY** BY PAUL MARANTZ
Words rather than deeds could be the best indicator of change.
-
- 6 **THE GRAND BARGAIN** BY DAVID RUNNALLS
The tangible prospect of global environmental collapse has forced some new approaches to international cooperation.
-
- 8 **IN SEARCH OF A SPACE POLICY FOR CANADA** BY JOCELYN COULON
There are important decisions to be made about the future of Canada's civilian and military efforts in space.
-
- 10 **FIGHTING TO THE LAST AFGHAN** BY SELIG HARRISON
American policy on the war in Afghanistan carries unacceptable moral and political costs.
-
- 24 **LETTER FROM BUENOS AIRES** BY MADELEINE POULIN
Observations on Argentina's political culture in the aftermath of the presidential election.
-

■ **Patrick Nagle** was Southam News Southern Africa correspondent based in Harare until August of this year and is currently Southam's Atlantic correspondent based in Halifax; **Selig Harrison** is a Senior Associate of the Carnegie Endowment for International Peace in Washington and is former South Asia Bureau Chief for the *Washington Post*; **David Runnalls** is Associate Director of the Sustainable Development Programme at the Institute for Research on Public Policy in Ottawa; **Jocelyn Coulon** is international affairs editor for *Le Devoir* in Montreal; **Paul Marantz** teaches Soviet foreign policy at the University of British Columbia and is the author of the Institute Occasional Paper *From Lenin to Gorbachev*; **Madeleine Poulin** is co-host of Radio-Canada's public affairs television programme *Le Point*.

-
- | | |
|-------------------------------------|----------------------------------------|
| 12 FROM THE DIRECTOR | 17 LETTERS TO THE EDITOR |
| 13 REPORT FROM THE SECURITY COUNCIL | 18 REVIEWS |
| 14 REPORT FROM THE HILL | 20 DIRECTORY TO INSTITUTE PUBLICATIONS |
| 15 ARMS CONTROL DIGEST | 22 NEWS FROM THE INSTITUTE |
| 16 DEFENCE NOTES | |
-

ON THE SPEAR STRAIGHT highway to Owamboland the roadside is clotted with tin shacks – the she-beens, the brothels, the *cuca* shops and the homes of the thousands of Namibians whose lives were financed by the South African military presence. This is where the future of Namibia will be decided.

If the incoming independence government cannot reconcile with the people who worked for years to assist Pretoria's illegal occupation of their country, there will be nothing but more strife for the former German colony of South West Africa. One of the many writers who has tried to fathom the conflict-ridden existence of a massive desert with a minute population, concluded: "When the Lord made Namibia he intended it for obscurity."

Alas, this has not been so and the country will not achieve such a deistic designation for years to come. The principal contribution to this sorry state is a tale of unalloyed colonial exploitation, quarrelsome internal politics and ineffectual world attempts to put things right.

South West Africa came into being as part of the European dissection of the African continent in the 19th century. It was Germany's first colony and they ran it with an iron fist. "I know these African tribes," wrote the Prussian general in charge of suppressing a 1904 rebellion,

they are all the same; they respect nothing but force.... To exercise this force with brute terror and even with ferocity was and is my policy. I wipe out rebellious tribes with streams of blood and streams of money. Only by sowing in this way can anything new be grown, anything that is stable.

With Germany's loss of the First World War the territory became a League of Nations responsibility. The British Empire, using its neighbouring South African colony, occupied the land until 1920 when the League of Nations mandate initiated the tortuous modern history of Namibia. South Africa continued to administer the protectorate at such a cost as to have the responsibility described in parliament as a "white elephant" that would be best returned to Germany. Among other things, the South Africans tried to collect a dog ownership tax which the natives resisted as a persecution. "If they are too poor to pay for dogs, why should they keep dogs," was the reasoning of a Pretoria representative.

A series of bush rebellions, inflamed by the callousness of the South African administration, plagued the countryside until the collapse of the League of Nations and the outbreak of the Second World War put the protectorate back in limbo. After the war and emergence of the United Nations, the incorporation of Namibia into South Africa was rejected by the world powers.

A FAMOUS DECLARATION WAS WRITTEN INTO THE UN CHARTER (WHICH would not be fulfilled, in Namibia's case, for twenty-four years) which set out the operating principles for those UN members responsible for the administration of "non-self governing territories": these countries accepted as a "sacred trust the obligation to promote to the utmost ... the well-being of the inhabitants ... to ensure with due respect for the culture of the peoples concerned, their political, economic, social and educational advancement, their just treatment and their protection against abuses." Instead, in 1949, the South African government challenged the UN's authority on the legal grounds that the mandate had lapsed with the demise of the League of Nations.

Despite an International Court of Justice ruling that the UN still held final control, South Africa unilaterally abrogated its responsibility to the

NAMIBIA

rites of passage

*With a UN-supervised election,
Namibians finally get their chance to end a
century of colonial rule.*

BY PATRICK NAGLE

Organization (SWAPO) rose up against this oppression and prosecuted a twenty-three year armed struggle culminating in the planned early November elections for a constituent assembly. This makes Sam Nujoma, the SWAPO leader, another key to the future of Namibia. Despite his years in exile as a spokesman for Namibian independence he is not well-known or clearly-assessed by Western governments. He does have a reputation for being erratic and ill-tempered but his consistency in the Namibian independence cause has never been questioned.

THE UNHAPPY ATTEMPT OF ARMED SWAPO GUERRILLAS TO INFILTRATE Namibia after the commencement of the 1 April UN transition process has never been laid directly at Nujoma's doorstep because he was not at the Angola take-off point when the penetration started. But the damage done to SWAPO's image by a successful South African counter-attack and propaganda campaign can only be measured after voting day.

Few doubt that the SWAPO political party will win the most seats in the November poll, intended to create a broad-based assembly charged with writing a constitution for a national election next spring. The question is whether SWAPO can win two-thirds of the seats in the first vote. If they do, they plan to rewrite the rules of the assembly – which they could do according to the rules of the game – and take over immediately as a de facto government.

Their opposition, which is mainly backed by the residual white population of Namibia, is campaigning strenuously to avoid this eventuality. Now that it is finally up to strength and functioning throughout the country, the UN transition team (UNTAG) is specifically assigned to ensure that this is a "free and fair" election. The whites, backed by the remnants of the South African territorial administration, claim SWAPO is being helped by the UN to rig the vote, while the blacks, including SWAPO, claim that the territorial authorities are intimidating them.

The enabling UN Resolution 435 is not drafted precisely enough to prevent these accusations flying back and forth. Thus an assumption of goodwill on the part of all those involved has not been forthcoming; rather, the political leadership on both sides seem to be competing for the cheap-shot-of-the-year award to be scored off UNTAG.

By comparison, the Lancaster House agreement that turned Rhodesia into Zimbabwe contained a considerable number of checks and balances of both sides. And although Zimbabwe President Robert Mugabe has never been happy with some elements of Lancaster House, he has scrupulously adhered to the letter of its provisions, to the benefit of his country through continued international economic and military assistance.

IF THE NAMIBIAN PROTAGONISTS CANNOT OVERCOME THEIR GHASTLY HISTORY and present a united country to the world, their only future is as a questionable charity case. For a start, South Africa is withdrawing the subsidies that have propped up Namibia for more than a decade. The

mandate and started governing Namibia as a territory of its own. The growth of the *apartheid* society in South Africa and its extension into Namibia led to Pretoria's estrangement from world opinion. In 1966, the UN declared South Africa had disavowed its mandate, making its presence an illegal occupation. In response, Pretoria created white economic areas and black homelands that divided the country along racial lines and enforced the division with police and military garrisons.

The South West Africa Peoples

existing economy of mining and farming is not strong enough to take up the slack even though diamonds, uranium and copper make up a third of gross domestic product, eighty-five percent of export earnings and about half of government revenue. There is an unknown potential for a fishing industry but the existing infrastructure is located in the South African enclave of Walvis Bay, Namibia's best ocean port and still the subject of dispute between South Africa, which wants to keep it after independence, and the UN.

The SWAPO economic position paper released with the election platform promises a mixed economy with a strong emphasis on government participation. "The state will have ownership of a significant part of the country's economic resources," the document states. "No wholesale nationalization of the mines, land and other productive sectors is, however, envisaged in the foreseeable future."

The principal short-term positive effect of the transition to Namibian independence has been a measurable reduction in the regional conflicts that have beggared southern Africa in recent years. How long this can



Tomio Kitto

last is only speculation, given the volatile state of South African politics.

Pretoria is reported to have nuclear weapons capability and has now embarked on a ballistic missile development programme. The country's white leaders have stated many times that they intend to retain their security apparatus as the mainstay of their position as the region's dominant power. The evident and most troublesome indication of this resolve is the upgrading and hardening of army and air force bases along South

Africa's northern border with Botswana and Zimbabwe. Included in this buildup are some of the battle-tempered black units from the Namibian border war.

For its part Zimbabwe has escalated its defences against South Africa with the purchase of new MiG fighters from the USSR. It would be the penultimate tragedy for southern Africa if the final settlement of the Namibian question led only to ruinous confrontations along the Limpopo River similar to those that have blasted the Namibia-Angola border for the past ten years. □

Transition in Namibia An Institute International Roundtable

■ On 6 and 7 July 1989, the Institute for Peace and Security held an international roundtable in Ottawa on the subject of the upcoming election in Namibia. Chaired by the Institute's Director, **Bernard Wood**, the roundtable was designed as an intensive briefing session, drawing on the training and experience of a number of participants. Video briefings sent from Windhoek, the capital of Namibia, lent a sense of immediacy to the proceedings. Among those making presentations either in person or by television were:

Martti Ahtisaari, Special Representative of the the UN Secretary-General in Namibia; **William Barton**, former Canadian ambassador to the UN; **Pierre Beaudet**, researcher with the Centre d'information et documentation sur le Mozambique et l'Afrique australe, Montreal; **Lord Chitnis**, of the Southern Africa Advanced Education Project, Oxford; **Michael Clough**, Senior Fellow at the Council on Foreign Relations, New York; **Joseph Diescho**, a scholar from Namibia, at Columbia

University, New York; **Colonel Don Ethell**, Director of Peacekeeping Operations, Department of National Defence, Ottawa; **Stephen Fanning**, head of the UNTAG civilian police monitoring unit, Windhoek; **Gordon Fairweather**, Chairman of the Immigration and Refugee Board and veteran election observer; **Marrack Goulding**, UN Under-Secretary for Special Political Affairs; **Neil Haffey**, head of the Canadian Observer Mission, Windhoek; **Gwen Lister**, editor of *The Namibian*, Windhoek; and **James Mutambirwa**, of the World Council of Churches.

The following is excerpted from the Institute summary report, *The Election Process in Namibia: An International Roundtable*. The full document (16 pages) is available from the Institute. The section presented here deals specifically with Namibia's and the UN's most immediate problem in the coming months: the complex business of carrying out free and fair elections.

Election Day and Immediately After

■ During the transition period to independence, Namibia is being governed by South Africa through an Administrator-General (AG), Louis Pienaar. The UN Secretary-General appointed his Special Representative (SR), Martti Ahtisaari, to ensure that each stage of the electoral process in Namibia was free and fair. These two officials are called upon to work together to implement Resolution 435. The details of each stage in the electoral process must be satisfactory to both officials. The process is cumbersome.

There will be two UNTAG election officials and two UNTAG police personnel supervising each polling station. The ballots will probably carry the symbol of each political party so that both literate and illiterate voters can participate without difficulty. After casting a ballot, each voter will dip a finger into indelible ink so that he or she cannot vote more than once.

Having international observers present on election day is an important part of ensuring free and fair elections. One speaker had a detailed checklist of practical requirements for a proper vote. For example: Is there sufficient freedom of movement? Are uniform guidelines being followed by all election officials? Are the polling stations easy to find, even for illiterate voters? Is there an effective method for resolving disputes on the spot?

Other concerns were expressed: after the polls are closed, international observers must pronounce judgement on the fairness of the election before the votes are tallied so that their reports will be seen to be impartial. Participants were concerned with some of the proposals for tallying the ballots. Would not the comparison of the ballots with fingerprints on registration forms breach the secrecy of the vote? Would not the transport of all ballot boxes to Windhoek for counting increase the possibility of tampering?

It was suggested that the ballots should be quickly counted on the spot, and then moved in sealed boxes to the capital for a second count. Furthermore, the period between the time that the polls are closed and the time that the results are announced should be kept as short as possible. Most participants supported these suggestions as ways to reduce the chance for fraud.

One recommendation arising out of the Roundtable discussion was the creation of an Election Council comprising representatives of the AG, the SR, and each of the participating political parties. According to the Commonwealth Observers Group commenting on a similar body created for the elections in Zimbabwe, "it provided a vehicle through which complaints could be made" and difficulties resolved. Many participants supported a similar Election Council for Namibia, especially since the proposal of an independent electoral commission now seemed impractical. □

WORDS AND DEEDS: TRANSFORMING SOVIET FOREIGN POLICY

By studying the words of Soviet leaders we can understand not only what has changed in the USSR but also why.

BY PAUL MARANTZ

THUS FAR, THE WESTERN REACTION TO Mikhail Gorbachev has been somewhat schizophrenic. He has clearly captured the imagination of the man and woman in the street. "Gorby-fever" and "Gorby-mania" have swept much of the Western world. Yet along the corridors of power, most policy-makers are far more cautious and skeptical. Western skeptics are fond of the adage that deeds speak louder than words, and they argue that neither the deeds nor the words of Soviet foreign policy convincingly demonstrate that Gorbachev has broken with the Soviet past. Other less skeptical Westerners argue that while the process is still in its early stages and is dependent upon the continued survival of Gorbachev's reformist approach, it nonetheless has vast significance for the future course of Soviet foreign policy and East-West relations.

It is vivid testimony to the speed with which people adapt to new circumstances and the rapidity with which the extraordinary is accepted as commonplace that there is not a wider appreciation of the degree to which Gorbachev has already transformed the conduct of Soviet foreign policy. Let us imagine for a moment that back in February 1986, at the time that Gorbachev first unfurled his call for "new thinking" in international politics, a skeptical Western observer had advanced a test of Soviet intentions. Suppose he had declared that he would not be convinced that a genuine change had taken place until the Soviet Union had met these conditions:

Soviet troops were withdrawn from Afghanistan; the Soviet Union accepted the American zero-option for the elimination of Intermediate-Range Nuclear Forces in Europe; the Kremlin agreed to highly intrusive international inspection of its military facilities; the Soviet Union initiated unilateral reductions in its armed forces amounting to ten percent of all its troops and twenty percent of its tanks; Moscow permitted the legalization of Solidarity and allowed it to function as a freely-elected opposition party within the Polish parliament; the Soviet Union exerted its influence on behalf of a political settlement to the con-

flicts in Cambodia and Angola; the jamming of Western radio stations broadcasting to the Soviet Union was ended; Andrei Sakharov and hundreds of other political prisoners were freed; articles by Western scholars and policy-makers began to appear with some frequency in the Soviet press; and Soviet scholars and journalists were allowed to criticize openly the foreign policies of Stalin, Khrushchev and Brezhnev.

Had someone proposed such a sweeping test of Soviet intentions in 1986, Western experts on the Soviet Union would have been virtually unanimous in objecting that the proposed criteria for judging Soviet policy were far too stringent and had little likelihood of being met in the foreseeable future. The experts would have argued that at best a few of these measures might be instituted in the next several years. Yet in the space of less than four years, all of these changes have occurred or are in the process of occurring. Gorbachev has moved far more quickly and comprehensively than virtually anyone thought possible just a few years ago. The concrete deeds have been delivered; they are not just being promised.

CONVENTIONAL WISDOM HOLDS THAT DEEDS ARE more important than words in assessing the nature of Soviet foreign policy, but in some ways the reverse is true. After all, specific deeds (such as the withdrawal of Soviet troops from Afghanistan), can take place for a variety of reasons. A reversal of past policy may be motivated by nothing more than temporary weakness and a desire to mislead the enemy or, alternatively, it may reflect a fundamental reassessment of previous assumptions and a genuine belief that new, more cooperative forms of international interaction are now both possible and necessary. By studying the words of Soviet policy-makers, we can get a better idea of how they conceptualize the foreign policy issues confronting them.

If Soviet thinking about the nature of international politics has really changed, then the policy initiatives of the past four years are far

more likely to be long lasting. Conversely, if the way in which the Soviet leadership conceptualizes international politics has not been altered, then these policy shifts are more likely to be based upon temporary tactical considerations, and many of them might be reversed once the Soviet Union's current difficulties are overcome. Thus, we have to look both at deeds and words so as to be able to ascertain not just *what* has changed, but *why* these changes have taken place.

Four major trends are currently reshaping Soviet perspectives on international politics. First, there is now a far greater appreciation than ever before in Soviet policy-making circles of what has been termed "the action-reaction phenomena" in East-West relations. The traditional Soviet view had been that the foreign policy of the West was dictated by the class nature of the capitalist system. Capitalist states were said to be implacably hostile to the Soviet Union not because of the particular foreign policies adopted by the Soviet Union but because of what the Soviet Union was – a socialist state whose existence demonstrated to the workers of the world that there was a real alternative to capitalist oppression. In stark contrast to this traditional view, Soviet spokesmen now acknowledge that much of Western policy has in fact been a reaction to Soviet actions and that the West is motivated by a real, and not feigned, fear of Soviet aggression.

As a corollary of this, Gorbachev and his associates have recognized that if the Soviet Union wishes to dampen the arms race and to promote cooperative endeavors between East and West, it must first alter those policies which the West finds so threatening. As a recent article in the Soviet press pointedly observed:

We have gotten used to phrases like: "We are mankind's vanguard"; "The future belongs to us"; "We will be victorious on a world historical scale." But have you tried to put yourself in the position of those who, in our opinion, are in the rear guard, to whom the future does not belong, and who, according to our viewpoint, are doomed to depart from the historical arena, doomed to perish? What must their attitude toward us be?... It is no accident that people in the West have

formed an impression of the U.S.S.R. as being a country that seeks to conquer the world.... In order to change people's opinion about us we must change ourselves.

In the same vein, the Soviet Foreign Minister, Eduard Shevardnadze, bluntly advised his colleagues: "We should not pretend, Comrades, that norms and notions of what is proper, of what is called civilized conduct in the world community do not concern us. If you want to be accepted in it you must observe them."

A SECOND IMPORTANT DEVELOPMENT IS THE unprecedented nature of the self-criticism concerning the errors and mistakes of past Soviet foreign policy that is now being publicly aired. Prior to Gorbachev, Soviet foreign policy was virtually immune to criticism. Even at the height of Khrushchev's de-Stalinization campaigns in 1956, 1961 and 1962 virtually nothing of a critical nature was published concerning Stalin's conduct of East-West relations.

Since the latter part of 1987, Soviet foreign policy has been subjected to a searching re-examination totally unlike anything seen in the past sixty years. Stalin has been condemned not just for his hostile stance toward the German Social Democrats in the 1930s, his handling of the Nazi-Soviet Non-Aggression Pact of 1939, and his later rejection of Soviet participation in the Marshall Plan, but also for following a "hegemonic, great power" policy of expansionism into Eastern Europe which was perceived in the West as a grave threat to the existing international balance of power.

Khrushchev has been publicly criticized for his mishandling of the Cuban missile crisis, his exaggerated optimism about Soviet economic prospects compared to those of the West, and his propagandistic championing of "General and Complete Disarmament" instead of a more realistic policy of gradual arms control coupled with international inspection and verification.

Brezhnev's foreign policy has been condemned for its exaggerated preoccupation with military strength, its fueling of the arms race, and the blunder of Afghanistan. In a particularly noteworthy reassessment of Soviet foreign policy, an influential scholar, Vyacheslav Dashichev, sharply criticized Brezhnev's neglect of the inter-connection between the Soviet Union's single-minded pursuit of gains in the Third World in the 1970s and the ensuing decline of East-West detente:

Though we were politically, militarily (via weapons supplies and advisers), and diplomatically involved in regional conflicts, we disregarded their influence on the relaxation of tension between the USSR and the West and on their entire system of relationships. There were no clear ideas of the Soviet Union's true national state interests. These interests lay by no means in chasing petty and essentially formal gains associated with leadership coups in certain developing countries.

A third important development is the waning of the sense of mission. Past Soviet leaders all believed that capitalism was doomed, that time was on the side of the Soviet Union, and that the international balance of power was steadily and inevitably tipping in Moscow's favour. Khrushchev and Brezhnev were particularly active in attempting to promote this process by probing for weak spots in the Western alliance. While there were occasionally brief periods of retrenchment under past leaders, these were viewed as just a temporary pause in the ongoing class struggle. It was firmly believed that a quick fix of the Soviet Union's temporary economic or political difficulties would allow the speedy resumption of the onward march of Soviet world power.

UNDER GORBACHEV, THIS OPTIMISM IS vanishing. The strength and resilience of the capitalist system are recognized. Increasingly it is acknowledged that there is no quick fix for the Soviet economy and that it will take decades for the Soviet Union to get its house in order. The Soviet sense of international mission is declining. Moscow's perception of itself as the centre of world revolution is diminishing. Increasingly, Soviet policy-makers define their goal not as promoting the demise of capitalism, but as avoiding nuclear war, lowering international tension, and creating a

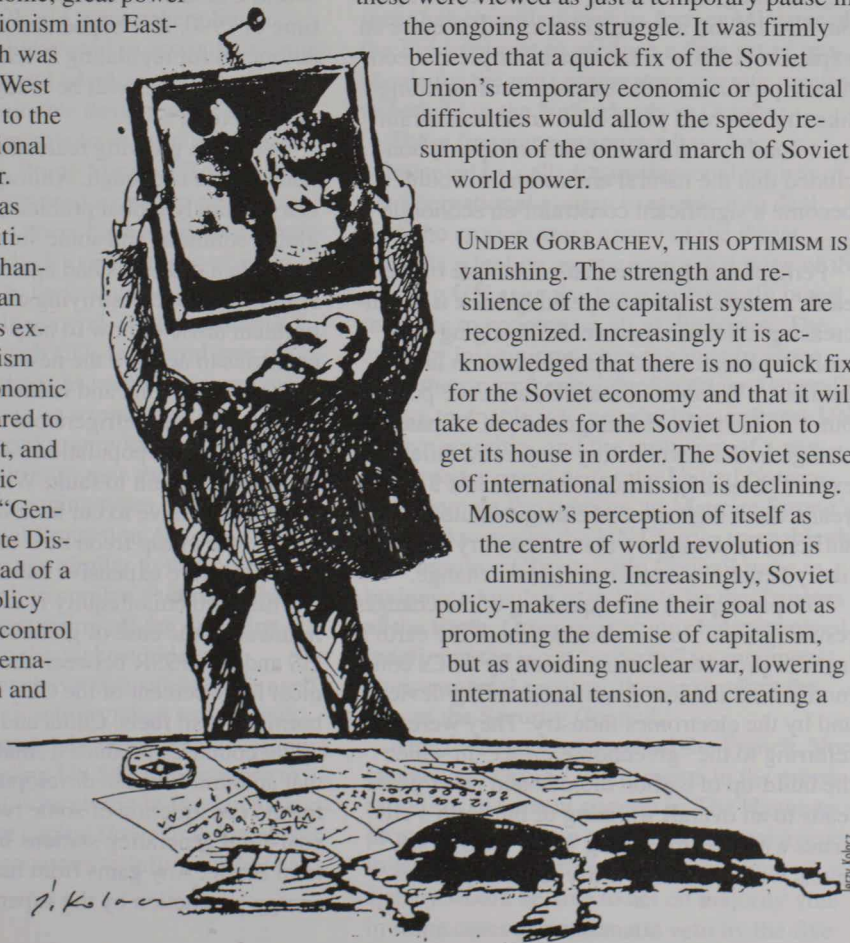
benign international climate so that the Soviet Union can peacefully pursue the urgent task of domestic restructuring.

A fourth and final development of major significance in reshaping Soviet foreign policy is the process of change affecting some of the basic attitudes that have long influenced Moscow's approach to the West. The combined impact of the authoritarian Tsarist legacy, the conspiratorial origins of the Bolshevik Party, and the long nightmare of Stalinism produced a political climate which bred deep feelings of insecurity and vulnerability, a fear of foreign penetration, dogmatic self-righteousness, and the intolerance of diversity and different points of view.

ALL THIS IS BEGINNING TO CHANGE. THE reformers associated with Gorbachev are aiming at nothing less than the creation of a new political culture, a political culture which accepts the legitimacy of diversity, rejects any notion of infallibility, is less dogmatic, and does not feel threatened by controversy and debate. While the creation of a fundamentally new political culture is a daunting task, the past few years have seen remarkable progress. If this process continues, it will have a major impact on the way in which Soviet foreign policy is debated, formulated, and executed. A greater toleration for diversity at home goes hand in hand with the acceptance of different economic and political systems abroad.

What are the policy implications of this analysis? Paradoxically, it appears that the West needs to be both cautious and bold in framing an appropriate response. Caution is necessary because the process of liberalization and reform is only beginning; it remains vulnerable to disruption. Such potential developments as the continued stagnation of the Soviet economy, the intensification of nationalism within the Soviet republics, a popular uprising in Eastern Europe, or a conservative revolt against Gorbachev within the Communist Party all threaten the current trend toward moderation. The recent tragic events in China are a vivid reminder of just how quickly an authoritarian regime can intensify repression if the ruling elite fears that disorder is undermining its power.

Nonetheless, the opportunities are too great, the stakes are too high, and public opinion in the West is too impatient for us to be able to adopt a cautious wait-and-see attitude. Only by recognizing that the Soviet Union's overtures to the West are the product of a far-reaching and revolutionary process of change – not just another replay of past peace campaigns – will Western policy-makers be able to formulate an appropriate response to the historic opportunities that loom before us. □



THE GRAND BARGAIN

The tangible prospect of global environmental collapse has elicited some new approaches to international cooperation.

BY DAVID RUNNALLS

AS AN ILLUSTRATION THAT 1988 WAS definitely the year of the environment, that bible of middle class American propriety, *Time* magazine, nominated Earth as planet of the year (one wonders which one is in the running for next year's award) and devoted almost an entire issue not only to environmental matters but to *international* environmental matters. *Time's* more affluent stablemate, *Fortune*, capped things off by describing 1988 as "The year the earth spoke back."

To put this development in perspective, let us remember that Margaret Thatcher was elected for the first time as Prime Minister only ten years ago on a platform that could generously be described as being contemptuous of the natural environment and those who cared about it; Ronald Reagan believed fervently when he was elected in 1980 that many of the so-called pollution problems were caused by trees; and the Conservative government assumed office in Canada in 1984, confident that it could substantially cut the budget and staff of Environment Canada with impunity. At one point, the Nielsen Commission seriously considered abolishing the department completely. On the other side of the political spectrum, the Soviet Union had always maintained that environmental problems were fundamentally caused by the structure and operation of capitalism and were largely absent from the Soviet system.

These perspectives were all changed during one extraordinary week in October of last year when the following cast of characters each made an environmental speech: George Bush (remember the "I have always been an environmentalist" address?); Michael Wilson (to the World Bank and the International Monetary Fund of all people); Edouard Shevardnadze (who told the UN General Assembly that the Soviet Union viewed global environment change as the single greatest threat to its national security) and even the redoubtable Margaret Thatcher – the Iron Lady told the Royal Society that atmospheric change was the single greatest challenge facing the scientific community for the remainder of the century.

Not only had a number of these people been converted along the road to environmental Damascus, but some of the conversions seem to have been truly miraculous. George Bush and Michael Dukakis had not become born-again environmentalists; they had become, through some miracle of alchemy, life-long environmentalists.

WHY ARE ALL THE POLITICAL LEADERS OF THE Western (and increasingly the Eastern) world looking to don cloaks of various shades of green? The answer is perhaps best found in the report of the World Commission on Environment and Development – the Brundtland Commission. The Commission points out that no matter what we do, during the next decade the planet's population will double and that feeding, housing and clothing both ourselves and our five billion new neighbours will require an expansion of five to ten times our present economic production. An expansion of anything like this size will place such enormous strain on natural systems that the Commission concluded that the natural environment would become a significant constraint on economic growth.

Perhaps the most dramatic example of the earth's natural systems speaking back is the increasing evidence that we are changing the world's climate. As the participants in last summer's Toronto Climate Conference pointed out: "... the rates and magnitude of climate change in the next century may substantially exceed those experienced over the last 5,000 years. Such high rates of change would be sufficiently disruptive that no country would likely benefit in toto from climate change."

The participants were speaking of the changes resulting from further destruction of the earth's layer of protective ozone caused by CFCs commonly used to blow foam, run cooling devices, and by the electronics industry. They were also referring to the "greenhouse effect" in which the build-up of carbon dioxide and other gases leads to an overall warming of the earth's climate, with accompanying major rises in sea levels within the next thirty to forty years.

Negotiations on ozone have proceeded rapidly since the discovery of the first ozone hole over Antarctica in 1986. In September 1987, Canada hosted a meeting which produced the Montreal protocol – an agreement to cut consumption of CFCs in half by the turn of the century. Before the protocol had fully entered into force, a flurry of diplomatic activity, culminating in meetings in London and Helsinki earlier this year, called for a halt to production of the substances by the year 2000.

Canada also opened the batting on global warming with the 1988 Toronto Conference. It set a goal of reducing CO₂ emissions by at least twenty percent by the year 2005. It was followed by a meeting of legal experts in Ottawa in February of this year and by meetings of the preparatory groups for the next World Climate Conference to be held sometime in 1990. It is hoped that drafts of legal instruments for regulating at least some of the greenhouse gases will be ready by the time of that meeting.

There is a growing realization, however, that none of this is enough. Atmospheric change is a genuinely global problem, demanding global solutions and some sort of burden sharing. When countries had agreed on the need to eliminate ozone destroying chemicals, the problem arose of how to help developing countries to achieve the new standards. Countries such as China and India have ambitious plans to provide refrigerators on a large scale to their massive populations – a goal which it would be difficult to fault. Why should they, they reason, have to cut back on these plans or replace the cheap freon now used in refrigerators with more expensive substitutes?

This problem of equity is even more pronounced in the case of global warming. The US and the USSR between them produce almost forty percent of the CO₂ released by the burning fossil fuels. China and the other developing countries produce a small fraction of that amount. Chinese development plans call for the construction of some two-hundred new coal-fired generating stations in the medium-term future. Any gains from major cutbacks in energy production by the superpowers, Japan

and Western Europe, could easily be wiped out by this kind of expansion.

Tropical deforestation not only contributes to the production of CO₂, thereby worsening the problem of global warming, but the growth of new forests can act as a "carbon sink," locking up some of the CO₂ produced by combustion. The politicization of the rainforest issue by the Western environmental groups, and overtones of threats to national sovereignty, ensure that little action will be taken by the governments of Brazil and other tropical forest producers without some quid pro quo which is saleable to their own constituencies.

ALL OF THIS IS LEADING TO CALLS FOR UNPRECEDENTED changes in the international system, leading up to what many have described as the "Grand Bargain." It is not yet clear what form such a bargain would take or under whose auspices it would be constructed, but the general lines seem to be as follows: standards would be set for emissions of greenhouse gases (including CFCs). These standards would call for drastic reductions for the industrialized countries and allow for some expansion of emissions in the Third World. Major changes in the terms of technology transfer would be necessary in order to give developing countries access to the latest non-polluting energy technologies as soon as they become available. Last, but not least, there would be major new transfers of resources from North to South.

The Toronto Conference called for the establishment of a World Atmosphere Fund. Such a fund would be used to assist developing countries to limit and adapt to climate change by pursuing sustainable development strategies. Various proposals have been put forward to build the fund. Prime Minister Brundtland of Norway has proposed a straight percentage of GNP (0.1 %). Others have suggested a "carbon tax" under which various types of fuels are taxed according to their tendency to produce carbon dioxide. In general, coal produces 1.7 to 2.0 times as much CO₂ as natural gas; oil emits about 1.4 times as much as natural gas.

Recent meetings on ozone depletion also recognized the need to provide funding for the developing countries to ease the transition away from the damaging types of CFCs. The US Environmental Protection Agency (EPA) is considering a system similar to that proposed by President Bush to combat acid rain. This would involve auctioning off the declining US CFC allotment to the highest bidders.

Some observers have also stressed the need for a link between actions taken to deal with climate change and debt relief. The developing world is now paying US \$43 billion more to the North than it is receiving in foreign assistance and private capital flows. It is unrealistic to expect these countries to inflict further hard-

ships on their citizens to combat climate change. Various schemes have been put forward including a sizeable expansion of the so-called "debt-for-nature" swaps, or an adaptation of the Brady plan (US Secretary of the Treasury, Nicholas Brady) to permit countries to redeem some of their debt in exchange for changes in policies and projects to promote more efficient use of energy, better forestry practices, greater access to family planning services and the like.

Any of these proposals, or a combination, could generate very large sums of money or debt relief – on the order of at least \$20 to \$30 billion per year – and they have now



Nicholas Vitacco

reached the talking stage. The Dutch Government has commissioned its former Minister of the Environment to produce a firm set of proposals for the next preparatory climate meeting to be held in the Netherlands in October.

These financing proposals have been accompanied by calls for institutional reform of the international system to enable it to deal with the cross-cutting nature of the threat. There is a feeling among many that none of the existing UN agencies has a sufficiently broad mandate to encompass all of the issues. The calls for institutional change range in scope from the strengthening the Secretary General's Office to enable it to genuinely coordinate UN system activities and the provision of a new and broader mandate for the United Nations Environment Programme, to Maurice Strong's proposal to revise the UN Charter to enable the now moribund Trusteeship Council to be reinvigorated with a mandate to be the Trustees of the Earth. Other suggestions have involved redefining the word "security" to encompass environmental security, thus expanding the role of the Security Council.

This feeling of urgency led the French, Norwegian and Dutch Governments in the preparation for the recent summit in The Hague to propose the creation of a supranational agency to preserve the earth's atmosphere. This agency would be able to act on majority vote in some cases (no automatic veto by the five

great powers, in other words), and would have the power to impose mandatory economic sanctions recommended by the International Court of Justice on "goods produced under conditions with negative impact on the atmosphere." The authority would also have the power to raise money to compensate those countries for whom compliance would be an unfair burden. Although this proposal was not fully accepted, it is indicative of the real possibility of movement which many now sense.

FURTHER EVIDENCE OF "NEW THINKING" ON THE part of governments on the link between the environment and economics can be found in the results of the G-7 economic summit in July in Paris. Fully one-third of the final communiqué was taken up with the topic, with particular attention paid to the acute dilemmas facing poor countries – and therefore all the rest of us – in finding ways to increase living standards without adding further to global ecological stress. The G-7 leaders, while mostly avoiding specific cases, allowed as how economic incentives could be used to encourage developing countries to take "environmentally desirable action," and that in certain instances "debt forgiveness and debt-for-nature swaps" could be useful.

What role in all of this for Canada? If the Prime Minister wants to be statesmanlike in his second term, then the 1990s version of Pearsonian internationalism must lie in the reconciliation of the need to both postpone and mitigate the effects of climatic change, and to satisfy the basic needs of the poor through a global programme of sustainable development. Canada has already been at or near the front on these issues. For once, it might genuinely be one of those times when, as a middle power, we could take the lead, with our credibility as both a member of the Group of Seven and as a friend of the Third World (Mr. Wilson's recent budget notwithstanding).

These are immensely complicated issues, and the ground is shifting very rapidly. They will be discussed in a whole range of fora under different conditions. They will require new mechanisms for arriving at national positions for negotiations because of their tendency to cut across departmental jurisdictions. Once the dialogue begins, it will be difficult to resist the temptation to add other issues to the list – arms control, new definitions of national security, and so on. A repeat of the ill-fated North-South dialogue, which dragged on through the late 70s and early 80s until it petered out in a series of inconclusive meetings, is regrettably all too possible. Yet this time, surely we have more going for us: a shared sense of the clock ticking, the opportunities provided by the existence of *glasnost* and the recent opening of Eastern Europe, and an uneasy but easily mobilized public opinion. □

IN SEARCH OF A SPACE POLICY FOR CANADA

The government will soon have some important decisions to make on the future of our civilian and military space programmes.

BY JOCELYN COULON

CANADA IS CURRENTLY EXPERIENCING ITS second space age revolution which, thanks to an array of space programmes – military and civilian, on-going or at the development stage – will propel it into the twenty-first century. This revolution will enhance civilian and military communications, remote sensing and surveillance of Canadian territory, as well as advancing space sciences in the economic, technological and medical fields.

Ranking eighth among the space powers of the world, Canada will have to make important choices at the beginning of the next century. Civilian space activities in this country will reach a plateau a few years from now, while a growing part of the country's space budget could well be allocated to military activities. The militarization of the space programme remains a possibility, albeit a remote one, and is subject to the vagaries of international politics.

By the year 2000, the government will have allocated some three billion dollars to the civilian programme. Last March, it created the Canadian Space Agency to coordinate all civilian space activities, which until then had been scattered among a half-dozen departments and research institutes. The Department of National Defence (DND) runs a small military space programme, whose projects are nevertheless extremely ambitious; this programme will grow considerably if the military gets what it wants.

Since the launching of Alouette in 1962, Canada's contribution to space activities has mostly been of a civilian nature. The prosperous 1960s and 1970s, when eight satellites were put into orbit and the space industry was growing at a rate of fifty percent a year, was followed by a period of stagnation. The Canadian civilian programme regained some vitality in the late 1980s with the launching of three major projects and a handful of others of lesser importance. According to a major plan developed by the Mulroney government in 1986, Ottawa will spend more than \$3 billion between now and the year 2000 to take part in the US space station programme, in a mobile telecommunications system (M-SAT) and in a remote sensing satellite using a synthetic aperture radar (RADARSAT) which will allow

transmission and reception of signals all over the planet, in cloudy conditions or in the dark. The government's plan includes several other projects to be implemented with the participation of Europe, Japan, the United States and the Soviet Union.

During the 1980s, Canada has spent on average some \$160 million a year on civilian space activities; this amount should reach \$230 million in the 1990s. (We trail far behind France, \$1 billion; Japan, \$900 million; and the United States, \$10 billion.) According to the Ministry of State for Science and Technology, thirty-seven percent of the civilian programme budget will be allocated to the space station, thirty-five percent to RADARSAT, ten percent to M-SAT, and eighteen percent to the other projects.

CENTRAL TO THE CIVILIAN PROGRAMME IS CANADA's participation in the US space station, a project begun by President Reagan in 1984. Canada, Japan and the European Space Agency's members were all invited to take part in this endeavour which will culminate, between 1995 and 1998, with the deployment in space of a permanent base that will be managed by eight astronauts. After three years of negotiation, Ottawa agreed, in April 1988, to allocate \$1.2 billion over a fifteen-year period to a programme whose total costs should reach \$40 billion; we will build the station's mobile maintenance and repair centre. This centre will be equipped with a new Canadarm, previously installed on American space shuttles, which will be used to handle the satellites. Moreover, a Canadian astronaut will work for six months every second year on board the station.

Last year, all the partners in the space station signed a memorandum of understanding spelling out the terms of their participation; an agreement whose negotiations were hindered by conditions specified by the Americans regarding the military elements of the stations's functions. We will come back to this later.

While the civilian space programme is well known and widely accepted by the Canadian population, the military space activities of the country remain obscure. In fact, they are still very much in their infancy. All that should change in a few years when DND completes

its numerous studies in the fields of communications, surveillance and early warning. The government will then have to free up significant amounts of money to give the country a true military space programme.

Long neglected in favour of civilian activities, the military use of space became a concern to the government at the beginning of the 1980s. Yet, the Canadian military is not discovering space: it is rediscovering it. John Kirton, of the University of Toronto, has written that at the end of the 1950s, the military played a key role in the creation of the Canadian space programme. The Alouette satellite was built at the Defence Communications Research Centre. And until 1966, according to Kirton, Canadian space projects administered by the military represented forty-one percent of total Canadian expenditures in the field.

After a period where, for political and commercial reasons, the space programme was "demilitarized," interest in the military side has resurfaced. Taking up ideas expressed by the Defence Management Committee in 1974, the Senate Special Committee on National Defence (1985) and the authors of the White Paper on Defence (1987) revived the concept of an independent military space effort.

After long hearings on the air defence of Canadian territory, the Senate Committee recommended in 1985 that the government establish its own military space programme to concentrate on early warning, surveillance and communications tasks necessary to protect national security. Based on the evidence gathered at the hearings, the Committee concluded that DND would need eight to twelve satellites to do the work and that this programme should be allocated at least \$150 million per year for five years, and \$350 million each year during the 1990s.

THE SENATE REPORT DID NOT GO UNHEEDED: DND took up its main elements two years later in the 1987 White Paper. Here, Perrin Beatty, then minister of National Defence, announced an ambitious programme of rearmament and strategic repositioning. The new defence policy rested on the acquisition of a fleet of ten to twelve nuclear-powered submarines. While in

April Ottawa announced the cancellation of the submarine programme and a cut of almost three billion dollars in the Defence budget, resources allocated to space research remained untouched.

The White Paper stated that research programmes had been authorized for investigating radar or infrared space systems which would allow the detection and tracking of aircraft and cruise missiles. These space systems would replace, some fifteen years in the future, the land-based radar stations of the North Warning System, which will become obsolete by the end of the century.

But the substantial policy statement regarding the military space programme is to be found in an internal document made public by DND in July 1987, a few weeks after the tabling of the White Paper. Here the military spells out specifically its technical and strategic requirements. It highlights the three main objectives of the programme:

- to allow Canada to meet its defence commitments, by using space technology when it is cost-efficient and appropriate to do so;
- to promote the use of space for peaceful purposes;
- to contribute to the Canadian economy.

The authors wrote that, "DND should realize that insufficient Canadian involvement in space activity might impose severe constraints on the range of future military options, to the possible detriment of Canadian security and sovereignty interests."

DND wants to go beyond its commitments to NATO and NORAD; by acquiring a space infrastructure, it could make the Canadian armed forces totally or partially independent. It is not a matter of having a Canadian armed presence in space, but rather of using space passively. In addition, the research and development branch at DND puts a lot of stock in the government policy which aims at providing Canadian business with economic spin-offs.

DND PLANS ARE VERY AMBITIOUS AND COVER A number of fields: surveillance, communications, navigation, search and rescue, meteorology, oceanography and mapping, and finally, manned space flights. In 1986-1987, the Department of National Defence released \$46 and \$48 million respectively for research related to space radar technology and millimetric rapid circuit technology. Those two research programmes, which will span five to seven years, will provide enough information to make possible a decision on the need to get involved in the areas on a long-term basis.

The purpose of the space radar programme is to develop an air, land, sea and underwater surveillance system. Its principal function will be to detect, track and identify aircraft and cruise missiles approaching North America. It will be linked to a combat management system for the interception and destruction of such intruders - activities which would take place

within the structure of NORAD. The radars will also be used for Arctic surveillance.

DND knows that it will be impossible to develop an independent space radar network, because of the high costs involved. According to the Pentagon, a world network could cost between six and ten billion US dollars. The Canadian military is hoping, therefore, to contribute to the deployment of the segment that will cover North America, by providing ten to fifteen percent of the costs of a US programme.

The millimetric wave communications programme is also of great importance to the military. From DND's point of view, a reliable, efficient and independent communications network is vital, in order to ensure contact between Canadian Forces units around the world, notably in Cyprus, Europe and the Middle East. At present, DND must lease lines going via satellites such as the ANIK C (and soon, E) series. Unlike the US military, it does not have satellites of its own. Finally, the military are involved in many other programmes, such as the complete modernization of the entire Canadian Forces communications network, access to the US network NAVSTAR/GPS (Global Positioning System), the search and rescue SARSAT system, the development of security measures for ANIK E satellites, and so on.

Also unlike its US counterpart, DND does not have a unified space command. The Directorate of Space Doctrine and Operations was disbanded last summer, and there is no equivalent to the civilian Space Agency to coordinate military space policy. DND will no doubt have to adopt such a structure within a few years.

MOST EXPERTS AGREE THAT AT THE PRESENT rate, the military space budget could soon exceed \$150 million per year, even taking into account the fact that Canada does not build its own surveillance, communications, and navigation satellites. If DND gets the go-ahead for its projects, that budget could easily reach \$400 million a year by the turn of the century.

Except for ongoing discussions at the Interministerial Space Committee, where all government participants in space activities get together, there are few links between the civilian programme and its military counterpart. However, two questions come to mind when looking to the future: will we see a militariza-

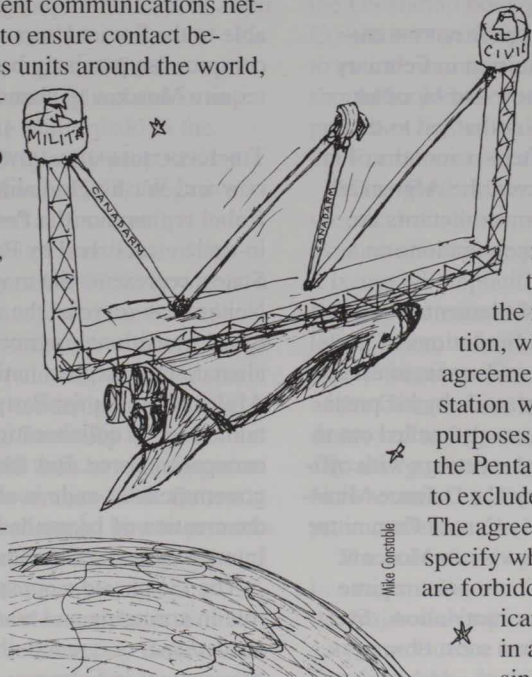
tion of the civilian programme, as is the case in the United States? Will our cooperation with our powerful neighbour carry us along in that direction? The National Aeronautic and Space Administration (NASA - the US civilian space agency) budget is limited to US \$10 billion, while that for military space activities approaches \$15 billion. The same cannot be said yet for Canada, but ten years or so from now, the slowing down of the civilian programme and the launching of a strong military programme could lead to a Canadian space policy with a similar bias in favour of the military.

The US and Canada are collaborating on both government and private levels. In the first instance, Canada is bound to the US by a number of military and technical agreements related to NORAD, military communications and navigation systems, and the space station. During the negotiations on the station, which led to last year's agreement; it was decided that the station would be built for peaceful purposes, despite objections from the Pentagon that it did not want to exclude any military option. The agreement, however, does not specify which military activities are forbidden. Moreover, the American can do as they please in a large part of the station, since they own seventy

percent of it. Some experts maintain that the America's partners could well be presented with a *fait accompli* once the station becomes fully operational and is being used for significant military activities.

As for the private sector, Canada's space industry exports seventy percent of its production which ends up being integrated in a myriad of American products, both civil and military. If Canada launches its military space programme, or, more simply, if cooperation between the United States and Canada intensifies, our country's industries could well find themselves more and more associated with military ventures.

There are still a few years left before Canada is confronted with vital choices related to its space policy. The new Space Agency will, within the next year, define its objectives for the beginning of the next century. This would seem to indicate that an energetic civilian programme will be pursued. The country, however, will not be able to neglect its military requirements for long, and apportioning resources between the two programmes will involve some difficult choices. The time for making decisions is almost at hand. □



Mike Corbridge

FIGHTING TO THE LAST AFGHAN

There is no shortage of Afghans who could form a popular government – if only the outsiders would get out of the way.

BY SELIG S. HARRISON

THE COMPLETION OF THE SOVIET withdrawal from Afghanistan in February set the stage for a new and bloodier phase of the civil war that led to the invasion a decade ago. After six months of inconclusive fighting, however, the Afghan adversaries and their superpower mentors are cautiously edging toward negotiations on a political compromise.

Moscow is eager for a settlement. Mikhail Gorbachev recognizes the limitations of the Afghan Communist Party and wants to escape from the futile commitment made by his predecessors. This was unambiguously spelled out to me in a series of high-level meetings with officials of the Foreign Ministry, the Defence Ministry and the Communist Party Central Committee during a recent three-week visit to Moscow.

To be sure, the Kabul Communist regime has displayed much greater motivation, discipline and staying power than most observers anticipated. But Soviet leaders – and Afghan President Najibullah – are keenly aware that the regime could not survive on its own without the continuous airlifts and supply convoys provided by Moscow.

In my view, Gorbachev is prepared to support a peaceful transfer of power in Afghanistan in which President Najibullah's regime would step down coincident with the conclusion of negotiations to establish a broad-based transitional government. Moscow's minimum conditions for such a political settlement are that the Communists not be excluded from the process of establishing a transitional regime; that the process be conducted under independent auspices, free from the control of Pakistani and American intelligence agencies; and that the Communist Party be recognized as a legitimate participant in any future elections to be conducted by a transitional government. Representation of the Communist Party, as such, in a transitional government is an expendable bargaining demand.

While giving up its effort to ensure Communist dominance, in short, Moscow wants to be able to say that it has preserved an opportunity for the Communists to compete in the power struggles ahead. Indeed, it is important to recognize that the Geneva accords were accept-

able to the Soviet Union as a face-saving compromise precisely because they did not require Moscow to abandon its Afghan clients.

THE BASIC DILEMMA NOW CONFRONTING Moscow and Washington alike is that neither the Kabul regime nor the Peshawar government-in-exile established by Pakistan and the United States, represents the majority of Afghans. Neither can serve as the nucleus of a broad-based transitional regime because both have alienated the Afghan nationalist majority. The Afghan Communist Party has been indelibly tainted by its collaboration with a foreign occupation force. But the Pakistan-based government-in-exile is also widely rejected as the creation of Islamabad's Directorate of Interservices Intelligence (ISI).

The ISI played a conspicuous, heavy-handed role in arranging and manipulating the Islamabad *shura*, or council, that set up the exile government in February, 1989. Protégés of the late President Zia Ul-Haq are still in control of the ISI despite Prime Minister Benazir Bhutto's continuing efforts to tame the powerful military intelligence organization. Zia had made no secret of his desire to install a Pakistani satellite regime in Kabul dominated by Islamic fundamentalist Afghan splinter groups that have been artificially built up with Pakistani support. Despite the installation of a moderate, Sibghatullah Mojadidi, as its figurehead president, the narrowly-based exile government is firmly controlled by fundamentalist factions, and has thus been discredited from the start in the eyes of most Afghans.

In order to understand the political isolation of the government-in-exile, it is necessary to recognize the nature of Islam in Afghanistan, where the established clergy has long been identified with the Hanafi school of Islamic law and various Sufi sects. The power of the local mullah in traditional Afghan society has been reinforced by a symbiotic relationship with chieftains of the Pushtun tribes, Afghanistan's dominant ethnic group. By contrast, the fundamentalist groups, preaching more purist Islamic doctrines, are seeking to destroy the Pushtun tribal system as incompatible with

their concept of a centralized Islamic state linked to a pan-Islamic revival. They oppose most of the modernization measures initiated by previous regimes, especially those liberalizing the status of women.

Numbering at most 1,100 in the early 1970s, the Afghan fundamentalists faced severe repression under former King Zahir Shah, a Pushtun, and his successor, Mohammed Daud. In 1975, most of them fled to Pakistan. There they linked up with the Intelligence Directorate, staging raids against the Daud regime then at odds with Pakistan. This link made them Pakistan's favoured Afghan protégés after the 1978 Communist takeover. Nurtured by massive aid from the US as well as by fundamentalists in the Middle East and Pakistan, the fundamentalist factions have grown to number some 15,000 hard-core activists.

FOR MANY AFGHANS, ZAHIR SHAH SYMBOLIZES a period of relative stability when Afghanistan enjoyed friendly relations with the Soviet Union. But fundamentalist leaders, remembering the former king's repression, bitterly oppose any role for him in organizing or leading a new regime. Pakistan has actively obstructed efforts by Zahir Shah's supporters to organize broad-based negotiations among Afghan factions that would pave the way for the peaceful replacement of the Communist regime. Instead, Pakistan has treated the seven-party resistance alliance as the sole voice of non-communist Afghans.

The roots of Pakistan's hostility go back to the early nineteenth century, when the original Afghan state created in 1747 by the Pushtun tribes under Ahmad Shah Durrani embraced the Pushtun areas of what is now northwest Pakistan. Later, as part of the "Great Game," the British Raj annexed 40,000 square miles of Afghan territory between the Indus River and the Khyber Pass. They then proceeded to hand over their ill-gotten territorial gains and half the Pushtun population to the new Pakistani government in 1947. By dividing the Pushtuns, the British bequeathed an issue that has preoccupied Pushtun-dominated Afghan regimes ever since and has poisoned the relations between Afghanistan and Pakistan.

Zia channelled the lion's share of American weapons aid to the fundamentalists, consciously downgrading Pushtun resistance groups. Since becoming Prime Minister, Benazir Bhutto has attempted to reverse his anti-Pushtun policy, calling for a broad-based Afghan government dominated neither by the Communists nor the fundamentalists. Pakistan's interests require such a government, she told me in June 1988, since "continued civil war means the continued presence of three million refugees." In a subsequent interview with *The Nation* of Lahore, she warned more explicitly that efforts to establish a Pakistani satellite state in Kabul might stir up a Pushtun backlash.

When Bhutto visited Washington in June, she urged the US to pursue a political solution of the Afghan war through negotiations with the Soviet Union. The Bush administration stalled for time, arguing that the resistance should be given another chance to overthrow Kabul militarily this summer and fall. But administration officials express increasing impatience with the poor military performance of the resistance and the inability of the government-in-exile to broaden its base. If the Kabul regime is still intact by the end of the fighting season in October, these officials foresee an intensified search for a political solution.

WHAT EXPLAINS THE STAYING POWER OF THE Communist forces demonstrated in the Jalalabad fighting? To be sure, the Kabul regime has airpower, while the resistance forces do not. Another military factor responsible for the poor showing of the resistance forces in the Jalalabad assault so far has been their lack of experience in conventional warfare. But an important and often overlooked part of the answer lies in the fact that the Communist Party has a hard core of forty thousand highly-motivated activists who see themselves as nationalists and modernizers carrying forward the abortive reform effort launched by King Amanullah from 1919 to 1929. On a visit to Kabul in 1984 and in continuing contacts with Communist leaders, I have been reminded that dedication and a patriotic self-image are not a monopoly of the resistance fighters.

The taint of Pakistani sponsorship now attaching to the Peshawar exile regime has reinforced this patriotic self-image and enabled the Communists to rationalize their own record of a decade of collaboration with Soviet occupation forces. Many party activists are drawn from previously-submerged social groups, including women. They will not easily give up their new status and are likely to continue to fight rather than abandon the field to the resistance.

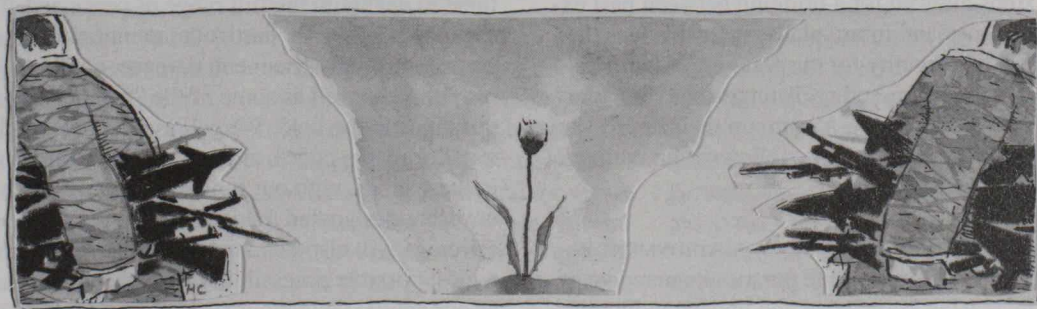
Conceivably, with a large-scale expansion of Pakistani technical and logistical support now being provided, the resistance forces would be able to use armored vehicles and improve their showing. However, the deep-seated divisions

in the resistance would make a definitive victory unlikely in the absence of years of training in conventional warfare and a massive escalation of American military aid extending not only to armored vehicles but also to aircraft. More important, even in the event that the Communists are dislodged from Kabul, they would not necessarily stop fighting. Afghanistan would in all probability remain locked in a continuing civil war involving the Communists; Islamic fundamentalist factions backed by Pakistan, the United States and Saudi Arabia; Shia groups backed by Iran; and many of the resistance field commanders, especially those linked to the Pushtun groups who look to Zahir Shah as their spokesman.

Among the possible topics of Soviet-American discussions on Afghanistan is an agreement to terminate military aid to the Afghan combatants. Originally proposed by the United States in March, 1988, "negative symmetry" was rejected at that time by Moscow. Since Gorbachev's reversal of the Soviet position in November 1988, however, it is Washington that has rejected the concept.

If an aid cutoff could be agreed upon, the Afghan combatants would be compelled, for the first time, to focus seriously on possible political compromises. Secretary General Pérez De Cuellar would then have an opportunity to pursue the 3 November 1988, General Assembly resolution calling on him to promote a broad-based government embracing "all segments" of the Afghan people.

One of Zahir Shah's close advisers, Sultan M. Ghazi, has urged the Secretary General to convene a series of national unity conferences, or mini-*shuras* as a prelude to a larger *shura*.



Neither Kabul nor the Peshawar government-in-exile would be represented as such. However, the invitation list would be designed to provide for representation of all significant political and social forces. The mini-*shuras* could choose an interim government directly, composed of independent, non-partisan figures, as proposed by former UN mediator Diego Cordovez in July 1988, or they could call a larger gathering for this purpose.

CONTRARY TO THE WIDESPREAD IMAGE OF A hopelessly polarized society, there is no shortage of respected, centrist Afghans who could form a government capable of commanding popular support. Former Deputy Prime Minis-

ter Abdul Samad Hamed, former Justice Minister Abdul Sitar Sirat, former Agriculture Minister Abdul Wakil and former Deputy Prime Minister Ali Ahmad Popal are examples of the many experienced Afghan leaders who are not tainted by fundamentalist extremism, past links with the Communists, or the corruption charges that have discredited most of the alliance leaders.

While the Communist Party cannot be wished away in a postwar Afghanistan, it clearly cannot have a significant role in an interim regime and is not likely to win major representation in any future elections. Just as the US should not seek to exclude all Communist participation in the process leading to an interim regime, so the Soviet Union should be prepared to support representative processes that would, by their nature, consign the Communists to clear minority status.

Many Bush administration officials are skeptical of all formulas for replacing the Communist regime peacefully. Such scenarios, it is argued, implicitly assume that the existing Kabul governmental infrastructure would be left in place, at least initially. In this view, the armed forces, police and intelligence services of the Communist regime must be militarily destroyed and uprooted or they will subvert any new government. It is necessary to "start from scratch," as President Reagan put it in a press conference in November 1988.

The task of reshaping the armed forces, police and intelligence services inherited from the Najibullah regime would clearly not be an easy one. But the leadership of a successor regime would be fortified by its control of Western, UN and Soviet aid resources. Communist

discipline is not likely to survive for long within the security services in the midst of the political realignments that would accompany a broad-based regime. As the memory of the Soviet occupation fades, Afghan nationalism is likely to reassert itself, gradually diluting and domesticating Afghan Communism.

In my view, a policy designed to start from scratch in Afghanistan carries unacceptable moral as well as political costs. Such a policy is, in effect, a policy of fighting to the last Afghan, in the misguided pursuit of perceived American geopolitical objectives that can be achieved more effectively through political and diplomatic means. □

FROM THE DIRECTOR

NEW DIRECTIONS FOR THE INSTITUTE

THE MIDDLE OF 1989 marked a natural crossroads for the Institute for Peace and Security. It was the five-year point in the Institute's life; the steady growth in the funding base (as provided in our founding legislation) had reached a plateau, and the Board of Directors agreed that it was a logical time to draw on the lessons of the initial building phase and to set clear directions for the future.

As the new Director, I seized every opportunity to consult my colleagues on the Board and staff about our past experience, and undertook a programme of external consultations, to seek the most balanced perspective possible. The result was an extraordinarily useful series of speaking and media engagements, small-group discussions and "accountability sessions," in every region of the country, meeting a cross-section of Canadians who follow the Institute's work and use its services – not excluding parliamentarians, federal, provincial and territorial officials and national and local journalists.

After further internal consultation – in which all Institute staff participated – our Board considered and agreed upon a set of medium-term directions for the Institute at our two-day meeting in mid-June. These discussions allowed for a bridging between past experience and future plans, since this was the last opportunity for our founding Chairman, and for several other distinguished directors who were retiring, to sum up their impressions and suggestions. What follows is an outline of our main conclusions.

FIRST, THE "REAL WORLD" ENVIRONMENT IN which the Institute pursues its mandate of increasing knowledge and understanding of issues of international peace and security is today extremely challenging, and likely to remain so for years to come. The dramatic improvement in East-West relations, and the possibilities for progress in arms control and conflict resolution, creates *more* work, not less, for our Institute and its collaborators. None of the traditional issues has gone away – working out sensible options for defence policy and concrete arms control is tougher than ever – but we must also confront the huge and exhilarating tasks of contributing to new institutions, initiatives to resolve and reduce conflicts around the world, and responses to new kinds of international security threats, such as global

climatic change. Such an agenda could easily lead to overload, or to a diffused and diluted effort, so the Institute has identified a number of areas for concentrated work, along with its general and responsive coverage, in a flexible five-year strategy.

The Board also agreed that the pre-eminent mandate and resources entrusted to us by Parliament call for a clear stamp of excellence and relevance in all the Institute's activities, especially if it is to discharge credibly its responsibility to "study and propose ideas and policies." Another basic principle is that the Institute will continue to work in partnership with a wide range of other institutions, groups and individuals in the achievement of the central goals, by fostering and funding the appropriate research, information and educational activities. In addition to working with such specialized partners, however, the Institute accepts a central responsibility for making analyses of international peace and security accessible and interesting to a much wider public, to policy-makers and opinion leaders, both in Canada and abroad. This objective requires an energetic and professional working relationship with the information media which play a vital role in shaping understanding on these questions.

WITHIN THE FRAMEWORK OF OUR LEGISLATIVE mandate, our programme will continue to deal with the full range of peace and security issues, with particular attention to arms control, disarmament, defence, conflict resolution as well as some of the "frontier" questions in the field. We will maintain general monitoring, response, and referral capabilities in these areas, with our senior researchers each covering designated fields. This general issue coverage will also be maintained through the widest possible accessibility of such vehicles as our annual Guide, our streamlined publications programme, and vigorous outreach of our information services, through libraries, schools and other institutions. Six project-areas or clusters for *intensive* concentration over the next two to five years are as follows:

- The non-proliferation of weapons of mass destruction;
- Canadian defence and security policy;
- Measures for strengthening international systems of peacekeeping, peace-making and peace-building;
- Developing, maintaining and calling upon networks of experts concerned with particular regions of conflict or potential conflict;
- Enhancing international cooperation and security in the Arctic region;

- Exploration of new threats and new approaches to international security.

A number of these project-areas build on well-established activities undertaken or supported by the Institute, and others have already been the subject of new initiatives. For example, work on the review of defence and security policy is being launched against the background of a completed study on the future of Canadian land-forces, and the media round-table on defence, foreign policy and the federal budget held in early May. The project-area on international mechanisms for strengthening peace proceeds from a number of projects on peacekeeping, mediation and conflict resolution. Our "network" coverage of regions of conflict will draw on the lessons of the large-scale project on Cyprus conducted over the past year, and take such forms as the current programme on the transition to peace and elections in Namibia. The Arctic cooperation and security focus will bring together a large number of studies, and intensify a range of national and international contacts in these fields. New approaches to international security are already the subject of a commissioned project by a multi-university team.

THE INSTITUTE'S MANDATE TO APPROACH THE field of international peace and security "from a Canadian perspective" is not justification for any narrow nationalism. In fact, the global range of Canada's interests and potential contributions, as well as the strengths and curiosities of Canadians, mean that our agenda must be broad and innovative. By this same token, we have concluded that it is a responsibility of key Canadian institutions to concentrate resources primarily in areas of world importance where they can actually make the most difference. Thus the Institute's own analytical and educational work, and some of the work it undertakes with others, will be guided more explicitly by a sense of where Canada's strengths in enhancing international peace and security are most likely to be found over the medium-term. Our Board and staff are convinced that in the process of specializing in this way we will not only be the most effective resource for the Canadian community, but also build appropriate recognition and influence for this work world-wide. □

– BERNARD WOOD

Bernard Wood is the Executive Director and Chief Executive Officer of the Institute.

REPORT FROM THE SECURITY COUNCIL



Cyprus

■ There is growing optimism that the two sides in the Cyprus dispute may be inching towards a settlement of what has become one of the longest and most frustrating issues before the Security Council. After years of fitful efforts, hopes are now pinned to negotiations between Turkish Cypriot leader Rauf Denktaş and George Vassiliou, the President of the Republic of Cyprus.

In a bid to advance the talks, the Council issued a terse statement on 9 June, during a routine meeting to renew the mandate of UN forces in Cyprus (UNFICYP): "The members note that 25 years have elapsed since the establishment of UNFICYP.... They regret that, in that time, it has not been possible to achieve a negotiated settlement of all aspects of the Cyprus problem."

Canada was particularly active in drafting the statement. It argued for the strong language in order to make clear that nations contributing troops were growing weary of the stalemated negotiations. "The prime purpose was to register a sense of impatience that there has been twenty-five years of peace-keeping and we don't want there to be twenty-five more," a Canadian diplomat explained. "The problem is that as long as both sides rely on the UN force, they don't do anything [to advance negotiations]."

The diplomat said the latest negotiations are "the most hopeful in years." The two sides are scheduled to come up with a broad outline for an agreement sometime in September. They are then to meet with the Secretary-General to work out the details.

"If it doesn't work out, there won't be a return to the status quo of UNFICYP. The Security Council is frustrated. If the two sides don't give it their best shot then they'll suffer the consequences," the diplomat said. He did not spell out the specific consequences but the implication was that troop contributors would consider cut-backs. Frustration led Sweden to withdraw all of its troops last year.

Canada is also concerned that UNFICYP's financing is voluntary and at present, \$165 million in the red. During Council consultations, Canada sought relief in a proposal for a mandatory assessment of all UN members, but the Soviet Union and France are said to have opposed the move.

Middle East

■ As in the past, events in Israel continued to be a major concern. In the space of a month, the Council voted on two resolutions critical of Israeli treatment of Palestinians in the occupied territories.

The first resolution, which "strongly deplored" Israeli policies and practices "which violate the rights of Palestinian people" was vetoed on 9 June by the US. The remaining fourteen members, including Canada, supported it. Canada's backing of the document was grounded in the belief that Israel was not doing enough to respect the provisions of the Geneva Convention relative to the protection of civilians under military occupation. The criticism of Israel was tempered by praise for the authorities in standing up to West Bank vigilantes.

The debate on the resolution was preceded by delicate negotiations. Initially, the document's sponsors had sought to use the strongest language available and "condemn" Israel. But Canada and others successfully lobbied for slightly softer language that instead "strongly deplored" Israel.

"We tried to get the language to be as acceptable as possible, then you have a resolution with moral weight," said a Canadian diplomat. "You don't want to show a divided Security Council."

Nonetheless, the US found the language unacceptable. It rejected the document for being "unbalanced," in that it failed to address the violence committed by Palestinians. As was the case with many previous resolutions critical of Israel, the US was left diplomatically isolated by its veto. The US, however, refrained from using its veto on 6 July, during a vote on a resolution expressing "deep regret" over the continuing deportation of Palestinian civilians. It chose instead to abstain, and the resolution was adopted.

In other Middle East matters, the Council, in one of its shortest meetings ever, renewed on 30 May the mandate for the UN buffer force in the Golan Heights (UNDOF) which stands between Syrian and Israeli troops. On 31 July, the Council renewed the mandate of UN forces in Lebanon (UNIFIL).

Other Issues Before The Council

■ The Council also continued to monitor events in Namibia. Despite the problems of the initial phase of the operation, diplomats seem confident that the overall process is on track for elections in November. Nevertheless, they are conscious of the potential for what one diplomat termed, a few "hiccups."

One such problem arose on 28 June, when Secretary-General Javier Pérez de Cuellar warned the Council of an atmosphere of "fear and intimidation" in northern Namibia that jeopardized conditions for fair elections. He blamed the activities of a counter-insurgency unit of the South-West Africa Police Force for what he called "unacceptable" conduct.

■ The issue of terrorism was also the focus of Council deliberations. In a unanimous resolution the fifteen members called for an inter-

national regime for the marking of plastic or sheet explosives to make them more detectable. It urged all states to intensify research in order to prevent acts of terrorism against civil aviation.

On 31 July, the Council also adopted a resolution sponsored by Canada and Finland which condemned all hostage taking and called for the worldwide release of hostages and abducted persons. The resolution, although not directly related to the kidnapping of a Lebanese religious leader by Israel, was adopted on the same day the cleric's followers claimed they had executed Lt. Col. William Higgins, an American officer serving with UN forces in Lebanon. On learning of his death, the Council expressed its "outrage" and demanded that all hostages and abducted persons be released.

■ On 27 July the Council turned its attention to events in Central America. In a policy shift, the US went along with a resolution that called for the disbanding of the Nicaraguan Contras as part of the Central American peace plan. For the past few years, the US has prevented consideration of the issue. Its shift was balanced by the resolution's appeal to all countries to halt military aid to guerrillas in the region, an allusion to the conflict in El Salvador. The resolution also permits continued humanitarian aid to the Contras.

The vote was followed eleven days later by the surprise decision of the five Central American presidents to support the demobilization of the Contras. UN troops would be required to oversee this, as well as to guard the Honduras-Nicaragua border against infiltration and illicit arms shipments. Any such operation will require the approval of the Security Council, where the US has a veto. □

— TREVOR ROWE

REPORT FROM THE HILL



Fiscal Restraint

■ The impact of the 27 April budget is still being felt throughout the public service. For National Defence, the cuts meant a complete review of maritime capabilities following the cancellation of the plan to acquire a fleet of nuclear-powered submarines. Other options are currently under exploration. Defence Minister McKnight also intimated on 7 June, at the end of a visit to CFB Lahr in West Germany, that Canada would maintain its 7,500 troops in Europe "in the near term," but that the government would be assessing the wide range of roles to which Canada is currently committed.

There were questions in the House concerning the delay in plans to build the Polar 8 icebreaker in the light of soaring cost estimates. On 8 May NDP MP Audrey McLaughlin (Yukon) asked Transport Minister Benoit Bouchard when the building would begin. Although the Minister confirmed the government's commitment to the project, he and other senior ministers refused to reaffirm commitments about price, capability, contractor or sailing date. The project had first been announced as a means of protecting Canadian sovereignty in the furor following the 1985 voyage by a US Coast Guard icebreaker through the Northwest Passage. Yet despite an initial cost estimate of half a billion dollars, only \$1.6 million is earmarked for the programme this year.

Margaret Catley-Carlson, the President of the Canadian International Development Agency (CIDA) which had also borne substantial cuts in the budget, discussed the effects of the cuts as

well as aid policies in general in an appearance before the House Standing Committee on External Affairs and International Trade (SCEAIT) on 1 June. She reviewed her six years as president, noting that in 1983 CIDA had 1,082 person-years and a budget of \$1.35 billion; in the interim, person-years have increased by about fifty, the budget has grown to \$2.2 billion – \$2 billion after the cuts – presenting, in her words, "a very real management challenge." To this is added the process of decentralization: a far greater percentage of CIDA staff will be transferred to the field, in response to a key recommendation of SCEAIT in its 1987 report, "For Whose Benefit?"

Turmoil in China

■ External Affairs Minister Joe Clark rose in the Commons almost daily in the weeks beginning 5 June, following the crackdown by the Chinese government on protesters in Beijing's Tiananmen Square. He answered a torrent of opposition questions and gradually announced a series of measures in response to the official repression that had been unleashed. Specifically: Canada recalled its ambassador and was the first Western nation to do so. Mr. Clark twice called in the Chinese ambassador to register the government's "profound disapproval" and its expectation that the Chinese official actions would be brought to an end, (the ambassador told reporters that Canada should not be meddling in China's internal affairs). The government airlifted Canadians out of China. Defectors from China's Canadian missions were assured by the Minister that their cases would be treated "in a most sympathetic way." Canada withdrew from three aid projects; kept on hold four of five agreements, the signing of which had been postponed in the immediate aftermath of the Tiananmen incident; and indefinitely suspended activity associated

with the massive Three Gorges dam project on the Yangtze river – a project which has already received considerable criticism for environmental reasons.

On 30 June the Minister made a detailed statement outlining the new realities of the Canada-China relationship, following a series of consultations the government had held with a wide variety of interested parties. A \$1.5 million assistance program for Chinese students in Canada was also announced, along with the creation of a panel to advise the government on their predicament.

The opposition called for a number of additional measures such as strong international action from the World Bank and other international institutions. The Minister indicated that the government would seriously consider Liberal leader John Turner's suggestion in the House on 26 June, that the issue of Hong Kong's future be placed on the agenda of the next meeting of Commonwealth Heads of Government (in Kuala Lumpur in October).

Parliamentary Committees

■ Parliament recessed for the summer on 27 June, to resume on 25 September. The House Standing Committee on External Affairs and International Trade (SCEAIT) began work on a major, year-long study of Canada's relations with the Soviet Union and Eastern Europe which will recommence when Parliament resumes. The Committee will also undertake a study on international debt questions with a particular focus on Africa. These specific references do not prevent SCEAIT from exploring other issues as circumstances warrant.

The House Standing Committee on National Defence will be investigating questions of maritime sovereignty in the fall.

The Special Senate Committee on National Defence is nearing completion of a study on Canada's

land forces; after a further extension their report is expected in October 1989.

Short Notes from the Hill

■ The Prime Minister and External Affairs Minister attended the Francophone Summit in Dakar, Senegal, on 24 May. They then went on to the NATO Summit in Brussels 29 and 30 May, while Mr. Clark was joined by the Finance and Trade Ministers to attend the Organization of Economic Cooperation and Development (OECD) Ministerial meeting 31 May and 1 June in Paris. The Prime Minister also attended the Economic Summit of the seven industrialized countries in Paris 14 to 16 July. Both the OECD meeting of twenty-four industrialized nations and the Economic Summit were notable in the stress they placed on environmental issues.

■ Canada was the only one of the world's major industrialized democracies to send a senior observer – Joe Clark – to the meeting of the Group of 77 (representing 127 developing countries) to discuss economic development, particularly debt questions, in Caracas, Venezuela on 19 and 20 June.

■ On 6 June, Joe Clark announced the departure of Doug Roche as Ambassador for Disarmament, a position he had held since October 1984

■ On 28 June, Mr. Clark announced that Canada will provide technical assistance to the Supreme Electoral Council of Nicaragua to help organize its general elections, scheduled to be held in February 1990.

■ On 25 July the Prime Minister named Margaret Catley-Carlson as deputy minister of Health and Welfare. She will be succeeded as CIDA president by Marcel Massé, who was CIDA president from 1980–1982. He most recently served as Canada's executive director to the International Monetary Fund in Washington. □

– GREGORY WIRICK

ARMS CONTROL DIGEST



Conventional Arms Control

■ Remarkable progress was made during the second round of the Conventional Forces in Europe (CFE) negotiations, from 5 May to 13 July. First, on 18 May, the Warsaw Pact responded to NATO complaints about the vagueness of its earlier proposals by suggesting precise ceilings on various kinds of equipment, to be achieved through reductions by 1997. The proposed limits included 20,000 tanks and 28,000 armoured troop carriers for each side (identical to the NATO proposal of 9 March), and 24,000 artillery pieces (compared to NATO's proposed 16,500). The East would thus have to withdraw from Europe or retire, by its own estimates, a total of about 40,000 tanks, 47,000 artillery pieces, and 42,000 armoured troop carriers over the next eight years. It also called for each side to be limited to 1,350,000 troops, 1,500 "strike aircraft," and 1,700 helicopters.

Late May saw additional Eastern moves toward the Western position, including acceptance of the principles of sublimits on the forces of any one nation, on forces stationed outside their own countries, and on forces within regional "subzones" (to prevent their concentration). Thus, for example, the USSR would be permitted a total of 14,000 tanks, 17,000 artillery pieces, and 18,000 armoured troop carriers, only slightly above the number that would be allowed them under NATO's proposal. This, in turn, would amount to reductions of 17,580 tanks, 24,775 artillery pieces, and 27,000 armoured troop carriers beyond those announced as unilateral cuts by President Gorbachev at the UN last December.

In response, NATO at its summit meeting on 29 and 30 May for

the first time accepted the idea of limits on aircraft and personnel numbers, as demanded by the Warsaw Pact. US President Bush called for reductions to 15 percent below the current NATO levels in both helicopters and land-based combat aircraft, and a ceiling on US and Soviet ground and air force personnel in Europe of approximately 275,000 each. The latter would require the withdrawal of some 325,000 Soviet troops, compared to 30,000 Americans. Soviet Foreign Minister Shevardnadze welcomed the new proposals as "serious and constructive, and meeting our stand half-way in many respects." Bush also called for agreement to be reached within six months to a year, and the reductions to be completed by 1992 or 1993.

Further movement was recorded before the end of the round. On 29 June the Warsaw Pact proposed a new, larger "sub-zone," including the Baltic and other military districts of the western USSR, in an attempt to assuage Western concerns about the possible concentration of Soviet forces in areas close to central Europe. And on 13 July, two months ahead of schedule, NATO tabled details of its proposed limits on aircraft and helicopters, setting alliance ceilings of 5,700 and 1,900, and national ceilings of 3,420 and 1,140, respectively. Such limits would require NATO to destroy about 1,000 aircraft and the Warsaw Pact, 3,900 (by NATO's count). Major differences remained, however, over which types of aircraft would be subject to cuts, NATO wanting to include all combat aircraft and the Pact wishing to exclude fighter interceptors and medium bombers.

Other areas of continued disagreement included: the Pact's insistence on personnel limitations applying to the alliances as a whole, as well as to the forces of non-US NATO members stationed outside their own territory; whether or not stored equipment should be included in the limits on foreign-

stationed forces and on the forces within subzones (the Pact in favour, NATO opposed); the geographic parameters of the subzones, as well as the ceilings to take effect within them; the definition of certain types of equipment, such as tanks and artillery pieces; and each side's estimates of its own and the other side's current holdings. Finally, neither side had yet formulated comprehensive verification provisions. Although both sides pledged to attempt to reach an agreement within the time frame proposed by President Bush, most independent observers doubted that this would be possible.

Nuclear and Space Arms Talks

■ The Nuclear and Space Arms Talks (NST) resumed for their eleventh round on 19 June, after a seven-month recess during which the new Bush administration reviewed the US position. Many observers were disappointed with the results of Washington's review, which mainly reconfirmed old positions and made no headway on such outstanding issues as constraints on ballistic missile defences, mobile ICBMs, and sea-launched cruise missiles. However, the Soviets were evidently pleased that previous understandings embodied in the 400-page draft treaty had been preserved. The Bush administration rejected Congressional recommendations that a US-proposed ban on mobile ICBMs be made to apply only to missiles with multiple warheads. Many arms control advocates have been urging the US to drop its proposed ban entirely, contending that mobile missiles are less vulnerable to attack and hence more stabilizing. However, the administration has been reluctant to drop the ban until Congress agrees to fund its own two new mobile ICBM programmes, since the Soviets have already deployed such missiles.

One new US initiative, introduced at the beginning of the new round, was a proposal to put into

effect agreed verification measures even before a final treaty text is completed. Although some critics perceived the move as a delaying tactic, Soviet negotiators were reported to have responded favourably.

Brief Notes

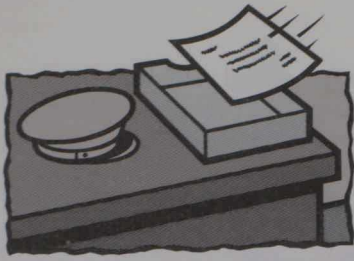
■ The controversy within NATO over talks on short-range nuclear forces (SNF) was resolved at the 29 and 30 May summit by US agreement to begin negotiations on a "partial" reduction of such weapons once implementation of a conventional forces agreement was "underway." In support of his call for immediate negotiations to ban SNF, Soviet President Gorbachev on 11 May had announced that he would unilaterally reduce his arsenal of SNF warheads by 500. American officials retorted that this would have little impact on the estimated Warsaw Pact total of 10,000 such weapons, while noting that NATO had unilaterally reduced its own stocks by more than 2,400 since 1979.

■ The US and USSR on 12 June signed an "Agreement on the Prevention of Dangerous Military Activities," covering unintentional incursions of military aircraft into the territory of another country; the hazardous use of lasers; the disrupting of operations in "special caution areas" (such as the Persian Gulf); and interference with command-and-control networks. The agreement also establishes a Joint Commission to improve communications and handle disputes.

■ On 17 July it was reported that the US and USSR had reached agreement on key elements of a global Chemical Weapons Convention, including a timetable for the destruction of such weapons and detailed procedures for challenge inspections. The recommendations will be submitted to the 40-nation Conference on Disarmament in Geneva, where the Convention is being negotiated. □

— RON PURVER

DEFENCE NOTES



B-2 Flies into Modernization Debate

■ On 17 July the B-2 Stealth bomber flew for the first time, however, at a cost of US \$530 million per airplane (\$70 billion for the proposed purchases of 132), the maiden flight ran into severe turbulence in Washington, where legislators debated the 1990 budget, and, more broadly, the future of US strategic forces.

In July the House Armed Services Committee voted to reduce the 1990 stealth bomber budget by \$1 billion, and to reduce the 1990 purchase from three aircraft to two. Even these planes cannot be bought, according to the House resolution, until the Air Force produces a plan to reduce the cost of the programme. The Senate resolution was considerably less restrictive, requiring that the Pentagon certify the B-2's airworthiness, and ability to penetrate Soviet bomber defences, but leaving the budget largely intact. A conference committee of the two houses is expected to reconcile these differences before the fall, but the statement of performance requirements imposed on the Air Force may take considerably longer to produce.

The debate over the B-2 is part of a broader debate between the Bush administration and Congress over the future structure of US strategic nuclear forces. In January President Bush announced a review of force modernization plans prior to the resumption of arms control negotiations with the Soviets. The review is now long overdue, but the shape of the US force structure is in any case emerging from the continued tug-of-war in Congress.

In an April compromise between the Pentagon and the

Congress, the single warhead Midgetman, which has few supporters in the Pentagon, was restored to the 1990 budget in exchange for the continued funding of the road-mobile version of the ten-warhead MX missile. In late July the House of Representatives voted first to halve funding for the deployment of the MX missile, and later, to kill the Midgetman. The double blow was a product of Congressional politics, not strategic analysis. When the Democrats voted to limit MX funding, Republicans retaliated by voting with liberal Democrats against Midgetman.

Led by New York Congressmen determined to save Grumman Aircraft's Long Island factory, the House further shredded the administration's defence budget by restoring funding to the F-14 fighter aircraft – one of only two major procurement programmes which Secretary of Defense Richard Cheney had been able to cut in his original budget proposal.

In testimony to Congress, Pentagon Chiefs have argued that without the B-2, US negotiators in Geneva would need to revise their negotiating position or even withdraw from the talks. President Bush, still without the conclusions of his strategic review, has claimed that he has established a "solid strategic program" which depends on the package of the B-2, Midgetman, MX, and the continuation of SDI. Adding his voice to the fray, on a July visit to Washington which included an appearance before the House Armed Services Committee, Marshal Akhromeyev, Special Adviser to Gorbachev, told reporters that, if the B-2 is deployed, "there will be a reaction on the part of the Soviet Union."

Picking Up the Pieces in Ottawa

■ Although the Mulroney government has not undertaken a formal review of defence policy following this year's budget cuts, various official statements indi-

cate the course of the painful reassessment now taking place in Ottawa.

Under the programme envisaged by the White paper, the Navy would have built towards a fleet of 28 combat ships, to include 12 frigates, 4 destroyers, and 12 nuclear-powered submarines. The acquisition of the nuclear submarines was partly at the cost of a third batch of six new frigates projected for the late 1990s. With the cancellation of the nuclear submarines, Canadian navy officers held out the lingering hope that the third batch of frigates would be restored. Speaking before a Commons committee in June, Defence Minister William McKnight dashed such hopes with the announcement that there would be no third batch of frigates. No decision has yet been made on a replacement for the three conventional submarines due for retirement.

Without the third batch of frigates, Canada will have 16 combat surface ships at the turn of the century, 4 of which will be 25 years old. If the conventional submarines are replaced only on a one-to-one basis, the Canadian Navy may end the century with fewer than twenty combatant vessels.

Also in June, McKnight told reporters in Europe that a decision on a small number of replacement tanks for Canadian forces in Europe will be made at the end of the year. Meanwhile, the government has scrapped White Paper plans to expand Canadian armed forces in Europe to divisional strength. The expansion to divisional strength was promised to NATO as compensation for the withdrawal of the Canadian commitment to reinforce Northern Norway.

Finally, DND has moved to augment the number of Aurora long-range patrol aircraft by purchasing three additional aircraft frames from Lockheed. Operating without the sophisticated electronic monitoring equipment of the Aurora, the new aircraft (to be called Arcturus) will take over Arctic sovereignty patrols, thereby

freeing the Auroras for operations in an anti-submarine warfare role.

Defecting Mig

■ In July, a Soviet Mig-23 operating from Poland lost engine power. The pilot turned the plane towards the Baltic, and bailed out, whereupon the plane recovered power, turned West, and flew across NATO airspace until it crashed in Belgium. The Soviets have admitted that they were unable to follow the aircraft on radar, and were unaware of its fate until informed by Western authorities. Unofficial sources have suggested that NATO aircraft might have been unwilling to shoot it down for fear that it might have carried nuclear-tipped missiles.

The incident may reinforce the Polish claim that there is a need for a European risk reduction centre which would permit rapid communication to avoid misunderstanding in such situations.

Lake Concrete

■ In July Western reporters were allowed to visit Kyshtym Industrial complex east of the Urals. Kyshtym has been the site of the main Soviet military reactor complex, although its ancient reactors are now being phased out. Among the horrendous errors in the handling of nuclear materials at Kyshtym, Soviet officials admitted to the existence of a radioactive lake, which they propose to fill with concrete.

The growing list of Soviet accidents and mismanagement of nuclear materials, now made known to the Soviet public for the first time, appears to have brought the nuclear allergy to the Soviet Union. At the People's Congress in June, representatives called for an end to all Soviet nuclear testing. After almost five months without testing, however, the Soviet programme resumed on 8 July with an underground explosion at Semipalatinsk. □

— DAVID COX

LETTERS TO THE EDITOR



Ever Elusive Defence Debate

■ Professor K.R. Nossal's explanation in "All in Favour, Say Aye," (*Peace&Security*, Spring 1989) for the lack of defence debate in last November's federal election – "we have no debate because there is nothing to debate" – must surely have come as a surprise to the tens of thousands of peace activists who lined the city streets in the early 1980s, and to the DND officials who sought equal airtime for the military perspective in the heat of the cruise missile testing debates.

I accept his view that the circle of ardent advocates who vigorously debate Canadian defence issues is a small one. What he fails to ask is whether the defence decision-making process itself – one which is secluded from public scrutiny, highly technical and which carries dreadful implications most citizens would not care to confront on a daily basis – isn't also something which hinders public involvement.

The preoccupation with "concrete interests" is rather selective. Frankly, I would have thought that an interest in survival was fairly "concrete". To support his belief that "most Canadians have made a careful calculation about the consequences of embracing an alternative defence policy," he cites public opinion polls showing overwhelming public support for Canadian involvement in NATO and NORAD, [as well as] election results.

The problem with this reasoning is that making a "careful calculation" about your interests implies a detailed knowledge of them. But how many Canadians can honestly be expected to have an intimate understanding of al-

liance policies and their security implications? These statistics may tell us that Canadians support alliance participation, but not why.

The second argument that, "if Canadians wanted an alternative defence policy, they would have voted in the NDP by now," is equally weak. Professor Nossal ought to know that in Canada, as in many Western democracies, elections are not won or lost on foreign policy issues – so elections make poor indicators of public foreign policy preferences.
Tony Rogers, Hong Kong

Export or Die

■ Roger Hill rightly warns of the hazards of Canada-US defence production integration ("Unified Canada-US Defence Production," *Peace&Security*, Summer 1989). Leaving aside the fact that such integration is already well advanced, with serious implications for independence in Canadian security policy, it is worth considering whether the implied solution, a better developed (perhaps specialized) national defence industrial base in Canada, isn't in fact at the root of the problem.

The DND Task Force report which Hill quotes, promotes integration, in part, on the grounds that Canadian security requires a well-developed defence industry base in Canada that can be mobilized in times of crisis and that can assure the supply of military equipment during periods of intense demand. But that leads to the sixty-four thousand (more like billion) dollar question – how can Canada sustain a commercially viable military industry during periods of reduced demand (i.e. during peace time)? The problem is acknowledged in another defence industry report, the Department of Supply and Services Defence Industrial Base Review 1987: "The Canadian defence market is insufficient in size and scope to support a wholly Canadian defence industrial base." A commercial military industry cannot survive

on Canadian military purchases, so both the DND Task Force and the Supply and Services reports look to exports as the basis for economic viability in the industry.

That begs another question. Where is the industry to find those exports? The biggest export market available to Canada is the US, but access to that market is still under threat (despite thirty years of formal defence production sharing) from US protectionism. And as American procurement is inevitably cut back – the combined effect of detente and budget restraint – that protectionism is certain to increase in an effort to preserve the shrinking market for American firms. Thus, the argument goes, Canada needs a way around American protectionism to gain unrestricted Canadian access to the American market – namely, full integration of the Canada-US market and industry so that Canadian firms are essentially defined as American for purposes of defence procurement in the US. In other words, the perceived need for a more developed Canadian defence industrial base is precisely what is creating the pressure (from Canadians) for an integrated North American defence industrial base.

Those who want increased military production in Canada need to understand that this will be possible only through increased exports. And if the Americans won't buy more than they already do (over fifty percent of Canadian military production) Canada will have to rely more on Europe and the Third World to support its military industry ambitions. But Europe has plenty of surplus military production capacity of its own, and the Third World is a highly competitive market in which a willingness to sell to human rights violators and war zones is rapidly becoming a prerequisite to success.

If Canada wants to establish some measure of military production independence from the Americans and wants to avoid relying

on military sales to zones of repression and war, a commercially viable, enlarged Canadian military industrial base is a non-starter. A truly independent Canadian defence industrial base will have to depend entirely on public subsidy, not on commercial sales, and will have to accept the higher per unit costs of shorter production runs – that might be the best incentive yet for Canada to reassess its security and military equipment needs.

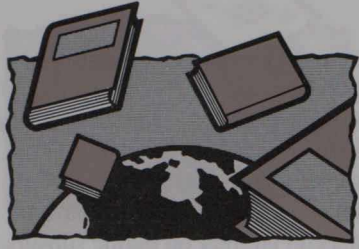
Ernie Regehr,

Project Ploughshares, Waterloo

Much Ado About Nothing

■ Ted Hopf's article ("Is the West Missing the Soviet Boat?" *Peace&Security*, Summer 1989) seems to be an effort to say something while bending over backwards to say nothing. Hopf gives three reasons why the West should be encouraging. First, it channels Soviet energies away from new adventures – so the West must give Gorbachev "a graceful way out of commitments" (that is, a graceful way to abandon his interests) "while ensuring that any settlement preserves Western interests." Is that not what the West is doing already, and how does it differ from "a chilly response"? Secondly, it promotes detente – so the West should use Gorbachev's priority for disarmament, which dictates his moderation in the Third World, "to its [the West's] advantage." Is that not what the West is doing already and how does it differ from "a chilly response"? Thirdly, to help him against his conservative colleagues who are concerned that Gorbachev's foreign policy "seems to do nothing but make one unilateral concession after another," the West should give Gorbachev "a constructive response." What constructive response? The earlier two suggestions to give Gorby a face-saving way to retreat still more for Western advantage or something unspecified which Hopf can't bring himself to write about?
B. Wallis, Ottawa □

REVIEWS



Diefenbaker's World: A Populist in Foreign Affairs H. Basil Robinson

Toronto: University of Toronto Press,
1989, 352 pp., \$29.95 cloth

■ This absorbing book broadly tours the foreign policy horizons – 1957 through 1963 – largely from the vantage point of the Prime Minister's Office, where the author, then a rising foreign service officer, served as John Diefenbaker's liaison to the Department of External Affairs. Robinson wisely emphasizes at the outset that his account concentrates on the issues he was personally involved in and therefore "does not pretend to be an all-embracing history of Diefenbaker's decisions and activities in the foreign policy field."

So while this is not the definitive work on Canadian foreign policy in the Diefenbaker years and perhaps will not be the last word on Diefenbaker as foreign policy-maker, it accomplishes exactly what its author sets out to do. Drawing upon his own first-hand experiences backed up with some archival work, Robinson vividly, often compellingly, and sometimes colorfully portrays John G. Diefenbaker in power, reacting to a world in which the Americans want Canadian forces equipped with nuclear arms and the US president confronts the Soviets over the Cuban missiles; Britain wants into the European Economic Community and out of the encumbrances of its imperial past; and the presence of racist South Africa becomes intolerable in the increasingly multiracial Commonwealth.

Ever-loyal Diefenbaker partisans will either dislike the book or take it as confirmation of what they have long believed about

what Diefenbaker himself used to call the "Pearsonalities" who worked for the Department of External Affairs. For while Robinson carefully underlines the complexities of the international situations in which Diefenbaker found himself, and scrupulously identifies the prime minister's virtues and foreign policy successes, the portrait that emerges is far from flattering. Diefenbaker, he says – and demonstrates – was "a difficult, egocentric man," who suffered from "a collision of impulses." Inconsistent, quick to take insult, ever distrustful of advisers, lacking a coherent approach to foreign policy, and with his eyes always on short-term political gain and immediate tactics, Diefenbaker in the end "simply defeated himself."

That final defeat on the floor of the House of Commons and in the general election of 1963 was precipitated by the nuclear weapons issue, to which a substantial portion of the book is devoted. Robinson's account of the deliberations within the East Block and of the discussions between the Canadian and US governments (including the famous Kennedy-Diefenbaker discussions of May 1961 in which Robinson was a participant) rounds out what has been known from other sources, and in many respects can be taken as authoritative. Diefenbaker obfuscated to the end about the Canadian commitment to acquire the weapons. Robinson shows "that in its first two years the Diefenbaker government was consciously heading in the direction of acquiring nuclear weapons for its own forces, both in Canada and Europe."

Still, because the nuclear weapons stories and the Kennedy-Diefenbaker tales have been told so often by others, the details themselves can no longer surprise. In addition to the portrayal of Diefenbaker himself, the real gems in this book lie elsewhere.

Because of his role as liaison between the PMO and External Affairs, Robinson is able to masterfully outline the relationship between Diefenbaker and his second secretary of state for external affairs, Howard Green. The relationship between Diefenbaker and British Prime Minister Harold Macmillan, at a time when Anglo-Canadian relations were still not quite clearly "foreign" also stands out.

Finally, buried deep within the book, almost as an aside, Robinson suggests a useful term which deserves broader consideration and can especially be applied to Canadian defence policy. Diefenbaker's approach toward the US, he says, was characterized by "a kind of push-resistant nationalism, aimed at whatever the source might be." In this, was Diefenbaker not typically Canadian?

– Joseph T. Jockel

Mr. Jockel is an associate professor in the Canadian Studies Program at St. Lawrence University, Canton, New York.

Danger and Survival: Choices About the Bomb in the First Fifty Years McGeorge Bundy

New York: Random House, 1988,
735 pp., US \$24.95 cloth,
US \$12.95 paper

■ No serious student of international affairs can afford to pass up McGeorge Bundy's highly important book. A former professor of foreign policy who was also Dean of Arts and Sciences at Harvard, McGeorge Bundy was one of the Charles River "whiz kids" conscripted by John Kennedy to work in the White House. He served as special assistant for national security affairs and like so many stayed on to work for Lyndon Johnson after Kennedy's assassination. He later headed the Ford Foundation and is now professor of history at New York University.

Bundy examines the critical choices and decisive turning points in the history of nuclear

weapons: the decision to build the bomb and the early history of the Manhattan Project; the decision to drop the bomb on Japan; the failure of the Baruch plan to place atomic weapons under international control; the decision to build the H-bomb; and major crises in the nuclear age such as those over Berlin and Cuba. His new book is a tour de force which will surely stand as the definitive account of the political history of nuclear weapons.

This is no ordinary account of the nuclear age, intent on reciting what is now a familiar tale. Instead Bundy has delved deep into the archives to challenge much of the prevailing conventional wisdom about the development of nuclear weapons and their role in US foreign policy while also raising some of the deeper moral and ethical dilemmas which were occasionally confronted – or as often as not, ignored – by top American scientists or their political masters. For instance he argues that Truman's decision to proceed with research on the H-bomb was a failed opportunity to halt the arms race. Had the United States pledged not to proceed in the development and construction of the H-bomb (as some of the President's advisers had suggested) it might well have exacted a similar pledge from the Russians. Instead Truman gave the go-ahead for research and development and the nuclear arms race took another major upward turn.

Bundy argues convincingly that it was not Kennedy or his Secretary of Defense Robert McNamara who shaped America's current strategic force posture as is commonly argued, but former President, Dwight D. Eisenhower. Eisenhower's legacy, Bundy suggests, was profound but also marked by extraordinary excess:

The decisions he made and allowed others to make were so broad and so deep that even in the middle of the 1980s the underlying structure of the

nuclear armaments of the United States retains a shape that the Eisenhower of 1960 would recognize: three major classes of strategic weapons based on aircraft, land-based missiles, and submarines, and a large variety of less-than-strategic weapons with shorter ranges and uncertain missions.

Students of the Cuban missile crisis will also find Bundy's chapter on this episode, which is also the longest in the book, revealing and insightful. Bundy concludes that "[t]he risk of nuclear war in the thirteen days was real, and the most important single consequence of the missile crisis may be that neither side wants to run such risk again." He goes on to suggest however that "the risk was small, given the prudence and the unchallenged final control of the two leaders."

Recent revelations by Soviet and Cuban officials at a Harvard-sponsored conference in Moscow that the Soviet Union had actually placed nuclear warheads in Cuba and that Fidel Castro was urging that the missiles be fired in the event of a US invasion of the island (which seemed imminent, from his point of view) would suggest that the risks were greater than Bundy believes. Nevertheless, Bundy has provided us with a highly probing and informative first-hand account into President Kennedy's thinking and the thoughts of those who sat around the table of the Executive Committee of the National Security Council during those fateful days in October 1963.

In the final chapter of the book Bundy provides us with his own views of the lessons and hopes of the nuclear age. He argues that survival in the nuclear age will require "candour and caution and imagination and effort." But the harsh reality is that nuclear weapons cannot be wished away and "[r]eduction of the risk, decade by decade, is our best hope for long-run survival." Let us hope that McGeorge Bundy's sound advice will not be lost on those responsible for current and future arms control. — *Fen Osler Hampson*

Mr. Hampson is a research associate at the Institute and teaches international affairs at Carleton University

Rites of Spring: The Great War and the Birth of the Modern Age

Modris Eksteins

Lester and Orpen Dennys: Toronto, 1989, 396 pp., \$26.95 cloth

■ We are now well into the season of fiftieth and seventy-fifth war anniversaries. Each week for the next five years will contain at least one public reminder of a battle or a heroic death or a mass slaughter. What we won't get much of is historical and cultural perspective: why was the Great War a unique event; how did the West deliver itself twice inside twenty years into a holocaust; what was in the cultural baggage the soldiers carried off to war with them; and why are we — citizens of the last decade of the twentieth century — shaped by these events and by the attitudes, and assumptions of those who participated in them.

Eksteins is a professor of history at the University of Toronto; however, I suspect there are lots of historians who will object to his method here. The author is writing cultural history and he has a thesis: that the sensibilities of both *modernism* and the *avant-garde* spring from the same roots as fascism and Nazism. Furthermore, Eksteins believes that the calamitous period from 1914 to 1945 is not only the story of war in a narrow sense of violent conflict organized for political ends, but also the working through of a cultural upheaval which was driven forward mostly by the new, and in 1914, uniquely dynamic German nation. While all of Europe was suffering the physical and cultural dislocation of industrialization, it was Germany, Eksteins asserts, that experienced the profound social and psychological effects most intensely — "The German experience lies at the heart of the 'modern experience.'"

It is not just Eksteins' thesis, but also the way he goes about his work that is audacious and refreshing. He sets up the book as a three-act play with an incongruous succession of calamities, cultural gurus and audiences that meet in and around and through the Great War: Serge Diaghilev almost, but not quite, meets Thomas Mann in turn-of-the-century Venice; there is an immensely influential and

intentionally scandalous debut performance of the ballet, *Le Sacre du printemps*, in Paris the year before war breaks out; deliriously happy crowds all over Europe take to the streets during the unusually balmy summer of 1914 to celebrate the coming of war; and even in the German General Staff's plan for victory in Europe, the Schlieffen plan, Eksteins finds the German "modernist" preoccupation with fantasy, rebellion and the big event — "a grand scheme, a Wagnerian script, that elevated limited tactical adventure to a total vision."

As the Great War grinds on through 1917, the grisly realities of a war of attrition serve to affirm the modernist preoccupation with myth and violence and death. When it finally ends, Germany has lost but the ethos has seized all of Europe. The spectacle of Lindbergh's flight from the new world to the old provides a popular hero for a continent disillusioned and exhausted by its present, and alienated from its past.

The book ends in Hitler's bunker in Berlin: while he plans his suicide his faithful officers dance in the cafeteria. From the experience of the Great War the Nazis had coaxed some meaning — however perverse and corrupt — where none could be found before. "The Great War was the psychological turning point ... for modernism as a whole. The urge to create and the urge to destroy had changed places." For Eksteins, fascism and Nazism were the embodiment of mass alienation brought about by the First World War, "Nazism was not just a political movement, it was a cultural eruption."

Eksteins' construction is not fully satisfying in that it stops too early. After accounting for the birth of the modernist sensibility, Eksteins touches only fleetingly on what he refers to as our present "post-modernist age." We are left to ourselves to make sense of this double-edged "modernism" amidst the chaos of our own time; where the political order of Europe, frozen for forty years after Berlin's fall, is shifting too rapidly for the alleged experts to explain or even understand. — *Michael Bryans*

Mr. Bryans is editor of Peace & Security.

BRIEFLY NOTED

The US-Canada Security Relationship

David G. Haglund and
Joel J. Sokolsky, editors

Boulder, Colorado: Westview Press, 1989, 306 pp., US \$28.00 paper

■ Sub-titled "The Politics, Strategy, and Technology of Defence," this compendium contains a dozen essays on issues central to the US-Canada relationship in the military and security arenas. The chapters originated as papers for a June 1988 Queen's University conference marking the fiftieth anniversary of President Roosevelt's 1938 speech at Queen's in which he explicitly recognized the US interest in the security and defence of Canada. Among contributors to the volume are: John Anderson, a former Assistant Deputy Minister of Defence, on the modernization of North American air defence; Lt. Col. Douglas Bland, on the military consequences of neutrality; and Joel Sokolsky of the Royal Military College, on the strategy and politics of the original decision (since reversed) to purchase nuclear-powered submarines.

Human Rights in Canadian Foreign Policy

Robert O. Matthews and
Cranford Pratt, editors

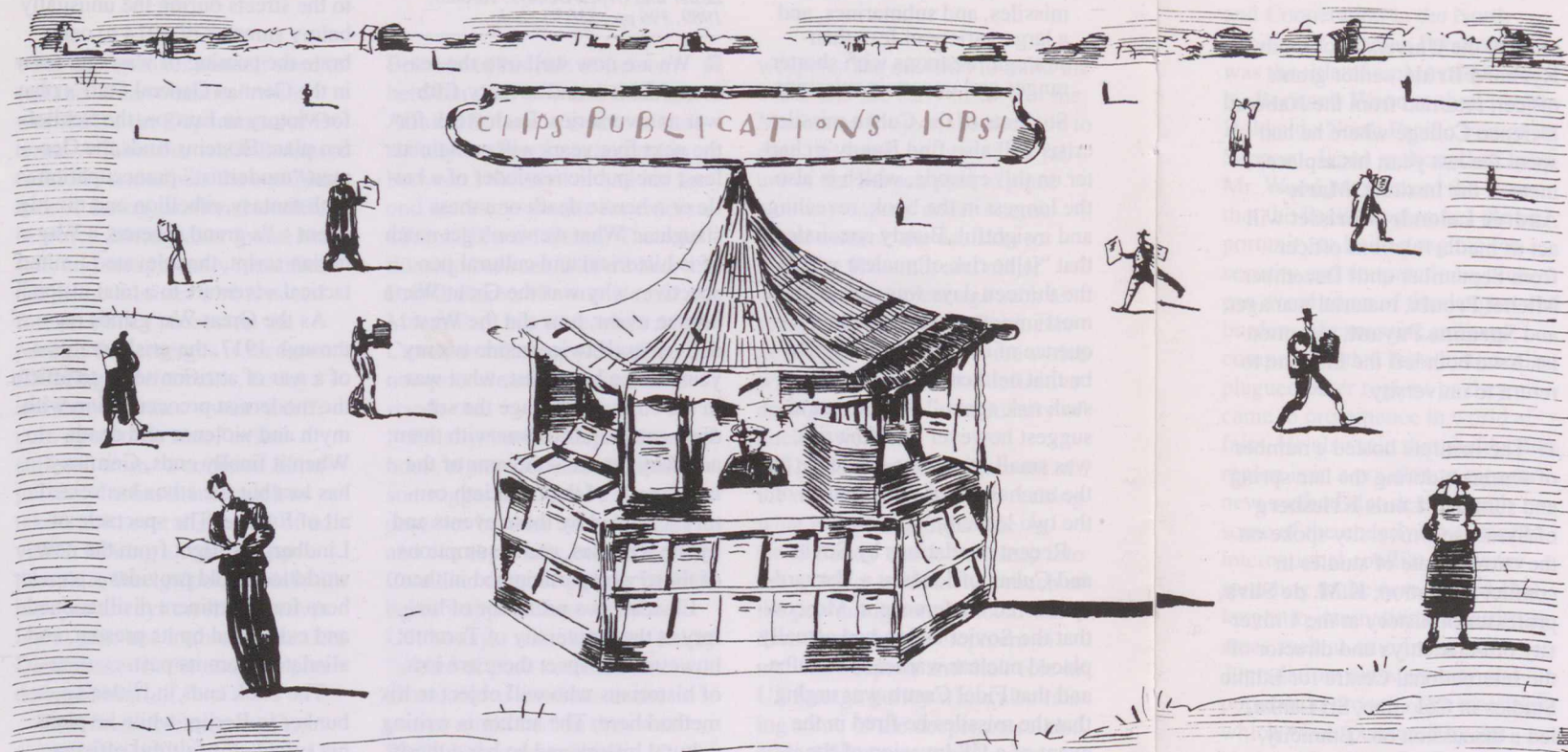
Kingston and Montreal: McGill-Queen's University Press, 1988, 375 pp., \$37.95 cloth, \$15.95 paper

■ This edited volume contains chapters by some fifteen authors with varying kinds of expertise in the field of human rights. The book examines Canada's human rights behaviour in five different international forums, in bilateral diplomacy, in two policy areas and in three bilateral relationships. The editors conclude that while Canada has shown a genuine interest in promoting human rights throughout the world, "this interest has not been without limits."

(The two titles noted above were published with financial assistance from the Institute for Peace and Security.) □

Reviews of French language publications can be found in the *Paix et Sécurité* "Livres" section.

A DIRECTORY TO INSTITUTE PUBLICATIONS



Key

OP - Occasional Paper
BP - Background Paper
WP - Working Paper
FS - Factsheet

OCCASIONAL PAPERS

The Institute publishes approximately four Occasional Papers each year. These monographs aim for both scholarly excellence and policy relevance, and deal with the subjects that fall within the areas defined in the Institute's mandate.

BACKGROUND PAPERS

This series is a medium for timely analysis, in a non-academic style, of major events and emerging issues of peace, conflict and international relations. In some of these, authors are encouraged to incorporate their own personal viewpoints in the presentations.

WORKING PAPERS

Working Papers, the result of research work in progress or the summary of a conference, are often intended for later publication by the Institute or another publisher, and are regarded by CIIPS to be of immediate value for distribution in limited numbers - mostly to specialists in the field. Unlike all other Institute publications, these papers are published in the original language with a translation of only the abstract.

FACTSHEETS

Factsheets provide short synopses of current issues in arms control, disarmament, defence and conflict resolution, and outline the historical context for contemporary events. The series is intended primarily for senior secondary students and teachers.

PEACE&SECURITY MAGAZINE

Peace&Security is a quarterly magazine published since Spring 1986 to let Canadians and others know what the Institute is doing, and to provide a forum for the full range of Canadian viewpoints on issues of peace and security.

ANNUAL GUIDE

The Guide, published annually, provides a basic reference source on Canadian policies in the field of peace and security. It seeks to identify the major policy issues to which Canada responded in the year, place them in context, and, where appropriate, cite a range of Parliamentary comment on these issues.

ANNUAL REVIEW

Once a year, the director of the Institute takes stock of the major events and trends in the areas of peace and security, and their implications for Canadian policy.

ANNUAL REPORT

The Annual Report sets out for the Parliament and the people of Canada the record of activities and financial statements of the Institute for each fiscal year.

To order, please write:

The Canadian Institute for
International Peace and Security
360 Albert Street, Suite 900
Ottawa, Ontario K1R 7X7

EAST-WEST RELATIONS

Superpower Rivalry in the Indian Ocean, by Paul George, February 1989, 36 pages. (WP 16)

New Dimensions in Canadian-Soviet Arctic Relations, by John Hannigan, November 1988. (BP-PoV 6)

International Security and Canadian Interests, Report of a Working Group, June 1988, 38 pages. (WP 11)

From Lenin to Gorbachev: Changing Soviet Perspectives on East-West Relations, by Paul Marantz, May 1988, 89 pages. (OP 4)

East-West Relations in the 1980s, by Adam Bromke, May 1988, 103 pages. (WP 9)

Superpower Rivalry and Soviet Foreign Policy in the Caribbean Basin, by S. Neil MacFarlane, June 1986, 70 pages. (OP 1)

East-West Relations: Values, Interests and Perceptions, by Geoffrey Pearson, March 1986. (BP-PoV 1)

REGIONAL CONFLICTS AND SECURITY ISSUES

The Return of Vietnam to the International System, by Gérard Hervouet, December 1988, 83 pages. (OP 6)

Destabilization of the Frontline States of Southern Africa, 1980-1987, by Dan O'Meara, June 1988. (BP 20)

The War in the Gulf, by Francine Lecours, May 1988. (BP 19)

Measures for Peace in Central America, 8-9 May 1987, by Liisa North, December 1987, 76 pages. (WP-CR 5)

Peace, Development and Security in the Caribbean: Perspectives to the Year 2000, Proceedings of a Conference, Kingston, Jamaica, 22-25 March 1987, by Lloyd Searwar, August 1987, 36 pages. (WP-CR 4)

Conference on Militarization in the Third World, by Paul Rogers, Michael Klare and Dan O'Meara presented at Queen's University, Kingston, Ontario, January 1987, 83 pages. (WP 5)

Peace in Central America?, by Steven Baranyi, October 1986. (BP 8)

Negotiations for Peace in Central America, Proceedings of the Round-table on Negotiations in Central America, Ottawa, 27-28 September 1985, by Liisa North, 59 pages. (WP-CR 1)

ARMS CONTROL - NUCLEAR

Nuclear Non-Proliferation: The Status and Prospects, by Jozef Goldblat, June 1989. (BP 29)

A Review of the Geneva Negotiations 1987-1988, by David Cox, March 1989. (BP 27)

Cruise Missiles and Strategic Arms Control, by Jane Boulden, January 1989. (BP 24)

Debate about Nuclear Weapon Tests, by David Cox and Jozef Goldblat, August 1988, 86 pages. (OP 5)

Has the ABM Treaty a Future?, by Ronald G. Purver, February 1988. (BP 18)

Accidental Nuclear War: Reducing the Risks, by Dianne DeMille, January 1988. (BP 16)

A Review of the Geneva Negotiations on Strategic Arms Reductions, by David Cox, June 1987. (BP 13)

Who's Ahead? Examining the Nuclear Arms Balance, by Jane Boulden, March 1987. (BP 12)

The Risk of Accidental Nuclear War, Proceedings of the Conference on the Risk of Accidental Nuclear War, Vancouver 26-30 May 1986, by Andrea Demchuk, 38 pages. (WP-CR 3)

Strategic Stability and Mutual Security in the Year 2000: Getting There from Here, Proceedings of a Meeting, Erice, Italy, 25-27 April 1986, 113 pages. (WP 3)

Reviewing the Non-Proliferation Treaty, by William Epstein, March 1986. (BP 4)

A Nuclear Freeze?, by David Cox, January 1986. (BP 2)

Nuclear Weapons, Counter-Force and Arms Reduction Proposals: A Guide to Information Sources and Force Calculations, October 1985, 57 pages. (WP 1)

ARMS CONTROL - NON-NUCLEAR

The International Trade in Arms, by Keith Krause, March 1989. (BP 28)

Non-nuclear Powers and the Geneva Conference on Disarmament: A Study in Multilateral Arms Control, by Michael Tucker, March 1989, 62 pages. (OP 7)

Conventional Arms Control in Europe: Western Opening Positions, by John Toogood, December 1988, 34 pages. (WP 15)

Conventional Military Balance in Europe, by Roger Hill, July 1988. (BP 21)

International Trade in Arms: Problems and Prospects, 21-22 October 1987, by Keith Krause, March 1988, 47 pages. (WP-CR 6)

Arctic Arms Control: Constraints and Opportunities, by Ronald G. Purver, February 1988, 80 pages. (OP 3)

Conventional Force Balance in Europe: Understanding the Numbers, by James Moore, January 1988, 15 pages. (WP 6)

The Stockholm Agreement: An Exercise in Confidence Building, by C.A. Namiesniowski, August 1987. (BP 14)

Satellite Surveillance and Canadian Capabilities, by Ron Buckingham, September 1986. (BP 7)

Conventional Arms Control Negotiations in Europe, by John Toogood, April 1986. (BP 5)

DISARMAMENT

Challenges to Canadian Security in the Year 2000: A Summary of Conference Proceedings, by Jean-François Rioux, April 1989, 45 pages. (WP 17)

Nuclear Weapon-Free Zones, January 1989 (FS 5)

United Nations Special Session on Disarmament 1988: Peace Proposals Since 1982, Hanna Newcombe, May 1988, 59 pages. (WP 10)

Chemical Disarmament: From the Ban on Use to a Ban on Possession, by Jozef Goldblat, February 1988. (BP 17)

Nuclear Disarmament: The Gorbachev Initiative, by John R. Walker, January 1987. (BP 11)

Nuclear Weapons and the Averting of War, by Robert W. Malcolmson, October 1986. (BP-PoV 2)

DEFENCE

United Nations and Disarmament, June 1989. (FS 9)

The Warsaw Pact (Warsaw Treaty Organization), March 1989. (FS 6)

Security: Canada and the Arctic, March 1989. (FS 7)

Sovereignty: Canada and the Arctic, March 1989. (FS 8)

Non-Offensive Defence: The Way to Achieve Common Security in Europe, by Robert Neild, January 1989. (BP 25)

Of Fireproof Houses: Canada's Security, by Geoffrey Pearson, December 1988. (BP-PoV 7)

The Cruise Missile and Cruise Missile Testing in Canada, September 1988. (FS 3)

The NATO Nuclear Planning Group, by Jocelyn Coulon, August 1988. (BP 22)

NORAD (North American Aerospace Defence Command), March 1988. (FS 1)

NATO (North Atlantic Treaty Organization), March 1988. (FS 2)

Maintaining Peace with Freedom: Nuclear Deterrence and Arms Control, by Lorne Green, March 1987. (BP-PoV 4)

La France et l'initiative de defense strategique, by Charles-Philippe David, January 1987, 87 pages. (WP 4)

Trends in Continental Defence: A Canadian Perspective, by David Cox, December 1986, 50 pages. (OP 2)

A Second Look at No First Use, by Fen Osler Hampson, November 1986. (BP 9)

Canadian Responses to the Strategic Defense Initiative, by Gregory Wirick, October 1985. (BP 1)

Challenges to Deterrence: Doctrines, Technologies and Public Concerns, Proceedings of the Conference on Challenges to Deterrence, Ottawa, 17-19 October 1985, by Dianne DeMille, 69 pages. (WP-CR 2)

CONFLICT RESOLUTION - THEORY AND PRACTICE

Canadian Attitudes and Approaches to the United Nations Security Council, by Harald von Riekhoff, February 1989. (BP 26)

Regions of Peace - Oases of Hope, by Arnold Simoni, November 1988, 18 pages. (WP 13)

Peacekeeping, October 1988. (FS 4)

Peacekeeping and Peacemaking in Cyprus, by Robert Mitchell, October 1988. (BP 23)

Managing Regional Conflict: Regimes and Third-Party Mediators (#2), Proceedings of a Workshop held in Ottawa on 6-7 May 1988, by Kenneth D. Bush and Richard Price, August 1988, 64 pages. (WP 12)

Managing Regional Conflict: Regimes and Third-Party Mediators, Proceedings of a Workshop held in Ottawa on 19-20 November 1987, by Robert Miller, May 1988, 59 pages. (WP 8)

Peacekeeping and the Management of International Conflict, by Henry Wiseman, September 1987. (BP 15)

The Debate about Peace Education, by Elizabeth Richards, December 1986. (BP 10)

A Survey of Peace Education in Canada, by Wytze Brouwer, February 1986, 71 pages. (WP 2)

MISCELLANEOUS

Towards a World Space Organization, by Elisabeth Mann Borgese, November 1987. (BP-PoV 5)

Canadian Press Coverage of Arms Control and Disarmament Issues, by John R. Walker, March 1987. (BP-PoV 3)

Origins of the Canadian Institute for International Peace and Security, by Gilles Grondin, August 1986. (BP 6)

Nuclear Winter, by Leonard Bertin, March 1986. (BP 3)

REFERENCE WORKS (PUBLISHED ANNUALLY)

A Guide to Canadian Policies on Arms Control, Disarmament, Defence and Conflict Resolution, approximately 300 pages.

Review of Peace and Security Issues and the Canadian Response, approximately 20 to 30 pages.

The CIIPS Public Opinion Survey of Canadian Views on Peace and Security.

Annual Report.

Barton Awards Programme

The Institute invites applications for its Awards Programme, now designated the Barton Awards in honour of the first Chairman, former UN Ambassador William Barton. The programme is open to both academics and non-academics who wish to enter or continue studies in the field of international peace and security. The programme is intended to encourage expertise and scholarship in that area by supporting Canadians who wish to pursue their studies at institutions abroad or in Canada.

The Institute expects to make ten awards, two senior fellowships valued at up to \$30,000 and eight scholarships at up to \$14,000. Applications will be assessed by an independent selection committee and decisions will be announced in May 1990.

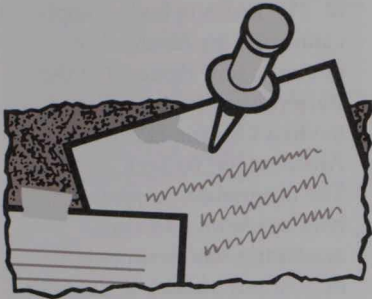
Applicants must be Canadian citizens whose experience or academic qualification enable them to pursue advanced study.

The deadline for applications for the 1990-1991 academic year is 1 February 1990.

For further information and application forms please write to:

The Barton Awards Programme
Canadian Institute for International Peace and Security
360 Albert, Suite 900
Ottawa, Ontario
K1R 7X7

NEWS FROM THE INSTITUTE



■ **William Barton**, Chairman of the Board of Directors of the Institute since its founding in August 1984, retired from the Board after five years of service. After its June meeting, the Board of Directors decided that in recognition of his work with the Institute, awards and scholarships would henceforth be named the *Barton Awards*. Other members leaving the Board after three-year terms are **Ann Gertler**, **Kal Holsti**, **Richard Mercier**, **Brian Urquhart** and **Jean-Guy Vaillancourt**.

■ The Secretary of State for External Affairs, the Right Honourable **Joe Clark** recently announced the appointment of new Board members. They are **Beatrice Bazar** from Montreal, a former national president of the United Nations Association in Canada, and current director of the Canadian Human Rights Foundation; **Lincoln Bloomfield** of Boston, who has been associated with the Massachusetts Institute of Technology for many years and whose field of interest is international institutions and organizations; **Francine Fournier** of Ottawa, the secretary-general of the Canadian Commission for UNESCO; **Reginald Lane**, a retired Lieutenant-General who now lives in Victoria and is active in the Royal United Services Institute; and **Elinor Powell** of British Columbia, a former president of the Canadian Physicians for the Prevention of Nuclear War. Mr. Clark also announced that, after consultation with the Board of Directors and the opposition parties, the government has appointed **David Braide** as Chairman of the Board for a three-year term.

■ On 8 June the Institute's Director and senior managers appeared before the House of Commons Standing Committee on External Affairs and International Trade. MPs of all parties engaged in a lively and wide ranging discussion with the Institute's Director about a number of international issues and the Institute's own projects and analyses. This was the first appearance the Institute has made as a crown corporation to discuss estimates before the Committee.

■ "Cyprus: Visions For the Future" was the title of the fourth and final seminar in a year-long Institute project which explored the roots of the conflict in Cyprus and the possibilities for its resolution. In the final seminar, participants focussed their discussions on possible future developments rather than on past problems, and reached consensus on the need for the two communities to work together in order to build a common Cypriot political identity. The two municipal leaders of divided Nicosia, **Mustafa Akinci** and **Lellos Demetriades**, spoke about their experiences cooperating on practical problems in their city, such as water and sewage systems. It was agreed that confidence-building measures between the two communities should be encouraged and broadened. Participants also discussed the role of the United Nations Force in Cyprus (UNFICYP) and the UN Secretary-General's efforts to promote a settlement. They recommended that contributions to UNFICYP might be made conditional on progress towards a settlement, that negotiations for a

renewal of the mandate begin earlier, and that the force become more of an observer force with a quick reaction capability.

■ During the autumn two new research assistants will join the Institute staff: they are **Marie-France Desjardins** and **Robin Hay**. Ms. Desjardins is a graduate of the Paterson School at Carleton and the Université du Québec à Montréal in history and international affairs, and has published a number of articles on non-proliferation and nuclear-powered submarines. Mr. Hay also graduated from the Paterson School, and did his undergraduate work at the University of Ottawa, specializing in international relations and history. His publications have focussed on arms control issues. Research assistants **Peter Gizewski** and **François Lafrenière** left the Institute; **Doug Hamlin**, a Fellow for the past year returned to the Department of External Affairs; and **Bruno Munier's** term as a Fellow also expired at the end of August.

■ The Institute welcomed two new Fellows in the fall: **Ron Fisher** from the University of Saskatchewan and **Gordon Sharpe** from the Department of National Defence. Lt. Col. Sharpe, an air navigator, will study questions of aerial surveillance. Professor Fisher will concentrate on social psychology and international conflict resolution.

■ **Fauzya Moore**, a grants officer, left the Institute in June to work with the Centre for International Cooperation and Develop-

ment at the University of Ottawa. **Rychar Brûlé**, senior grants officer, returned from the National Defence College where he had spent the last year; his replacement at the Institute, **Marie-Andrée Lalonde-Morrisset** will act as media relations officer from September until December. **Michel Proulx**, material manager, and **Suzanne Payant**, receptionist, have both left the Institute to return to university.

■ The Institute hosted a number of seminars during the late spring and summer: **Louis Kriesberg** of Syracuse University spoke on the current state of studies in conflict resolution; **K.M. de Silva**, professor of history at the University of Peradeniya and director of the International Centre for Ethnic Studies in Colombo, Sri Lanka, led a discussion on "Ethnicity, Conflict and Development: A Comparative Perspective;" **Rashid Khalidi** of the University of Chicago, led a seminar on the *Intifada* and current developments in Israel, the West Bank and Gaza; **Edy Kaufman**, executive director of the Harry S. Truman Research Institute, and senior lecturer at the Department of Political Science of Hebrew University, Jerusalem, spoke on "Israeli and Palestinian Attitudes towards the Peace Process;" **Boris Alekhin**, an economist, and exchange visitor from the Institute of the USA and Canada in Moscow, gave a seminar which focussed on his month in Canada, during which time he visited the Royal Bank of Canada, and Dominion Securities in Toronto; **Gerald Steinberg**, a professor at Hebrew University in Jerusalem and specialist on arms control issues, led a discussion on the proliferation of weapons of mass destruction in the Middle East, and emphasized the need for confidence-building measures between Israel and its Arab neighbours; and **Mark Sakitt**, a

Grants Procedures and Deadlines

■ *The Institute allocates grants twice a year. Contact the Institute for a copy of updated criteria and application forms. Please note the following deadlines:*

30 June for an October decision

31 December for a March decision

physicist at the Brookhaven National Laboratory, spoke on submarine warfare in the Arctic.

■ "The Challenges of Security and Cooperation in the North Pacific: a Canadian Perspective" was the title of a paper delivered by **Bernard Wood** at the Fletcher Hokkaido North Pacific Forum in Sapporo, Japan at the end of July. Mr. Wood put forward the view that the Pacific region has the opportunity to build a regime for security and cooperation which can avoid some of the dangers and burdens of excessive military competition that have historically plagued other regions as they came to prominence in world affairs. He also said that the Pacific region is in a position to pioneer new methods for dealing with some of the underlying causes of international conflict and for responding to the new, shared challenges to international security in areas such as environmental degradation, mass poverty and population growth. The meetings, which were sponsored by the National Institute for Research Advancement, drew participants from Asia, North America and Europe. In late June, Mr. Wood gave the closing lecture to the National Defence College in Kingston on the future of the international system.

■ **Ron Purver** gave presentations on Arctic arms control at a *Pacem in Maribus* conference in Moscow in June, and a workshop on Arctic security at the University of Aberdeen in Scotland. He also delivered a paper on undersea warfare and arms control at a conference in Halifax sponsored by the Centre for Foreign Policy Studies at Dalhousie and the Department of History at the University of New Brunswick. In July, Mr. Purver attended the fifth general assembly of the Inuit Cir-

cumpolar Conference in Sisimiut, Greenland.

■ **Michael Bryans** was elected to the Board of Directors of the Canadian Periodical Publishers' Association at its recent annual meeting in Toronto.

■ **Katherine Laundry** and **Susan Connell** organized, and spoke at mini-conferences in Calgary and Yellowknife on peace and security information resources.

Ms. Laundry chaired a workshop at the Canadian Library Association meeting in Edmonton on the role of libraries in the dissemination of information on peace and security issues.

■ "Lest We Forget" is the title of a retrospective of war art, opening at the London Regional Art Gallery in early September. The Institute worked with the gallery to develop a series of public programmes for students and the gen-

eral public on the theme. **Bernard Wood** and **Margaret Bourgeault** attended and spoke at the opening.

■ **Bruno Munier**, a Fellow at the Institute spoke at Carleton University in June on the international impact of the repression in China. Mr. Munier was in China in May during the demonstrations in Tiananmen Square, but before the military action; since his return he has shared his impressions with a number of groups.

■ During July **Garfield Newman**, a teacher with the York Regional Board of Education at the Dr. G.W. Williams Secondary School in Aurora, and **Geoff Irvine**, who teaches at Sir Wilfrid Laurier High School in the Carleton Board of Education, were at the Institute working on revisions to the "Teachers Handbook on Peace and Security." The book, which was written by Mr. Irvine and **Brad Feasey** of the Institute staff, was field-tested during the 1988-1989 academic year by a number of teachers. Their reports played a crucial role in the revisions.

■ **Anthony Figgis**, director of research at the Foreign and Commonwealth Office of the United Kingdom, was the guest at a briefing session at the Institute on research activities in Canada on international issues.

■ The Institute was host to a roundtable discussion on varying perspectives on defence policy with representatives from the Canadian organization, Veterans Against Nuclear Arms, and two of their guests from the Soviet Union and one from the United States. Members of several other peace and defence interest groups also participated in the discussions.

■ Members of the National Defence College of Thailand visited the Institute in late August; **John Toogood** spoke to them on Canada's security interests. □

Scholarships Awarded

■ The Canadian Institute for International Peace and Security recently awarded twelve (\$14,000) scholarships to Canadians who wish to further their studies in the subject areas of international peace and security. The scholarships are awarded annually as part of the Institute's Awards Programme. The award holders come from different disciplines and will pursue a variety of studies.

Jean-François Bergeron, Québec City, will be pursuing a Ph.D. in Political Science at Laval University in cooperation with the Centre for Intergroup Studies in South Africa concentrating on Political Change in South Africa.

David Ross Black, Toronto, will be pursuing a Ph.D. in Political Science at Dalhousie University concentrating on Middle Power Foreign Policies Towards Southern Africa: Australia, Canada, and Sweden.

Walter Henry Dorn, Toronto, will be completing a Ph.D. in Chemistry from the University of Toronto in cooperation with the Linköping Institute of Technology (Sweden) concentrating on Chemical Sensing for Arms Control Verification.

Laurent Frappé, Québec City, will be pursuing a Ph.D. in International Relations at Université Laval concentrating on Conflicts and International Relations in Latin America.

Frank E. Harvey, Montréal, will be pursuing a Ph.D. in International Relations at McGill University concentrating on Conflict, Crisis and War.

Robert Neil Huebert, Winnipeg, will be pursuing a Ph.D. in Political Science at Dalhousie University concentrating on Defence and Canadian Arctic Policies.

Howard Peter Langille, Annapolis Royal, Nova Scotia, is completing his studies at Bradford University in England toward a Ph.D. in Philosophy, concentrating on Peace Studies. He will examine the question of Canadian Defence Policy: Options for Common Security.

Laure E. Paquette, Montréal, will be pursuing a Ph.D. in Political Science at Queen's University concentrating on Strategies and Civilizations.

Leigh Edward Sarty, Toronto, is completing a Ph.D. in Political Science at Columbia University in New York City concentrating on a Comprehensive Study of the Soviet Union's Postwar Relations with Canada, 1966-1980.

Larry Anthony Swatuk, Windsor, will be pursuing a Ph.D. in Political Economy and Foreign Policy at Dalhousie University concentrating on The Political Economy of Small State Survival: Foreign Policy Making in Botswana, Lesotho, and Swaziland, 1966-1988.

Puay-Khoon Tang, Toronto, will be pursuing a Ph.D. in International Relations at the John Hopkins University in Washington D.C. concentrating on Canada-Japan Technology Transfer in Telecommunications: Implications for International Peace and Security.

Michael Charles Williams, Victoria, will be pursuing a Ph.D. in Political Science at York University concentrating on The Dialectic of Deterrence.

LETTER FROM BUENOS AIRES BY MADELEINE POULIN



On the road into Buenos Aires from the airport, wisps of fog trail along the ground. True to Sunday tradition, residents of the capital, *porteños*, dot the semi-rural scenery preparing *parillada*, the gaucho's barbecue, next to their locally assembled Renaults and Fiats....

Nostalgia for the pampas persists in this city which faces the Atlantic, a city that is simultaneously reminiscent of Paris, Madrid and Italy, and is home to one-third of all Argentines.

"A city that consumes what the rest of the country produces," observes a woman who knows what she is talking about. Amalia Delacroze Fortabat owns huge estates in the hinterlands, and lives in sumptuous style in Buenos Aires. "Amalita is Peronist," our driver announces before dropping us at her prestigious address.

"But," he adds, "she was a radical with the radicals, and a militarist under the military." Our cynical driver, like eighty percent of Argentines, is of Italian descent.

Male servants, with the bearing of a head-of-state's security guards, take us in tow and lead us to a sitting room where a white-gloved butler offers us coffee. As soon as she enters the room, and without waiting for questions, Mrs. Fortabat launches into a tirade on the foreign debt, the dollar's rise against the *austral*, and the resulting runaway inflation. She is not suffering personally of course, since the products she exports earn dollars, but she knows that others, outside the privileged dollar economy, must cope with prices that rise by the day or even by the hour. Crisis reigns.

"In times of crisis," she explains, "the people need someone who speaks their language." This heiress to an "old money" Argentine fortune, who generations later still clings to her French passport, then proceeds to sing the praises of the provincial *caciques* (political bosses), especially Peronist Carlos Menem. He is a product of

the other Argentina – the fertile hinterland – which does not look to Europe, like Buenos Aires, but toward the South American continent. "I know Carlos Menem personally, and I'm not afraid," she says. A country boy, the son of Syrian immigrants, "Peron's heir" has the blessing of the Argentine oligarchy.

It is certainly not a revolution; it is even insurance against revolution. But it evokes the corporatism so dear to Franco and Mussolini ...

"Of course, these people fear nothing!" explodes an Argentine friend, less well off, but just as Europeanized as Mrs. Fortabat. He gives me to understand that thirty or forty of "these people" with their enormous reserves of dollars can easily sow economic chaos, discredit one government, and have another elected that better serves their interests.

Paranoia? Perhaps, but there are many who fear Peronism and Menem, and they certainly form the majority of Argentines that visitors from the North are likely to meet. They work in the universities, the press and the publishing houses. Their view of Peronism differs little from that of many diplomats posted to Buenos Aires: "Democracy under siege."

"But what democracy?" A European-educated businessman who has opted for Peronism notes with irony: "The problem with Argentines, the ones who live in Buenos Aires, is that we think we're Europeans. And we hide from the fact that behind a demo-

cratic facade, an old system of domestic colonialism persists." "Belgium in Ethiopia," he adds by way of illustration. So much for the democracy regained six years ago under Raul Alfonsin – a period that ended in economic disaster.

What will democracy be like under the Peronist Menem? "We are entering into a social contract that will reconcile the interests of the various groups," says the businessman. The state as referee. The Peronists have an initial advantage in this role, since they have traditionally enjoyed the support of the unions. It is certainly not a revolution; it is even insurance against revolution. But it evokes the cor-

poratism so dear to Franco and Mussolini, and practised to some extent by Peron from 1946 to 1955, and yet again briefly in the mid-1970s. On both occasions, Peron had been democratically elected. And each time, the experience ended in a military coup.

General Lanusse lives in a small apartment strewn with mementoes of his glorious career. Before retiring on a modest pension, he was President of the Republic. In 1973, he headed the transition between a military regime and the election of Peron. His entire career has been haunted by Peronism, an ideology he abhors and for which he still has "no clear definition." What he now fears, given the past record, is abuse of power and disorder. He is not alone in predicting chaos, but unlike others, he does not believe the army will want to seize power again: "A military coup is not the answer. It does not produce the desired results and it seriously harms the army." He does admit, however, that some elements of the military might be tempted. After all, how can one overlook the chronic militarism that afflicts Argentina?

Escorting us back to the elevator, he recalls with sadness the Argentina of the 1930s; it was just as prosperous as Canada and Australia. "But we are unstable. There is no consensus in this country, only narrow self-interest."

Appropriately enough, it was in the countryside where we met the person who claims to reconcile all of these interests – first, in the midst of a frenzied crowd in a village, then at home, in the Governor of Rioja's residence, and finally, in the hamlet of his birth, in the same poor, remote province where his family still tends a vineyard. Behind the facade of provincial playboy, tennis ace and bush pilot, I found a rather diminutive, introverted and fairly reasonable man. Is he the Andean demagogue portrayed by his critics? Andean, definitely. Carlos Menem has no nostalgia for Europe. His loyalty is to South America and his goal is Latin-American unity to counter the North American and European economic blocs. "We live in a world committed to universalism, but first we must create continental unity."

But isn't the real first job to create today's Argentina; letting the nostalgia for Europe and for the golden years of the pampas fade away so that the Argentine people can start referring to "our" country, rather than "this" country – *este pais* – as they do now? And does today's answer lie in the wizardry of a Peronist-style contract?

I watch Carlos Menem's Cessna take off from the country road improvised as a landing strip. As it weaves against the backdrop of mountains, the small plane looks very fragile, and I wonder how the man behind the controls will be to able to put his country back on the road to progress, and keep it there. □

Madeleine Poulin is co-host of Radio-Canada's public affairs television programme Le Point.